

Cote du document: EC 2020/110/W.P.3  
Point de l'ordre du jour: 4  
Date: 6 août 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## Rapport 2020 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement

### Note à l'intention des membres du Comité de l'évaluation

#### Responsables:

#### Questions techniques:

**Thomas Eriksson**

Directeur  
Division des politiques et des résultats  
opérationnels  
téléphone: +39 06 5459 2425  
courriel: t.eriksson@ifad.org

**Lauren Phillips**

Conseillère principale pour les politiques  
et les résultats  
téléphone: +39 06 5459 2877  
courriel: l.phillips@ifad.org

#### Transmission des documents:

**Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États  
membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Comité de l'évaluation — Cent dixième session  
Rome, 2 septembre 2020

---

Pour: **Examen**

Cote du document: EB 2020/130/R.10  
Point de l'ordre du jour: 6  
Date: 11 août 2020  
Distribution: Publique  
Original: Anglais

**F**



Investir dans les populations rurales

## **Rapport 2020 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement**

### **Note à l'intention des représentants au Conseil d'administration**

#### Responsables:

#### Questions techniques:

##### **Thomas Eriksson**

Directeur  
Division des politiques et des résultats  
opérationnels  
téléphone: +39 06 5459 2425  
courriel: t.eriksson@ifad.org

##### **Lauren Phillips**

Conseillère principale pour les politiques  
et les résultats  
téléphone: +39 06 5459 2877  
courriel: l.phillips@ifad.org

#### Transmission des documents:

##### **Deirdre Mc Grenra**

Cheffe  
Gouvernance institutionnelle  
et relations avec les États  
membres  
téléphone: +39 06 5459 2374  
courriel: gb@ifad.org

Conseil d'administration — Cent trentième session  
Rome, 8-11 septembre 2020

---

Pour: **Examen**

## Table des matières

<b>Résumé</b>	<b>ii</b>
<b>I. Introduction</b>	<b>1</b>
<b>II. Résultats en matière de développement – niveau II</b>	<b>1</b>
<b>III. Performance opérationnelle et organisationnelle – niveau III</b>	<b>7</b>
A. Mobilisation des ressources	7
B. Allocation des ressources	8
C. Utilisation des ressources	9
D. Transformation des ressources	11
<b>IV. Marche à suivre en 2020 et au-delà</b>	<b>12</b>

### Annexes

I. Cadre de gestion des résultats de FIDA11	
II. Liste harmonisée des situations de fragilité	
III. Cadre de pointage pour l'utilisation optimale des ressources	
IV. Assurance qualité initiale	
V. Rapport de situation sur le plan d'action pour la gestion des savoirs	
VI. Rapport de situation sur les thèmes à transversaliser	
VII. Rapport de situation sur l'ASAP	

## Résumé

1. Pour "développer autrement" – notion qui est au cœur du Cadre du FIDA relatif à l'efficacité en matière de développement et qui fait partie des principes sur lesquels repose la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11) –, il faut modifier les comportements, les cultures et les pratiques. Le Rapport 2020 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) porte sur une période pendant laquelle beaucoup a été fait pour modifier les pratiques institutionnelles et créer une culture qui met davantage l'accent sur l'utilisation des données en tant que moyen d'ajuster de manière proactive la performance et les effets directs du portefeuille.
2. Après les progrès réalisés sur la période de FIDA10 qui ont été présentés dans le RIDE 2019, le RIDE 2020 fait état d'une amélioration de la performance au regard d'un certain nombre d'indicateurs intégrés dans le Cadre de gestion des résultats (CGR) de FIDA11. Cependant, les ambitions du Fonds grandissent et davantage d'efforts doivent être déployés dans certains domaines pour améliorer les résultats. On note de toute évidence des points forts – amélioration de la qualité des projets au stade de la conception et cofinancement, par exemple –, mais il reste des points faibles tels que l'efficacité et la durabilité au niveau des projets, domaines dans lesquels les résultats sont inférieurs aux objectifs de FIDA11.
3. **Niveau I – contexte mondial.** Les dernières données disponibles indiquent que 736 millions de personnes environ vivent dans l'extrême pauvreté (sous le seuil de pauvreté de 1,90 USD par jour fixé au niveau international)<sup>1</sup>; d'après l'édition 2020 du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, 688 millions de personnes étaient en situation d'insécurité alimentaire en 2019<sup>2</sup>. Malgré les progrès considérables accomplis pendant la dernière décennie, le rythme de réduction de la pauvreté se ralentit. La pauvreté chronique demeure préoccupante et est fortement concentrée en Afrique et en Asie du Sud. Les tendances de la faim restent alarmantes et montrent que le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde augmente depuis 2014.
4. **Niveau II – résultats en matière de développement.** Les projets appuyés par le FIDA sont venus en aide à 131,7 millions de personnes, ce qui représente un résultat supérieur à la cible fixée à 120 millions pour FIDA11, et une augmentation substantielle depuis 2018 (114,7 millions de bénéficiaires). L'augmentation de la portée est cependant principalement attribuable à un certain nombre de grands projets. Des investissements ont été réalisés dans des domaines tels que les infrastructures rurales, l'accès au financement, les entreprises rurales, le renforcement des capacités, ainsi que l'environnement et la gestion des ressources naturelles. Les dernières estimations des effets directs des projets en matière de développement, lesquelles ne figurent pas dans le Rapport annuel sur les résultats et l'impact des opérations du FIDA (RARI), montrent qu'en moyenne les projets appuyés par le Fonds présentent une grande efficacité et de bons résultats: 91% de ceux achevés en 2019 ont obtenu une note supérieure ou égale à 4 s'agissant de l'efficacité, et 96% une note supérieure ou égale à 4 en ce qui concerne leur évaluation globale. En revanche, l'efficacité et la durabilité des projets achevés sont moins satisfaisantes: 60% et 75% des projets, respectivement, ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux. Il s'agit d'une faiblesse persistante, constatée à la fois par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) et la direction, encore que le RARI 2020 fasse état d'une amélioration de ces deux indicateurs dans la

<sup>1</sup> Banque mondiale. 2018. *Extreme Poverty and Shared Prosperity 2018: Piecing Together the Extreme Poverty Puzzle*. Washington, Banque mondiale.

<sup>2</sup> Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), FIDA, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Programme alimentaire mondial (PAM) et Organisation mondiale de la Santé (OMS). 2020. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2020. Transformer les systèmes alimentaires pour une alimentation saine et abordable*. Rome, FAO.

cohorte 2016-2018 de projets. Les facteurs qui influent sur la performance des projets clôturés comprennent la fragilité, les problèmes de capacité dans les unités d'exécution et le manque de réalisme dans la conception des projets.

5. **Niveau III – performance opérationnelle et organisationnelle.** Le Fonds a alloué les ressources en fonction de la répartition prévue par les objectifs de FIDA11, à savoir 90% pour les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, et 10% pour les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Les pays présentant des situations de fragilité ont reçu 25% des ressources. Par ailleurs, avec seulement 80 pays accédant aux ressources durant FIDA11, la taille moyenne des investissements du Fonds est passée à 40 millions d'USD (contre 23 millions d'USD durant FIDA9 et 30 millions d'USD durant FIDA10).
6. En 2019, le FIDA a pu obtenir des niveaux bien plus élevés de cofinancement tant à l'échelon national qu'à l'échelon international. Le ratio de cofinancement pour la seule année 2019 s'est établi à 2,09, et la moyenne mobile sur trois ans à 1,36, soit une valeur proche de la cible de fin de cycle de 1,40 fixée pour FIDA11. Le ratio de décaissement en 2019 a également dépassé la cible définie pour FIDA11: 17,9% contre 17% (19,1% contre 16% pour les pays présentant des situations de fragilité). L'efficacité dont a fait preuve le FIDA ces dernières années en parvenant à décaisser un plus grand volume de fonds et la croissance continue de son programme de prêts et dons l'ont amené à ajuster son profil de liquidité actuel et à renforcer sa viabilité financière à long terme, de manière à pouvoir jouer un rôle anticyclique en aidant à surmonter des crises économiques imprévues, comme celle provoquée par la COVID-19. Partant, le FIDA assure un suivi étroit de ses niveaux de liquidité et de décaissement, ce qui pourrait aboutir à des niveaux de décaissement plus faibles dans l'avenir.
7. Les évaluations relatives à la qualité au point de départ étaient positives malgré le volume record d'exécution en 2019. Trente-quatre nouveaux projets ont été approuvés pour un montant total de 1,69 milliard d'USD, ce qui représente le programme de prêts et dons le plus important exécuté par le FIDA sur une année, tous cycles de reconstitution des ressources confondus. Le processus d'assurance qualité indépendante interne du FIDA a attribué une note de 4 ou plus à 93% des projets pour leur qualité initiale générale et pour la qualité de leur ciblage. Cependant, la qualité était inférieure s'agissant des projets conçus dans des situations de fragilité: 70% des nouveaux projets ont obtenu une note de 4 ou plus (par rapport à la cible de 90%). Il s'agit d'une question à laquelle il conviendra de prêter davantage d'attention à l'avenir.
8. Au niveau organisationnel, les ratios d'efficacité sont parfaitement dans la fourchette, et la performance au regard des indicateurs relatifs aux ressources humaines est également positive. On a constaté une augmentation de la proportion de femmes occupant des postes de direction (P-5 ou au-dessus), passée de 29% en 2016 à 33,9% en 2019, la cible étant de 35%. Trente-deux pour cent des postes ont été décentralisés par rapport à la cible de 33% fixée pour la fin de FIDA11, dont on escompte qu'elle sera atteinte d'ici à la fin de 2020.

## I. Introduction

1. Le RIDE 2020, premier rapport de la série pour la période couverte par FIDA11, rend compte de la performance pendant l'année 2019. Il s'appuie sur l'examen à mi-parcours de FIDA11, bilan des résultats et de la performance pour le début de la période qui a été présenté à la première session de la Consultation sur FIDA12. Le RIDE 2020 comprend les nouveaux éléments ci-après, conformément aux engagements pris en matière d'établissement de rapports pour FIDA11: i) des informations relatives aux quatre thèmes à transversaliser, dans une annexe séparée; ii) une annexe consacrée au Plan d'action pour la gestion des savoirs; iii) une annexe plus détaillée sur l'assurance qualité initiale; iv) un cadre de pointage pour l'utilisation optimale des ressources.
2. Le RIDE 2020 suit la structure du Cadre de gestion des résultats (CGR) de FIDA11. La section II, consacrée aux résultats obtenus en matière de développement au niveau des projets (effets directs, produits et notes à l'achèvement), correspond au niveau II du CGR. La section III examine la performance opérationnelle et organisationnelle (niveau III du CGR) à partir des quatre piliers du modèle opérationnel de FIDA11. La quatrième et dernière section présente la marche à suivre.
3. **Avertissements.** Le RIDE couvre l'année de référence passée et n'aborde donc pas spécifiquement les risques associés à la pandémie de COVID-19. Les répercussions de la COVID-19 seront analysées dans le RIDE 2021, et on s'attend à une baisse de performance au regard d'indicateurs tels que les décaissements, le cofinancement, le respect des délais de conception et d'achèvement, et éventuellement en ce qui concerne les produits ou les effets directs. La direction effectue en outre un suivi rigoureux des risques en matière d'exécution, afin de limiter autant que possible les perturbations tout en apportant la souplesse et les nouvelles ressources nécessaires.
4. Le RIDE rend compte de la performance du FIDA au regard du CGR pour le cycle considéré, et offre une vue globale et actualisée des résultats obtenus au niveau organisationnel et au niveau opérationnel. Il ne s'agit pas d'un document de fond ou d'orientation; il ne fournit donc pas d'informations détaillées sur les politiques, les orientations stratégiques et les plans d'action du FIDA.
5. La direction souhaite également insister sur le fait que le RARI et le RIDE ne sont pas directement comparables pour deux raisons. Premièrement, le RARI présente uniquement la performance d'un échantillon de projets achevés; le rapport de 2020 couvre ainsi un sous-ensemble de projets clôturés au plus tard en 2018. Il ne rend pas compte de la performance actuelle ni de celle des projets achevés récemment. Deuxièmement, le RARI se limite à un petit sous-ensemble d'indicateurs de niveau II fondés sur les notes à l'achèvement, tandis que le RIDE présente une vue globale de la performance et prend en compte un large éventail d'ensembles de données et d'indicateurs, aux stades de la conception, de l'exécution et de l'achèvement des projets. Le RIDE peut ainsi saisir des améliorations récentes de la performance qui pourraient ne pas être mises en évidence par le RARI.

## II. Résultats en matière de développement – niveau II

6. Les évaluations d'impact menées sur le cycle de FIDA10 montrent que le Fonds change en profondeur la vie des hommes et des femmes pauvres en milieu rural. Celles relatives à FIDA11 seront présentées dans le RIDE 2022, en fin de cycle, et ne sont donc pas examinées dans le présent rapport. Cela étant, le RIDE 2020 fait état des résultats obtenus par les projets au regard d'un ensemble d'indicateurs de base, au niveau des produits et des effets directs<sup>3</sup>. Ces indicateurs ont été mis en

---

<sup>3</sup> Les indicateurs de base mesurent les produits et les effets directs les plus courants qui sont obtenus dans le cadre des opérations du FIDA, sachant toutefois qu'ils n'ont pas vocation à rendre compte de la richesse et de l'étendue des interventions

place dans le cadre des efforts déployés par le Fonds pour renforcer le suivi, la mesure et la communication des résultats.

7. **Effets directs et produits en matière de développement.** Au total, les projets appuyés par le FIDA sont venus en aide à 131,7 millions de personnes<sup>4</sup>, dont 47% de femmes et 53% d'hommes. Les jeunes représentent 20% des bénéficiaires. Ce chiffre est en augmentation par rapport à celui de 2019 (114,7 millions de personnes). Des investissements ont été effectués dans diverses activités de projets destinées à contribuer à la réalisation des trois objectifs stratégiques du Fonds, notamment dans les services financiers inclusifs (accès à des services financiers donné à 22 millions de personnes), la diversification des entreprises rurales et des possibilités d'emploi (formation de 2,35 millions de personnes à des activités génératrices de revenus) et la construction ou la remise en état de routes (10 696 kilomètres au total). Par ailleurs, l'environnement et la gestion des ressources naturelles restent un domaine d'investissement privilégié: 1,75 million d'hectares ont été exploités selon des pratiques résilientes face aux changements climatiques, et un appui a été fourni à 7 703 groupes de tailles diverses pour leur permettre de gérer durablement les ressources naturelles et les risques d'origine climatique.
8. Les résultats au niveau des produits et des effets directs présentés dans le RIDE 2020 révèlent des améliorations non seulement par rapport au point de référence, mais aussi par rapport aux résultats exposés dans le RIDE 2019 (voir l'annexe I). Cela étant, les résultats sont obtenus au niveau des projets et, compte tenu du cycle naturel de ces derniers et du fait que les investissements du FIDA sont impulsés par la demande, des fluctuations dans la portée, les produits et les effets directs sont inévitables.

---

du Fonds. Par ailleurs, on leur adjoint des indicateurs de produit et d'effet direct spécifiques afin de mesurer des résultats précis au niveau de chaque projet.

<sup>4</sup> Ce chiffre correspond au nombre cumulé de membres de ménage bénéficiant des services stimulés ou appuyés par les projets. Le CGR comprend un sous-ensemble d'indicateurs de base, mais les projets rendent compte de leurs résultats au regard d'indicateurs qui leur sont propres ainsi que d'indicateurs de base supplémentaires qui ne figurent pas dans le CGR.

Graphique 1  
**Produits et effets directs obtenus<sup>5</sup>**

<i>Domaines d'intérêt thématique</i>	<i>Cible des objectifs de développement durable (ODD)</i>	<i>Indicateur</i>	<i>Résultats</i>
<b>Objectif stratégique 1: renforcer les capacités productives des populations rurales</b>			
Accès aux ressources naturelles	1.4 et 2.3	Nombre de personnes dont les droits de propriété ou d'utilisation des ressources naturelles ont été enregistrés dans des cadastres nationaux et/ou des systèmes de gestion des informations géographiques	31 014
Accès aux technologies agricoles et aux services de production	1.4, 2.3 et 2.4	Nombre de personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production	2,63 millions
		Nombre d'hectares de terres agricoles dotées d'infrastructures liées à l'eau nouvellement construites/remises en état	441 764
Services financiers inclusifs	1.4, 2.3 et 8.3	Nombre de personnes vivant en milieu rural qui ont accès à des services financiers (épargne, crédit, assurance, envois de fonds, etc.)	22 millions
Nutrition	2.1 et 2.2	Nombre de personnes/ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition (en millions)	1,7 million
<b>Objectif stratégique 2: accroître les avantages que les populations rurales pauvres tirent de leur intégration au marché</b>			
Diversification des entreprises rurales et des perspectives d'emploi	8.2, 8.3 et 10.2	Nombre de personnes formées à des activités génératrices de revenus ou à la gestion d'entreprises	2,35 millions
		Nombre d'entreprises rurales ayant accès à des services d'aide aux entreprises	505 500
Organisations de producteurs ruraux		Nombre de producteurs ruraux bénéficiant d'un appui qui appartiennent à une organisation de producteurs ruraux	0,7 million
Infrastructures rurales	2.3	Nombre de kilomètres de routes construites, remises en état ou améliorées	10 696
<b>Objectif stratégique 3: renforcer la viabilité environnementale et accroître la résilience au changement climatique des activités économiques des populations rurales pauvres</b>			
Viabilité environnementale et changements climatiques	2.4, 5.4, 7.2, 13, 13.1-13.3 et 15.1-15.3	Nombre d'hectares exploités selon des pratiques résilientes face aux changements climatiques	1,75 million
		Nombre de groupes recevant un appui pour la gestion durable des ressources naturelles et des risques liés au climat	7 703
		Nombre de personnes ayant accès à des technologies de séquestration du carbone ou de réduction des émissions de gaz à effet de serre	81 200
		Nombre de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (tCO <sub>2</sub> e) évitées ou de carbone fixé	- 38 millions de tCO <sub>2</sub> e sur 20 ans

9. **Évaluation de la performance des projets à l'achèvement.** Alors que les résultats se manifestent relativement rapidement dans les projets en cours, il est plus compliqué de mettre en évidence un changement opéré directement par les projets qui s'achèvent, notamment parce que leur conception peut remonter à un certain temps. Cependant, les résultats communiqués en 2020 montrent que la performance à l'achèvement s'améliore. C'est notamment le cas pour les projets clôturés tout récemment (2019), du fait de l'accent mis sur la qualité et la performance depuis FIDA10. On peut, au vu de la proactivité dont savent faire preuve les équipes de pays et de projet, escompter des résultats pour FIDA11 supérieurs à ceux des cycles précédents de financement du Fonds.

<sup>5</sup>On trouvera à l'annexe I des informations sur la performance de ces indicateurs au regard des cibles.



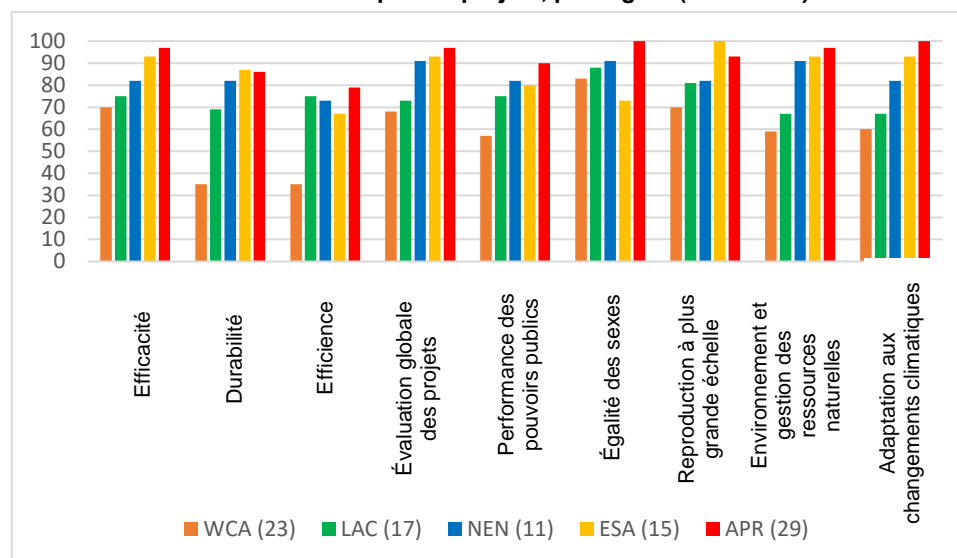
10. Sur la période considérée (moyenne mobile sur trois ans), les projets appuyés par le FIDA ont affiché en général une bonne performance à leur achèvement, mais restaient en deçà des cibles dans certains domaines clés. Au total, 95 projets ont été clôturés entre 2017 et 2019, dont 23 en 2019. Du fait de la plus grande sélectivité et de la taille plus importante des projets (dont on sait qu'elle aboutit à de meilleurs résultats en matière de développement, comme cela a été démontré au FIDA et ailleurs), le nombre de projets clôturés par an est en diminution. Cette évolution est cohérente avec les efforts déployés durant les cycles de FIDA10 et de FIDA11 pour regrouper les portefeuilles morcelés. Quelques tendances clés se dégagent:
- i) De manière générale, les projets du FIDA sont efficaces et permettent d'obtenir les effets directs et les produits attendus. S'agissant de l'efficacité, 84% des projets sont jugés plutôt satisfaisants ou mieux (pour une cible de 90%), de même que 85% des projets en ce qui concerne leur évaluation globale. La tendance est à l'amélioration, mais le chiffre reste inférieur à la cible de 90% fixée pour FIDA11. Le tableau 1 ci-après donne des détails supplémentaires.
  - ii) Les résultats pour 2019 sont encourageants et contribuent à cette amélioration: 91% et 96% des projets, respectivement, ont obtenu une note de 4 ou supérieure pour ces deux critères. La performance en 2019 est donc meilleure que celle des deux années précédentes, avec une moyenne en augmentation sur l'ensemble des indicateurs de performance (84,1%).
  - iii) La performance est toutefois encore insuffisante en 2019 pour certains indicateurs, la durabilité et l'efficacité au niveau des projets restant notamment des domaines critiques. Comme indiqué dans de précédents rapports de la direction et dans le RARI 2020, les projets du FIDA ont un impact important, mais les résultats en matière d'efficacité et de durabilité demeurent insuffisants du fait de la faible performance des pouvoirs publics et d'autres problèmes liés aux capacités et à l'appropriation. Ces deux domaines sont extrêmement dépendants de l'appropriation des projets par les pouvoirs publics, et la direction élabore des plans d'action pour les traiter en priorité.

Tableau 1  
Notes à l'achèvement obtenues par les projets clôturés durant la période 2017-2019

	% de notes 4 ou +	% de notes 4 ou +	% de notes 4 ou +	% de notes 4 ou +	Cibles pour FIDA11
<b>Indicateurs</b>	2017 (46) F=10	2018 (25) F=6	2019 (23) F=4	<b>Moyenne mobile 2017-2019</b>	
<b>Efficacité</b>	80	84	91	84	<b>90</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	60	67	75	65	
<b>Durabilité</b>	72	68	70	70	<b>85</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	60	50	25	50	
<b>Efficiencia</b>	63	68	65	65	<b>80</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	50	67	25	50	
<b>Évaluation globale des projets</b>	82	79	96	85	<b>90</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	70	67	75	70	
<b>Performance des pouvoirs publics</b>	74	80	78	77	<b>s.o.</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	60	83	50	65	
<b>Égalité des sexes</b>	89	88	87	88	<b>90</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	100	83	75	90	
<b>Reproduction à plus grande échelle</b>	85	88	83	85	<b>95</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	80	83	75	80	
<b>Environnement et gestion des ressources naturelles</b>	80	80	87	82	<b>90</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	70	67	75	70	
<b>Adaptation aux changements climatiques</b>	73	95	91	84	<b>85</b>
<i>Situations de fragilité uniquement</i>	70	100	50	71	
<b>Moyenne sur l'ensemble des indicateurs</b>	79,3	81,6	84,1	81,2	

- iv) Les pays présentant des situations de fragilité nécessitent un appui différencié et ciblé, car les problèmes liés à l'efficacité, à la durabilité et à la performance des pouvoirs publics sont plus importants dans ces contextes. Comme indiqué à l'annexe II, plusieurs pays dotés de portefeuilles importants, comme le Burkina Faso, le Cameroun, le Niger et le Nigéria, ont été réintégrés dans la liste harmonisée en 2020. Le FIDA a adopté des approches différenciées dans ces pays; par exemple, il élabore une stratégie sur mesure pour la région du Sahel et utilise de nouveaux outils comme les prêts régionaux pour s'attaquer aux facteurs de fragilité transnationaux. Le modèle opérationnel de FIDA12 propose de renforcer l'adaptabilité et la planification pour les pays en situation de fragilité.
- v) L'évolution de la performance liée aux thèmes à transversaliser est positive d'une année sur l'autre. Cependant, compte tenu des ambitions croissantes du FIDA dans ces domaines, et de l'intérêt de traiter ces questions pour augmenter l'impact et les résultats, il faut s'efforcer de l'améliorer encore. Les plans d'action ambitieux en matière de transversalisation<sup>6</sup> permettent de faire porter les efforts sur plusieurs fronts: meilleure conception des projets, renforcement de l'appui durant l'exécution et politique stratégique d'affectation des ressources à ces dimensions pour augmenter encore la performance. Il faut s'attacher à augmenter le nombre de projets obtenant des résultats satisfaisants au regard de l'égalité des sexes (ne plus se contenter d'évaluations "plutôt satisfaisantes") – un objectif difficile, mais réalisable.
- vi) Les variations régionales dans la performance sont inévitables eu égard aux capacités d'exécution, aux structures de gouvernance, aux situations de fragilité et à un certain nombre d'autres caractéristiques. L'Afrique de l'Ouest et du Centre comprend le plus grand nombre de pays en situation de fragilité, et la performance dans cette région est inférieure à celle des autres. La performance de l'Amérique latine et des Caraïbes sur la période de trois ans est plombée par les résultats obtenus en 2017. En 2019, les quatre projets achevés dans la région ont obtenu une note de 4 ou supérieure en ce qui concerne leur évaluation globale.

Graphique 2  
Notes à l'achèvement obtenues par les projets, par région (2017-2019)



APR: Asie et Pacifique; ESA: Afrique orientale et australe; LAC: Amérique latine et Caraïbes; NEN: Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe; WCA: Afrique de l'Ouest et du Centre.

<sup>6</sup> Des informations détaillées sur les thèmes à transversaliser sont données à l'annexe VI.

### III. Performance opérationnelle et organisationnelle – niveau III

11. La présente section se penche sur la performance opérationnelle et organisationnelle du FIDA, qui est évaluée à l'aide des indicateurs de niveau III du CGR. Ces indicateurs sont ceux sur lesquels le Fonds peut influencer le plus directement, et correspondent donc aux domaines dans lesquels son impact est le plus important. Ils permettent d'évaluer précisément la performance et la proactivité. Les mesures mises en place par la direction ces dernières années, notamment dans le cadre des engagements pris au titre de FIDA11, font déjà apparaître des améliorations de la performance évaluée à l'aide des indicateurs de ce niveau. On s'attend à ce que les améliorations de la performance au regard de ces indicateurs en entraînent d'autres, à moyen terme, en ce qui concerne les résultats en matière de développement. Les résultats pour 2019 montrent que certaines semblent avoir déjà porté leurs fruits.

#### A. Mobilisation des ressources

12. L'ambition affichée par le Fonds dans le modèle opérationnel de FIDA11 était de développer à la fois le programme de prêts et dons et le programme de travail, en se servant de ses ressources de base et des ressources qu'il emprunte et en mobilisant davantage de cofinancements. Les ressources de base sont le socle sur lequel repose le modèle opérationnel du FIDA, et la direction fait en sorte que les États membres restent en phase avec les ambitions croissantes, les défis mondiaux et le mandat fondamental du Fonds, à savoir canaliser les ressources vers les pays qui en ont le plus besoin. Pour compléter les ressources de base, développer le programme de prêts et dons et satisfaire à la demande, le Fonds renforce son architecture financière de manière à pouvoir souscrire de nouveaux emprunts. En outre, il mobilise activement des cofinancements nationaux et internationaux pour développer son programme de travail en parallèle, y compris au moyen de plans d'action spécifiques convenus avec l'ensemble des grandes institutions financières internationales (IFI).
13. **Mobiliser davantage de cofinancements.** Les ratios de cofinancement ont continué de s'améliorer: pour 2019, ils étaient de 1,16 pour les cofinancements internationaux et de 0,93 pour les cofinancements nationaux, et le ratio global était de 2,09. La moyenne mobile sur trois ans s'établit à 1,36 (pour une cible de 1,40 à la fin de FIDA11) du fait de la performance plus faible en 2017 (0,7) et en 2018 (1,08). L'amélioration du ratio reflète non seulement la proactivité du Fonds, mais aussi la confiance que ses partenaires internationaux et les gouvernements ont dans sa capacité et celle du secteur rural à stimuler la croissance économique et à réduire la pauvreté à l'aide d'une démarche ascendante.
14. La ventilation régionale du ratio de cofinancement pour 2019 est la suivante: 3,89 pour l'Asie et le Pacifique, 2,79 pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2,20 pour le Proche-Orient, l'Afrique du Nord et l'Europe, 2,07 pour l'Afrique orientale et australe et 0,94 pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.
15. La ventilation des cofinancements nationaux fait ressortir une tendance également favorable, les contributions nationales apportées par les pouvoirs publics et par les bénéficiaires augmentant dans tous les pays – toutes catégories de revenu confondues. Le cofinancement national est un déterminant majeur de l'appropriation, de l'engagement, de la pertinence et de la durabilité à long terme des interventions dans le domaine du développement.

Graphique 3  
Ratios de cofinancement national, par catégorie de revenu\*

<b>Pays à faible revenu (PFR)</b>	2017	2018	2019	2017-2019
Pouvoirs publics	0,23	0,24	0,22	0,23
Bénéficiaires	0,15	0,10	0,18	0,15
Autre	0,03	0,07	0,03	0,04
<b>Pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI)</b>	2017	2018	2019	2017-2019
Pouvoirs publics	0,39	0,40	1,07	0,65
Bénéficiaires	0,23	0,14	0,16	0,18
Autre	0,01	0,07	0,26	0,12
<b>Pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS)</b>	2017	2018	2019	2017-2019
Pouvoirs publics	0,40	0,85	0,92	0,71
Bénéficiaires	0,27	0,19	0,31	0,24
Autre	0,10	0,41	0,02	0,24

\* Les ratios correspondent aux contributions nationales aux investissements du FIDA pour chaque catégorie de revenu (PFR, PRITI et PRITS).

16. Bien que le ratio de cofinancement obtenu en 2019 soit un signal positif quant aux chances du Fonds d'atteindre l'objectif défini pour FIDA11, il faut néanmoins souligner que ces ratios de cofinancement peuvent dépendre fortement de projets particuliers et sont donc susceptibles de fluctuer d'une année sur l'autre. En outre, la pandémie de COVID-19 pourrait avoir des répercussions sur l'exécution et le cofinancement en 2020 et en 2021. Cela étant, la direction et les équipes de pays restent à l'affût des possibilités de mobiliser des cofinancements, et plusieurs projets reposant sur un cofinancement substantiel sont en cours de planification pour le reste du cycle de FIDA11.

## B. Allocation des ressources

17. Les allocations de ressources de base sont en phase avec les cibles de FIDA11 et avec l'objectif de venir en aide aux pays les plus démunis avec des opérations moins nombreuses, mais de plus grande ampleur. Au total, 53% des ressources ont été allouées aux PFR, 37% aux PRITI et 10% aux PRITS. Par ailleurs, 25% des ressources sont allées aux pays en situation de fragilité, et 3,3% aux petits États insulaires en développement. Le nombre de pays accédant aux ressources de FIDA11 a été limité à 80, contre 103 pour FIDA10, et le financement moyen par projet est passé à 40 millions d'USD. Quatre-vingt-seize pour cent des affectations au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) sont déjà programmées ou approuvées, et aucune réaffectation n'est prévue pour le moment au vu de la forte utilisation des fonds.
18. **Atteindre les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.** La performance du ciblage au niveau des projets est également positive: 93% des projets conçus en 2019 ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux dans ce domaine. Par ailleurs, comme indiqué dans les annexes, ces projets ont également porté davantage d'attention aux besoins des groupes cibles différenciés par le FIDA, notamment les femmes, les jeunes et les peuples autochtones.

## C. Utilisation des ressources

19. **Adopter une approche de programme de pays.** Conformément à l'ambition énoncée dans le cadre de transition, toutes les nouvelles stratégies de pays ont dû adopter une approche programmatique et servir de stratégies de transition pour appuyer les gouvernements dans la réalisation des ODD. La qualité initiale des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) s'est améliorée, de même que leur cohérence avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les politiques et stratégies des gouvernements, et le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. Le FIDA continue d'accorder une attention particulière à la coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST): 88% des nouveaux COSOP disposent d'un plan détaillé de CSST (pour une cible de 66%).
20. **Évaluer la performance des programmes de pays dans le cadre de l'enquête auprès des parties prenantes.** Le FIDA a lancé une nouvelle enquête auprès des parties prenantes en 2020, afin de disposer d'un outil alliant davantage de robustesse, une plus large portée et une fiabilité renforcée. L'engagement du FIDA au travers de ses programmes de pays a été bien perçu. Aucun retard ou presque n'a été pris dans la réalisation des cibles associées aux indicateurs de niveau 3.3 du CGR mesurés par l'enquête. Les résultats de l'enquête de cette année font apparaître une pertinence renforcée des programmes de pays du FIDA: 93% des personnes interrogées ont indiqué être globalement satisfaites, et des scores élevés (89% ou plus) ont été atteints en ce qui concerne l'efficacité, la gestion des savoirs et, en particulier, la performance en tant que partenaire.
21. Parallèlement, l'enquête a également mis en évidence des domaines dans lesquels le FIDA peut encore renforcer son engagement au niveau des pays, notamment s'agissant de l'élaboration de politiques (83% de personnes satisfaites). Le RARI 2020 souligne également cet aspect.
22. **Exécution en 2019.** Sur un objectif de 3,5 milliards d'USD pour FIDA11, le Fonds a réalisé en 2019 un programme de prêts et dons de 1,67 milliard d'USD, soit plus que lors de toute autre année de son histoire. Ce volume de réalisation s'est traduit par 34 nouveaux projets et 13 propositions de financement additionnel à l'intention de 40 pays. La durée moyenne de la phase de conception est passée de 17 mois en 2016 à 10 mois pour les projets approuvés en 2019, ce qui la rapproche de la cible de 8 mois définie pour FIDA11.
23. **Améliorer la qualité initiale des projets.** Le processus indépendant d'examen de la qualité a montré que 2019 ne se distinguait pas seulement par son volume record d'exécution, mais aussi par la moyenne la plus élevée depuis 2013 pour ce qui est de la qualité initiale du portefeuille (4,74). La qualité initiale de 97% des 34 projets approuvés en 2019 a été jugée plutôt satisfaisante ou mieux. Cependant, avec une moyenne mobile sur deux ans (2018-2019), les projets ne sont plus que 93% à obtenir cette note, soit un résultat proche de la cible de 95% définie pour FIDA11.
24. Sans surprise, la qualité initiale des projets dans les pays en situation de fragilité n'est pas aussi solide: elle a été jugée plutôt satisfaisante ou mieux dans 85% des projets en 2019. Ces chiffres restent inférieurs à la cible de FIDA11, et le modèle opérationnel de FIDA12 propose des mesures pour améliorer la performance dans ces pays.

Graphique 4  
**Notes relatives à la qualité initiale**

3.4	Qualité initiale	2016	2019	Cibles de FIDA11	Cibles de FIDA10
3.4.1	Note globale de la qualité de conception des projets (notes 4 et plus) (pourcentage) <sup>d</sup>	93	93	95	90
3.4.2	Note globale de la qualité de conception des projets (uniquement pour les pays présentant des situations de fragilité) (notes 4 et plus) (pourcentage) <sup>d</sup>	96	77	90	85

25. **Gérer les décaissements.** La performance des décaissements en 2019 a été supérieure à la cible. Le ratio de décaissement s'établit à 17,9% pour l'ensemble des pays et à 19% pour les pays présentant des situations de fragilité. La ventilation par catégorie de revenu donne un ratio de 22,2% pour les PFR, de 15,2% pour les PRITI et de 15,9% pour les PRITS en 2019. Les cibles de décaissement de FIDA11 ont été définies avant la pandémie de COVID-19 et avant l'introduction des récentes modifications destinées à renforcer l'architecture financière; partant, malgré la performance élevée de 2019, il est probable que ces cibles seront difficiles à atteindre, car le Fonds devra opérer un arbitrage entre l'exécution et la viabilité financière.
26. **Veiller à la qualité dans le portefeuille en cours.** D'après les scores attribués lors des missions de supervision du Fonds, les projets devant s'achever d'ici à la fin de FIDA11 et durant FIDA12 sont actuellement en bonne voie pour atteindre les objectifs. En outre, grâce à une gestion proactive du portefeuille, le Fonds a pu s'attaquer aux projets posant problème. Actuellement, 12% des projets posent problème et un plan d'amélioration de la performance a été mis en place pour chacun d'eux. Conséquence directe des incitations introduites par la politique de restructuration approuvée par le Conseil d'administration en 2018, l'indice mesurant la proactivité a atteint un niveau record (passant de 50% à 77%); cependant, pour les points faibles habituels comme la qualité des systèmes de suivi-évaluation (S&E) au niveau des projets, on constate uniquement des améliorations mineures d'une année sur l'autre.
27. Par ailleurs, comme l'illustre le tableau ci-après, les projets devant s'achever pendant la durée restante de FIDA11 ont amélioré leurs résultats au regard d'une série d'indicateurs sur l'année considérée. La COVID-19 pourrait avoir une incidence sur les projets qui doivent s'achever en 2020 et en 2021.

Graphique 5

**Performance des projets en cours au regard des scores de supervision**

		<i>Scores de supervision précédents</i>	<i>Derniers scores de supervision</i>	<i>Situation actuelle</i>	<i>Cibles de FIDA11</i>
Correspondance avec les indicateurs de FIDA11	Nombre de projets disponibles pour décaissement, entrés en vigueur, et pour lesquels des rapports sur l'état d'avancement sont disponibles	Achèvement durant FIDA11 57	Achèvement durant FIDA11 57	Achèvement durant FIDA12 et au-delà 115	
Évaluation globale des projets	Évaluation de la performance globale de l'exécution	84%	91%	87%	90
	Probabilité d'atteindre l'objectif de développement	89%	95%	92%	
Efficacité	Efficacité et axe de développement	79%	84%	70%	90
Durabilité	Stratégie de retrait	64%	65%	74%	85
Reproduction à plus grande échelle	Potentiel de reproduction à plus grande échelle	91%	96%	88%	95
Efficience	Gestion des projets	74%	89%	77%	80
	Gestion financière	75%	77%	70%	
	Nombre de projets posant problème	9	5	15	
	Pourcentage de projets posant problème	16%	9%	13%	

**D. Transformation des ressources**

28. **Décentralisation.** Pendant FIDA10, le Fonds a consolidé les efforts de décentralisation menés antérieurement et élaboré un modèle de pôle dans lequel la plupart des membres du personnel opérationnel et technique sont décentralisés. De ce fait, la proportion de postes sur le terrain est passée de 17% durant FIDA10 à 32% actuellement, pour une cible de 33% à la fin de FIDA11. Des experts techniques de différentes thématiques et des experts de l'environnement et du climat, de l'inclusion sociale et de la gestion financière viennent compléter les équipes de pays. Le Fonds a ainsi encouragé l'instauration d'une culture de la collaboration interdépartementale pour l'exécution et la mise en œuvre des projets ("unité du FIDA"). Le Fonds escompte que, d'ici à la fin du cycle de FIDA11, l'objectif de 33% de personnel de terrain sera atteint ou dépassé, et entend poursuivre la décentralisation durant FIDA12.
29. **Efficience institutionnelle.** Faire du FIDA une organisation plus efficace grâce à des gains d'efficience et à des économies était l'idée-force de FIDA11. Le ratio des dépenses administratives rapportées au programme de prêts et dons était de 11,2% en 2019 (à rapprocher de l'objectif de 12,9% pour FIDA11) compte tenu du volume d'exécution plus important du programme de prêts et dons en 2019. Le ratio d'efficience pour FIDA11 devrait correspondre à l'objectif et être équivalent à celui de FIDA10, car le ratio mobile sur 36 mois intégrera l'exécution d'un programme de prêts et dons moins important en 2020 (1 milliard d'USD environ) et en 2021.
30. **Gestion du personnel.** À l'issue de l'étude des ressources humaines menée en 2019, une série de réformes a été lancée dans le cadre du Plan de gestion des personnes, des processus et des technologies afin de renforcer les capacités et les compétences et de redynamiser les effectifs. Le Plan a été soumis au Conseil



d'administration à sa cent vingt-neuvième session<sup>7</sup>, et une version actualisée sera présentée à la cent trentième session. On constate une progression pour l'indicateur relatif à la proportion de femmes occupant des postes de direction (P-5 ou au-dessus), qui est actuellement de 33,9% (pour une cible de 35%) – une amélioration notable par rapport aux 29% de 2016.

31. **Utilisation optimale des ressources.** Le RIDE 2020 est le premier rapport de la série à intégrer un cadre de pointage pour l'utilisation optimale des ressources. Le FIDA remplit ou dépasse les exigences des 12 indicateurs de ce cadre destinés à mesurer la progression – ce qui confirme son engagement à utiliser les ressources de manière optimale.
32. **Transparence.** Le FIDA a fait une plus large place à cette question avec la mise en œuvre du Plan d'action pour la transparence. Ces mesures avaient un double objectif: rendre l'organisation plus transparente et aider les gouvernements à renforcer leur transparence et leur responsabilité à l'égard des bénéficiaires. Dans ce contexte, le FIDA a décidé, avec le consentement des gouvernements, de rendre publics les rapports d'achèvement de projet (RAP). En 2019, 67% des RAP ont été soumis dans les délais et 73% ont été rendus publics. Cela représente une amélioration significative par rapport au point de référence (41% des RAP soumis dans les délais et aucune communication). Par ailleurs, le délai de soumission des RAP est passé de plus de 14 mois en 2016 à 2,7 mois. Le FIDA s'est vu attribuer un score de 86% par l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide en ce qui concerne l'exhaustivité des données publiées, soit un résultat bien supérieur à l'objectif (75%).
33. **Retour d'information des parties prenantes et participation des bénéficiaires.** Le renforcement, dans les opérations appuyées par le FIDA, de la transparence des pouvoirs publics et du respect de l'obligation de rendre compte de l'action à l'échelle nationale fait partie des composantes clés du modèle opérationnel amélioré de FIDA11. Le nouvel indicateur (3.9.3) y afférent montre que 16 des 34 nouveaux projets approuvés par le Conseil d'administration en 2019 (47% environ) appuient systématiquement des activités destinées à renforcer la transparence.

#### **IV. Marche à suivre en 2020 et au-delà**

34. À l'issue de la première année de FIDA11, on constate pour la majorité des indicateurs du CGR une amélioration de la performance par rapport aux points de référence ainsi qu'une bonne progression vers la réalisation des objectifs ambitieux définis pour ce cycle. Cependant, la pandémie de COVID-19 qui a débuté en 2020 pourrait nuire à la performance et aux résultats jusqu'à la fin du cycle. Le RIDE donne un éclairage sur la performance de l'année précédente, mais, au vu de l'évolution de la situation liée à la pandémie de COVID-19, la direction entend suivre de manière étroite quatre domaines dans les temps à venir.
35. Premièrement, le FIDA redoublera d'efforts dans les domaines où sa performance est insuffisante. Plus précisément, il apportera davantage de soutien aux unités de gestion des projets et aux gouvernements afin d'améliorer l'efficacité et la durabilité; il augmentera la qualité initiale des projets dans les pays en situation de fragilité et il offrira un appui plus personnalisé; il intensifiera la décentralisation afin de contribuer plus efficacement à l'élaboration des politiques au niveau des pays.
36. Deuxièmement, le Fonds s'est attaché à apporter une réponse immédiate à la pandémie de COVID-19 en restructurant son portefeuille, en réorientant des projets et en révisant les calendriers. Il a déjà réorienté 40 projets dans 28 pays (soit 66 millions d'USD de financement au total) pour soutenir les efforts des gouvernements face à cette crise et aider les petits agriculteurs à se relever. Si l'on

---

<sup>7</sup> EB 2020/129/R.3/Rev.2.

tient compte des réorientations prévues, les chiffres passent à 121 projets dans 66 pays, pour une valeur totale de 165 millions d'USD. Le FIDA a également mis en place le Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres pour offrir un appui supplémentaire sous forme de dons aux pays les plus touchés par la crise ou les plus exposés à ses répercussions. Il faudra assurer un suivi de ces efforts pour vérifier qu'ils répondent bien aux besoins immédiats des petits exploitants.

37. Troisièmement, la pandémie pourrait nuire au respect des délais et à la qualité dans le cadre de l'exécution des nouveaux projets et de la mise en œuvre du portefeuille en cours. Le FIDA gère cette situation en poursuivant les missions de conception et de supervision à distance lorsque cela est possible. Cependant, les mesures de confinement et les restrictions mises en place dans les pays ainsi que l'impossibilité d'accéder physiquement aux zones d'intervention compliquent certaines tâches, notamment la réalisation d'études (évaluations d'impact, par exemple).
38. Enfin, dans le contexte de la consultation en cours sur la reconstitution des ressources, la direction veille à ce que le Fonds continue de mettre en avant la nécessité d'affecter des ressources au développement rural, et en particulier à l'agriculture, afin de contribuer à la réalisation des ODD 1 et 2. Les premières constatations indiquent que les progrès accomplis au regard de ces deux ODD risquent d'être anéantis, et que le groupe cible du FIDA, à savoir les hommes et les femmes pauvres dans les zones rurales, sera le plus durement touché par la crise liée à la COVID-19 à court, moyen et long terme.

## Cadre relatif à la mesure des résultats de la gestion du FIDA pendant la période couverte par la Onzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA11)

### Niveau I – Buts et contexte

		Source	Valeur de référence (année)	Résultats (année)
<b>1.1</b>	<b>Objectif de développement durable (ODD) 1: Pas de pauvreté</b>			
1.1.1	Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international (1,90 USD par jour) (ODD 1.1.1)	Division de statistique de l'ONU (UNSD)	s.o.	8,6 (2018)
<b>1.2</b>	<b>Objectif de développement durable (ODD) 2: Faim zéro</b>			
1.2.1	Prévalence de l'insécurité alimentaire (ODD 2.1.2)	UNSD	s.o.	26,4 (2018)
1.2.2	Prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de 5 ans (ODD 2.2.1)	UNSD	s.o.	22 (2018)
1.2.3	Prévalence de la malnutrition (ODD 2.2.2)	UNSD	s.o.	7,3 (2018)
1.2.4	Revenu moyen des petits producteurs alimentaires (ODD 2.3.2)	UNSD	s.o.	-
1.2.5	Total des apports publics alloués au secteur agricole (en milliards d'USD) (ODD 2.A.2)	UNSD	s.o.	12,6 (2017)
1.2.6	Part de l'agriculture dans les dépenses publiques (indice) (ODD 2.A.1)	UNSD	s.o.	0,26 (2017)

## Niveau II – Résultats en matière de développement.

<i>Impact</i>	<i>Source</i>	<i>Référence</i>	<i>2019</i>	<i>Cible FIDA11 (fin 2021)</i>	
<b>2.1</b>					
2.1.1	Nombre de personnes bénéficiant d'une mobilité économique (en millions de personnes) (ODD 2.3 et 1.2)	Initiative d'évaluation de l'impact	s.o.	44 <sup>b</sup>	
2.1.2	Nombre de personnes dont la production s'est améliorée (en millions de personnes) (ODD 2.3)	Initiative d'évaluation de l'impact	s.o.	47 <sup>b</sup>	
2.1.3	Nombre de personnes jouissant d'un meilleur accès au marché (en millions de personnes) (ODD 2.3)	Initiative d'évaluation de l'impact	s.o.	46 <sup>b</sup>	
2.1.4	Nombre de personnes dont la résilience s'est renforcée (en millions de personnes) (ODD 1.5)	Initiative d'évaluation de l'impact	s.o.	24 <sup>b</sup>	
2.1.5	Nombre de personnes dont la résilience s'est améliorée	Initiative d'évaluation de l'impact	s.o.	12	
<b>2.2</b>	<b>Résultat en matière de développement au niveau du projet<sup>c,d,e</sup></b>		<b>2014-2016</b>	<b>2017-2019 Moyenne générale</b>	
2.2.1	Résultat global du projet (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du rapport d'achèvement de projet (RAP)	88	85	90
2.2.2.	Résultat global du projet (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE)	81	72	-
2.2.3	Résultat global du projet (notes 5 et plus) (pourcentage)	Notes d'IOE	26	23	-
2.2.4	Efficacité (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	84	84	90
2.2.5	Efficiency (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	77	65	80
2.2.6	Égalité des sexes (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	87	88	90
2.2.7	Égalité des sexes (notes 5 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	54	49	60
2.2.8	Durabilité des avantages (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	78	70	85
2.2.9	Reproduction à plus grande échelle (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	92	85	95
2.2.10	Gestion de l'environnement et des ressources naturelles (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	88	82	90
2.2.11	Adaptation aux changements climatiques (notes 4 et plus) (pourcentage)	Notes du RAP	84	84	85
<b>2.3</b>	<b>Effets directs et produits au niveau du projet<sup>f</sup></b>		<b>2016 /2019</b>	<b>2019</b>	
2.3.1	Nombre de personnes bénéficiant de services <sup>g</sup> (en millions de personnes) (ODD 1.4)	Indicateurs de base (Système de gestion des	97,04	131,7 (M53/F47) <sup>i</sup>	120

Impact		Source	Référence	2019	Cible FIDA11 (fin 2021)
		résultats et de l'impact [SYGRI]		(Y20/NY80) <sup>1</sup>	
2.3.2.	Nombre d'hectares (ha) de terre agricole dotés d'infrastructures liées à l'eau nouvellement construites/remises en état) (ODD 2.4)	Indicateurs de base (SYGRI)	57 000	492 688	70 000
2.3.3	Nombre de personnes formées aux pratiques et/ou technologies de production <sup>9</sup> (en millions de personnes) (ODD 4.3)	Indicateurs de base (SYGRI)	2,51	2.63 (M53/F47) (Y13/NY87)	3,5
2.3.4	Nombre de personnes ayant accès à des services financiers en zone rurale <sup>9</sup> (en millions de personnes) (ODD 8.10)	Indicateurs de base (SYGRI)	17,4	22 (M50/F50) (Y25/NY75)	23
2.3.5	Nombre de personnes/ménages ayant bénéficié d'un appui ciblé pour améliorer leur nutrition <sup>9</sup> (en millions de personnes) (ODD 2.2)	Indicateurs de base (SYGRI)	1,7 (M40/F60) (Y43/NY57)	1,7 (M40/F60) (Y43/NY57)	5
2.3.6	Pourcentage de femmes faisant état d'une amélioration de la qualité de leur alimentation <sup>h</sup> (ODD 2.2)	Indicateurs de base (SYGRI)	s.o.	s.o.	20
2.3.7	Nombre d'entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises (ODD 9.3)	Indicateurs de base (SYGRI)	91 240	505 500	100 000
2.3.8	Nombre de personnes formées à des activités génératrices de revenus ou à la gestion d'entreprise <sup>9</sup> (en millions de personnes) (ODD 4.3)	Indicateurs de base (SYGRI)	2,4	2,35 (M37/F63) (Y46/NY54)	3,2
2.3.9	Nombre de producteurs ruraux bénéficiant d'un appui qui appartiennent à une organisation de producteurs ruraux <sup>9</sup> (en millions de personnes)	Indicateurs de base (SYGRI)	0,8	0,7 (M44/F56) (Y15/NY85)	1,2
2.3.10	Nombre de kilomètres de routes construites, remises en état ou améliorées (ODD 9.1)	Indicateurs de base (SYGRI)	13 690	10 696	20 000
2.3.11	Nombre de groupes recevant un appui pour la gestion durable des ressources naturelles et des risques d'origine climatique (ODD 13.1)	Indicateurs de base (SYGRI)	7 703	7 703	10 000
2.3.12	Nombre de personnes ayant accès à des technologies contribuant à la fixation du carbone ou à la réduction des émissions de gaz à effet de serre <sup>9</sup> (ODD 13.2)	Indicateurs de base (SYGRI)	81 200 (M63/F37) (Y20/NY80)	81 200 (M63/F37) (Y20/NY80)	120 000
2.3.13	Nombre de personnes/ménages faisant état de l'adoption de technologies et de pratiques écologiquement viables et résilientes face aux aléas climatiques	Indicateurs de base – Effets directs (SYGRI)	s.o.	s.o.	300 000
2.3.14	Nombre d'hectares exploités de manière à renforcer la résilience face aux aléas climatiques (ODD 13.1)	Indicateurs de base (SYGRI)	1,75 million	1,75 million	1,5 million

<i>Impact</i>		<i>Source</i>	<i>Référence</i>	<i>2019</i>	<i>Cible FIDA11 (fin 2021)</i>
2.3.15	Nombre de tonnes d'émissions de gaz à effet de serre (CO2) évitées ou de carbone fixé	Indicateurs de base – Effets directs (SYGRI)	-30 millions	-38 millions de tonnes de CO2e sur 20 ans	-65 millions
2.3.16	Nombre de personnes dont les droits de propriété ou d'utilisation des ressources naturelles ont été enregistrés dans des cadastres nationaux et/ou des systèmes de gestion de l'information géographique <sup>g</sup> (ODD 1.4)	Indicateurs de base (SYGRI)	31 014 (M55/F45) (Y29/NY71)	31 014 (M55/F45) (Y29/NY71)	50 000

<sup>a</sup> Les résultats seront présentés début 2022 dans une synthèse des enseignements tirés de l'Initiative d'évaluation de l'impact relative à FIDA11.

<sup>b</sup> Les cibles sont fondées sur un programme de prêts et dons de 3,5 milliards d'USD proposé durant FIDA11.

<sup>c</sup> Les effets directs au niveau du projet sont présentés sur une base triennale à horizon mobile.

<sup>d</sup> Les résultats ventilés de sorte à mettre en évidence les projets exécutés dans des pays présentant des situations de majeure fragilité seront aussi présentés dans le RIDE.

<sup>e</sup> Parmi les informations que la direction présente chaque année dans le RIDE, on trouvera une évaluation de la divergence entre son autoévaluation des effets directs obtenus au niveau du projet (sur la base des RAP) et les notes correspondantes attribuées par IOE (sur la base de la validation des RAP).

<sup>f</sup> Les résultats seront présentés uniquement pour l'année examinée.

<sup>g</sup> Les résultats seront ventilés par sexe et par âge.

<sup>h</sup> Les résultats seront présentés uniquement pour les projets axés spécifiquement sur la nutrition.

<sup>i</sup> Proportion (%) d'hommes (M) et de femmes (F).

<sup>j</sup> Proportion (%) de jeunes (Y) et de non jeunes (NY).

## Niveau III – Performance opérationnelle et organisationnelle

		Source	Référence	2019	Cible FIDA11 (fin 2021)
<b>3.1</b>	<b>Mobilisation de ressources et de cofinancements</b>		<b>2016</b>		
3.1.1	Pourcentage de réalisation du programme de prêts et dons de FIDA11	Bases de données institutionnelles	s.o.	87	Suivi
3.1.2	Ratio d'endettement (pourcentage)	Bases de données institutionnelles	3,3	8,1	Suivi
3.1.3	Ratio de cofinancement (international) <sup>a</sup>	Système de projets d'investissement et de dons (GRIPS)	1/0,53	1/0,61	1/0,6
3.1.4	Ratio de cofinancement (national) <sup>a</sup>	GRIPS	1/0,74	1/0,76	1/0,8
<b>3.2</b>	<b>Allocation des ressources</b>		<b>2013-2015</b>		
3.2.1	Part des ressources de base allouées au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) affectée aux pays à faible revenu (PFR) et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRIT), ainsi qu'aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) <sup>b</sup> (en pourcentage)	Département de la gestion des programmes (PMD)	s.o.	90/10	PFR et PRI, tranche inférieure: 90 PRI, tranche supérieure: 10
3.2.2.	Pourcentage de ressources allouées au titre du SAFP ayant fait l'objet d'une réaffectation durant FIDA11	PMD	10	-	< 10
3.2.3	Nombre de pays inclus dans le cycle SAFP au début du cycle	PMD	102	80	80
3.2.4	Taille moyenne des projets d'investissement du FIDA (financement par le FIDA) (millions d'USD)	GRIPS	28,6 (2014-2016)	40	Suivi
3.2.5	Validité des approches de ciblage dans les projets d'investissement du FIDA (pourcentage)	Notes de l'assurance qualité	s.o.	93	90
<b>3.3</b>	<b>Performance des programmes de pays</b>		<b>2016</b>		
3.3.1	Pertinence des stratégies de pays du FIDA (notes 4 et plus) (en pourcentage)	Enquêtes auprès des clients et examens à l'achèvement des programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP)	s.o.	93	90/80
3.3.2.	Pourcentage de COSOP en cours d'exécution dont les résultats ont fait l'objet d'un examen au moins une fois durant le cycle <sup>h</sup>	GRIPS	s.o.	86	80
3.3.3	Efficacité des stratégies de pays du FIDA (notes 4 et plus) (en pourcentage)	Enquêtes auprès des clients et examens à l'achèvement des COSOP	s.o.	89	90/80
3.3.4	Renforcement des partenariats (notes 4 et plus) (pourcentage)	Enquêtes auprès des clients et examens à l'achèvement des COSOP	100	91	90/80
3.3.5	Contribution à l'élaboration des politiques au niveau national (notes 4 et plus) (en pourcentage)	Enquêtes auprès des clients et examens à l'achèvement des COSOP	100	83	90/80

		Source	Référence	2019	Cible FIDA11 (fin 2021)
3.3.6	Gestion des savoirs (notes 4 et plus) (en pourcentage)	Enquêtes auprès des clients et examens à l'achèvement des COSOP	s.o.	93	90/80
3.3.7	Coopération Sud-Sud et coopération triangulaire (pourcentage de COSOP présentant une approche détaillée au stade de la conception)	COSOP	50	88	66
3.3.8	Pourcentage de nouvelles stratégies de pays relatives à des pays présentant des situations de majeure fragilité qui donnent lieu à des évaluations de la fragilité <sup>h</sup>	Archives du FIDA	s.o.	100	60

			2016	2019	Cible FIDA11
<b>3.4</b>	<b>Qualité initiale</b>				
3.4.1	Note globale de la qualité de la conception de projet (notes 4 et plus) (pourcentage) <sup>d</sup>	Notes de l'assurance qualité	93	93	95
3.4.2	Note globale de la qualité de la conception de projet (uniquement pour les pays présentant des situations de fragilité) (notes 4 et plus) (pourcentage) <sup>d</sup>	Notes de l'assurance qualité	96	77	90
3.4.3	Pourcentage de projets en cours disposant de valeurs de référence avant la fin de la première année d'exécution	Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO)	s.o.	49	70
<b>3.5</b>	<b>Gestion du portefeuille</b>		<b>2016</b>		
3.5.1	Délai entre la note conceptuelle et l'approbation (en mois)	Bases de données institutionnelles	17	10	8
3.5.2	Délai entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement (en mois)	GRIPS	17	15	12
3.5.3	Ratio de décaissement (en pourcentage) <sup>e</sup>	Oracle FLEXCUBE	16,7	17,9	17
3.5.4	Ratio de décaissement – uniquement pour les situations de fragilité (en pourcentage)	Oracle FLEXCUBE	12,8	19,1	16
<b>3.6</b>	<b>Décentralisation</b>		<b>2016</b>		
3.6.1	Proportion de postes inscrits au budget pour les bureaux de pays/pôles régionaux (en pourcentage)	Bases de données institutionnelles	18	32	33
3.6.2	Pourcentage des projets d'investissement du FIDA (en fonction du volume de financement) géré par les bureaux de pays/pôles régionaux	Bases de données institutionnelles	74	100	100
3.6.3	Pourcentage du budget alloué à la supervision/l'appui à l'exécution utilisé par les bureaux de pays/pôles régionaux	Bases de données institutionnelles	s.o.	100	70
<b>3.7</b>	<b>Efficience institutionnelle</b>		<b>2016</b>		
3.7.1	Ratio dépenses administratives/programme de prêts et dons	Bases de données institutionnelles	13,1%	11,2%	12,9
3.7.2	Ratio dépenses administratives effectives (y compris les dépenses financées par des commissions de gestion)/programme de travail du FIDA (programme de prêts et dons et cofinancements)	Bases de données institutionnelles	6,5%	4,7%	6,0
3.7.3	Ratio dépenses administratives effectives (y compris les dépenses financées par des commissions de gestion)/décaissements annuels	Bases de données institutionnelles	18,1%	15,6%	16
3.7.4	Ratio budget administratif/portefeuille de prêts et dons en cours	Bases de données institutionnelles	2,27%	2,1%	2,1



3.7.5	Pourcentage de pays ayant des projets dont les décaissements peuvent être effectués au moyen du Portail clients du FIDA	Division des technologies de l'information et des communications	0	63%	75
3.7.6	Pourcentage d'opérations du FIDA utilisant le Système de gestion des résultats opérationnels	PMD	0	100	100
3.7.7	Pourcentage de projets appuyés par le FIDA ayant accédé aux formations proposées dans les centres d'apprentissage sur l'évaluation et les résultats (initiative CLEAR)	PMD	0	56	85
<b>3.8</b>	<b>Gestion des effectifs</b>		<b>2016</b>		
3.8.1	Pourcentage de femmes à des postes P5 et au-dessus	Bases de données institutionnelles	29	33,9	35
3.8.2.	Pourcentage de fonctionnaires du cadre organique originaires de pays des Listes B et C	Bases de données institutionnelles	38	44,2	Suivi
3.8.3	Délai de recrutement aux postes vacants du cadre organique (en jours)	Bases de données institutionnelles	91	94	100
<b>3.9</b>	<b>Transparence</b>		<b>2016</b>		
3.9.1	Pourcentage de rapports d'achèvement de projets soumis dans un délai de six mois après la clôture, dont pourcentage publié	PMD	41/0	67/74	85/90
3.9.2	Conformité des informations publiées par le FIDA aux normes de l'Initiative internationale pour la transparence de l'aide relatives au niveau de détail (pourcentage)	IITA	63	86	75
3.9.3	Pourcentage d'opérations comportant des activités ou des composantes qui favorisent la transparence dans les pays emprunteurs <sup>g</sup>	Bases de données institutionnelles	s.o.	47	30

<sup>a</sup> Les résultats sont présentés pour les projets approuvés au cours des 36 derniers mois. Le RIDE présentera une ventilation par groupes de revenu de pays et les informations relatives au cofinancement national seront ventilées selon que celui-ci provient de l'État ou des bénéficiaires.

<sup>b</sup> Le RIDE fournira également des informations sur les allocations concernant les projets exécutés dans les situations de majeure fragilité et dans les petits États insulaires en développement.

<sup>c</sup> Les valeurs cibles des indicateurs relatifs à la performance des programmes de pays du FIDA seront déterminées en faisant fond sur l'actualisation prévue de l'enquête menée par le FIDA auprès des clients.

<sup>d</sup> Les notes évaluant la qualité initiale sont agrégées sur 24 mois.

<sup>e</sup> Les résultats seront présentés suivant la classification des pays par groupes de revenu.

<sup>f</sup> La détermination des cibles relatives à ces indicateurs concernant la décentralisation et l'efficacité institutionnelle sera éclairée par les activités relatives à l'excellence opérationnelle au service des résultats (OpEx).

<sup>g</sup> Cet indicateur est générique. La méthode sera définie avant le début de FIDA11.

<sup>h</sup> Les bases de données institutionnelles sont en cours d'amélioration pour permettre de rendre compte de cette information.

\*Au FIDA, on entend par "ressources de base" les contributions de base à la reconstitution, les contributions complémentaires non affectées et les remboursements du principal et les paiements des intérêts des prêts financés par le FIDA au moyen de ces ressources, ainsi que l'élément de libéralité des prêts de partenaires consentis à des conditions favorables.

\*\* En 2017, le FIDA a révisé sa définition du ratio de décaissement afin de l'harmoniser avec la méthode utilisée par d'autres organisations multilatérales de développement. La cible pour FIDA10 a donc été établie avant cette révision et calculée selon la définition précédente. La valeur de référence 2016 et la cible pour FIDA11, en revanche, tiennent compte de la définition adoptée en 2017.

## Liste harmonisée des pays en situation de fragilité établie par la Banque mondiale

	FY2019	FY2020
	1 Afghanistan	1 Afghanistan
	2 Burundi	2 <b>Burkina Faso</b>
	3 République centrafricaine	3 Burundi
	4 Tchad	4 <b>Cameroun</b>
	5 Comores	5 République centrafricaine
	6 République démocratique du Congo	6 Tchad
21	7 République du Congo	7 Comores
	8 <b>Côte d'Ivoire</b>	8 République démocratique du Congo
	9 <b>Djibouti</b>	9 République du Congo
	10 Érythrée	10 Érythrée
	11 Gambie	11 Gambie
	12 Guinée-Bissau	12 Guinée-Bissau
	13 Haïti	13 Haïti
	14 Iraq	14 Iraq
	15 Kiribati	15 Kiribati
	16 Kosovo	16 Kosovo
	17 Liban	17 Liban
	18 Libéria	18 Libéria
	19 Libye	19 Libye
	20 Mali	20 Mali
	21 Îles Marshall	21 Îles Marshall
	22 Micronésie (États fédérés de)	22 Micronésie (États fédérés de)
	23 <b>Mozambique</b>	23 Myanmar
	24 Myanmar	24 <b>Niger</b>
	25 Papouasie-Nouvelle Guinée	25 <b>Nigéria</b>

26	Îles Salomon	26	Papouasie-Nouvelle Guinée
27	Somalie	27	Îles Salomon
28	Soudan du Sud	28	Somalie
29	Soudan	29	Soudan du Sud
30	Syrie	30	Soudan
31	Timor-Leste	31	Syrie
32	<b>Togo</b>	32	Timor-Leste
33	Tuvalu	33	Tuvalu
34	Cisjordanie et Gaza	34	<b>Venezuela (République bolivarienne du)</b>
35	République du Yémen	35	Cisjordanie et Gaza
36	Zimbabwe	36	République du Yémen
		37	Zimbabwe

## Cadre de pointage de l'optimisation des ressources

<i>Dimensions du modèle opérationnel</i>	<i>Problèmes clés</i>	<i>Mesures prises pour intensifier l'optimisation des ressources</i>	<i>Lien avec les dimensions quatre E de l'optimisation des ressources</i>	<i>Mesure du succès par le biais des indicateurs du cadre de mesure des résultats*</i>	<i>Résultats 2019</i>
<b>Mobilisation des ressources</b>	Les ressources de base de l'aide publique au développement ne sont pas exploitées au maximum des possibilités	Mobilisation de ressources par le biais de l'emprunt	<b>Économie et efficacité.</b> Permet que chaque dollar d'aide publique au développement ait un effet multiplicateur sur le montant total des prêts, ce qui augmente ainsi l'efficacité et l'économie de ces ressources.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ratio d'endettement (3.1.2)</li> <li>• Ratio de cofinancement (3.1.3 et 3.1.4)</li> <li>• Nombre de personnes bénéficiant de services (en millions) (2.3.1)</li> </ul>	8,1%
		Cofinancement avec des partenaires nationaux et internationaux	<b>Efficacité.</b> Renforce l'efficacité par l'amélioration de l'impact grâce à des fonds et des savoirs qui servent de complément aux approches du FIDA et renforcent l'appropriation au plan national.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 1/0.61 (supérieur)</li> <li>• 1/0.76 (conforme)</li> </ul>
		Mobilisation de fonds supplémentaires liés au climat, à la jeunesse, à la fragilité (réfugiés) et au secteur privé	<b>Efficacité et équité.</b> Renforce l'équité en facilitant le ciblage de fonds et renforce l'efficacité en répondant aux préoccupations particulières de groupes défavorisés.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 131,7 millions (supérieur)</li> </ul>
<b>Allocation des ressources</b>	Le ciblage des pays, et à l'intérieur des pays, doit être renforcé	Choix des pays et allocation des ressources par l'intermédiaire du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)	<b>Efficacité et équité.</b> Renforce l'équité en mettant l'accent sur les pays ayant d'importants besoins, et l'efficacité en mettant l'accent sur la performance. Il améliore aussi l'efficacité en déterminant la séquence chronologique des services aux emprunteurs.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourcentage des ressources de base alloué aux pays à faible revenu (PFR), aux pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITI), et aux pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (PRITS) (3.2.1)</li> <li>• Pourcentage des ressources du SAFP réaffectées dans le cadre de FIDA11 (3.2.2)</li> <li>• Pourcentage des ressources du SAFP réaffectées dans le cadre de FIDA11 (3.2.3)</li> <li>• Nombre de personnes bénéficiant de services (en millions) (2.3.1)</li> </ul>	• 90/10 (conforme)
		Adaptation des approches au niveau du pays	<b>Efficacité et équité.</b> Renforce l'équité en veillant à ce que le ciblage soit approprié au contexte et aboutisse à des projets efficaces.		• s.o.
		Ciblage renforcé de la jeunesse	<b>Équité.</b> Renforce l'équité en veillant à ce que les populations clés soient touchées.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 80</li> <li>• 130 millions</li> </ul>
<b>Utilisation des ressources</b>	L'utilisation des ressources à l'intérieur des pays n'atteint pas son plein potentiel	Décentralisation et renforcement du modèle axé sur les pays	"4E". Renforce les "4E" par le biais de la présence accrue dans les pays, ce qui permet d'améliorer le flux d'information et l'engagement, et une utilisation plus efficace des ressources.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 10 mois</li> <li>• 15 mois</li> </ul>

		Renforcement des synergies entre les activités de prêt et hors prêts	<b>Économie et efficacité.</b> Renforce l'économie et l'efficacité grâce à de meilleures solutions et renforce l'efficacité grâce à l'amélioration de l'impact.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Délai entre la note conceptuelle et l'approbation (3.5.1)</li> <li>• Délai entre l'approbation d'un projet et le premier décaissement (3.5.2)</li> <li>• Ratio de décaissement (3.5.3)</li> <li>• Pourcentage de postes inscrits au budget pour les bureaux de pays du FIDA et les pôles régionaux (3.6.1)</li> <li>• Taille moyenne des projets d'investissement du FIDA (financement par le FIDA) (3.2.4)</li> <li>• Pourcentage d'opérations notées 5 et plus à l'achèvement pour le résultat global du projet (IOE) (2.2.3)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 17,9</li> </ul>
		Taille des prêts accrue	<b>Économie et efficacité.</b> Renforce l'économie et l'efficacité grâce à des économies d'échelle dans la conception et l'exécution des projets.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 32%</li> </ul>
		Intégration des questions relatives au climat, à l'égalité des sexes, à la nutrition et à la jeunesse	<b>Équité.</b> Renforce l'équité grâce à un meilleur ciblage, et l'efficacité en mettant l'accent sur les questions clés (climat et nutrition, par exemple).		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 40 millions d'USD</li> <li>• 23%</li> </ul>
<b>Transformation des ressources</b>	Focalisation insuffisante sur la mesure des résultats et la gestion axée sur les résultats	DEF et cadre de gestion des résultats	<b>"4E"</b> Garantit une information adéquate pour impulser des augmentations dans les "4E" par le biais de décisions fondées sur des données probantes.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre de personnes bénéficiant de services (en millions) (2.3.1)</li> <li>• Nombre de personnes dont la mobilité économique, la production, l'accès aux marchés et la résilience ont augmenté (2.1.1, 2.1.2, 2.1.3, 2.1.4)</li> <li>• Pourcentage de pays ayant des projets décaissables par le biais du Portail clients du FIDA (3.7.5)</li> <li>• Pourcentage d'opérations du FIDA utilisant le système de gestion des résultats opérationnels (3.7.6).</li> <li>• Pourcentage de projets appuyés par le FIDA bénéficiant d'une formation dans le cadre de des Centres de formation à l'évaluation et aux résultats (3.7.7)</li> </ul>	• 131,7 millions
		Initiative d'évaluation de l'impact	<b>Efficacité.</b> Garantit la possibilité d'attribuer l'impact pour déterminer l'efficacité.		
		Transparence accrue grâce au plan d'action systématique	<b>Efficacité.</b> Crée une ouverture aux données afin d'offrir des incitations à l'amélioration des "4E", et renforce les mécanismes nationaux de reddition des comptes pour accroître l'efficacité de l'aide.		• s.o.
		Améliorations de la plateforme de prestation de services	<b>Économie et efficacité.</b> Renforce l'économie et l'efficacité au niveau de l'institution en raccourcissant les délais de traitement et en facilitant des processus opérationnels plus adaptables.		<ul style="list-style-type: none"> <li>• 63%</li> <li>• 100%</li> <li>• 56%</li> </ul>

\* Les indicateurs du cadre de mesure des résultats sont notés entre parenthèses.

# Assurance qualité pour une efficacité accrue en matière de développement

## I. Introduction

1. La présente annexe, élaborée par le Groupe assurance qualité (QAG), expose les résultats communiqués par l'assurance qualité indépendante du FIDA à l'issue des examens des COSOP, des projets et des dons qui ont été conçus en 2019. Par ailleurs, elle attire l'attention sur les problèmes d'ordre général et les enseignements tirés des examens des documents de conception et donne un aperçu des activités essentielles que le FIDA met en œuvre pour renforcer la qualité de la conception et améliorer les résultats en matière de promotion de la transformation inclusive et durable du monde rural.

## II. Programmes d'options stratégiques pour le pays

2. Le Groupe assurance qualité a examiné 17 COSOP dans le cadre de l'assurance qualité en 2019, sur lesquels 13 ont été soumis au Conseil d'administration l'année dernière. Les quatre restants doivent être présentés au Conseil en 2020.
3. Les nouvelles directives relatives aux COSOP publiées au début de 2019 fournissent des orientations claires aux équipes de conception. Elles ont renforcé la cohérence entre les stratégies et ont permis un alignement adéquat sur les priorités institutionnelles. La mise en place d'un processus d'examen par les pairs dans le cadre du réseau régional d'économistes a en outre contribué à l'amélioration de la qualité et permis des échanges de savoirs et d'expériences enrichissants entre les cinq régions géographiques.
4. D'après les examens indépendants de QAG, ce nouveau processus a amélioré la cohérence des COSOP conçus en 2019 avec le Programme de développement durable à l'horizon 2030, les politiques et stratégies des gouvernements et le plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable. On a constaté dans les COSOP un cadre analytique renforcé, notamment de bonnes analyses de la pauvreté et de la situation du pays, des études plus poussées au titre des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC) et des analyses de risques de meilleure qualité. Une cartographie complète des politiques nationales et des activités des autres donateurs dans les pays a contribué à un ancrage encore plus profond des COSOP dans les contextes nationaux.
5. La base analytique des COSOP a été renforcée par une utilisation plus systématique de documents sources et de données factuelles, comme les examens à l'achèvement, les évaluations indépendantes, les évaluations d'impact et les enseignements tirés de précédents projets. Des mesures ont été prises pour renforcer la transparence des interventions du FIDA, des gouvernements et des partenaires d'exécution, ce qui devrait contribuer à un meilleur respect du principe de responsabilité et à une plus grande visibilité pour les bénéficiaires. Les COSOP de 2019 présentent des cadres de résultats plus cohérents, qui facilitent le suivi, l'évaluation ainsi que l'établissement de rapports sur l'avancement et les réalisations.
6. Les examens des COSOP de 2019 ont également mis en évidence un certain nombre de domaines qui devront faire l'objet d'une attention particulière à l'avenir. Il s'agira notamment d'appliquer de manière plus poussée et plus réfléchie les enseignements tirés de l'expérience passée, de prendre davantage en

considération l'approche des programmes de pays, en veillant à renforcer les synergies entre les instruments de prêts et hors prêts, y compris les opérations de don, et d'adopter une stratégie plus personnalisée, en utilisant des instruments de développement adaptés aux différents contextes des pays.

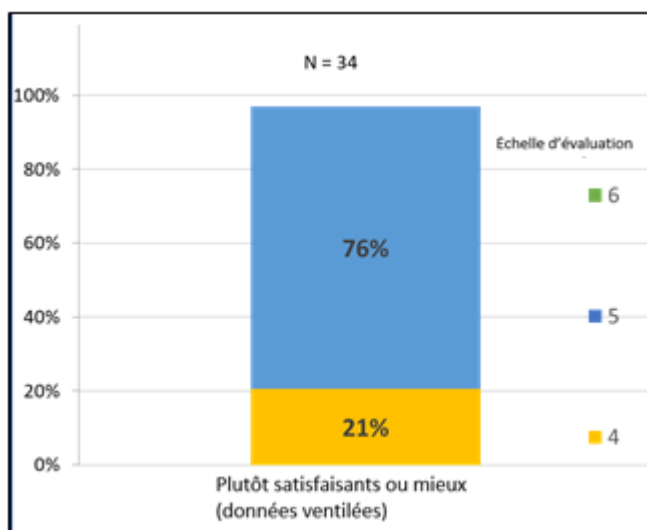
7. Il serait possible d'étoffer encore les descriptions des activités hors prêt, par exemple en priorisant les partenariats et en définissant plus précisément les activités de coopération Sud-Sud et triangulaire (CSST). Les thématiques institutionnelles à transversaliser en priorité et leurs points d'ancrage pourraient être définis de manière plus réaliste, à partir des cadres institutionnel et stratégique en vigueur. Les COSOP pourraient également examiner, de manière plus large, les possibilités de tirer parti de priorités telles que la participation du secteur privé pour améliorer les moyens d'existence en milieu rural. Cet aspect prendra encore plus d'importance lorsque le FIDA lancera l'exécution d'opérations non souveraines.

### III. Projets et programmes financés par des prêts

8. Le Groupe assurance qualité a réalisé une analyse détaillée des notes relatives à la qualité initiale attribuées aux 34 projets approuvés en 2019. Cette analyse a révélé la note moyenne s'agissant de la qualité globale de la conception la plus élevée depuis 2013. Ce résultat est impressionnant, notamment à la lumière du financement total de 1,4 milliard d'USD approuvé l'année dernière, soit le volume d'exécution le plus important jamais enregistré sur une année calendaire. Plus précisément, sur les 34 projets, 97% ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux (76% de projets satisfaisants) s'agissant de leur qualité initiale. Cependant, l'analyse indique que la qualité initiale des projets conçus pour des situations de fragilité était moindre que pour ceux concernant des pays à faible revenu (PFR) ou des pays à revenu intermédiaire (PRI), ce qui n'est probablement pas une surprise, étant donné les contextes politiques et institutionnels plus complexes dans les situations de fragilité.

Graphique 1

#### Projets jugés plutôt satisfaisants ou mieux



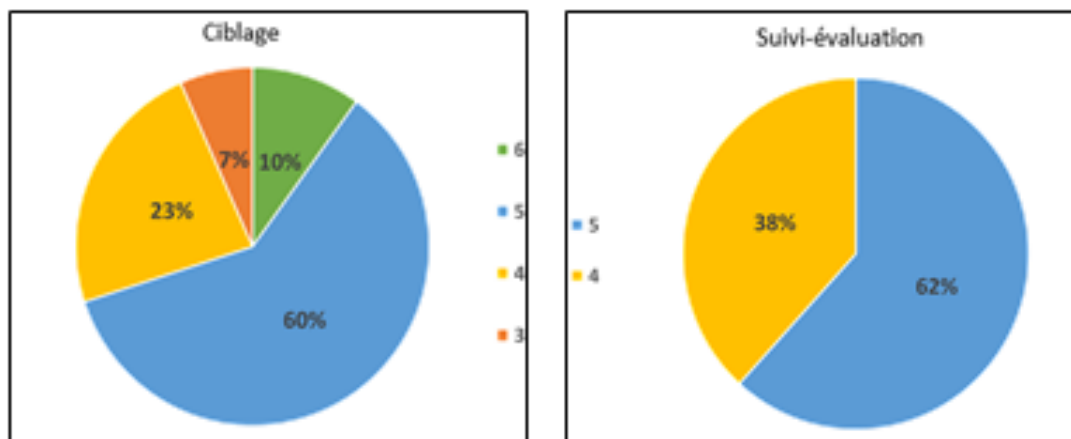
9. L'analyse de QAG montre une solide performance en matière de ciblage: 93% des projets approuvés l'année dernière ont été jugés plutôt satisfaisants ou mieux dans ce domaine. Grâce à la combinaison de différents mécanismes de ciblage adaptés à la zone d'intervention et d'un axe thématique, couplée à l'utilisation d'indicateurs

ventilés par sexe dans le cadre logique, on obtient des stratégies de ciblage généralement bien conçues, qui mettent résolument l'accent sur les ménages ruraux pauvres.

10. S'agissant des systèmes de suivi-évaluation, 100% des projets ont été considérés comme plutôt satisfaisants ou mieux. La planification préalable des évaluations d'impact à mener durant l'exécution et l'utilisation de méthodes numériques pour la collecte de données font partie des points positifs relevés dans plusieurs conceptions.

Graphique 2

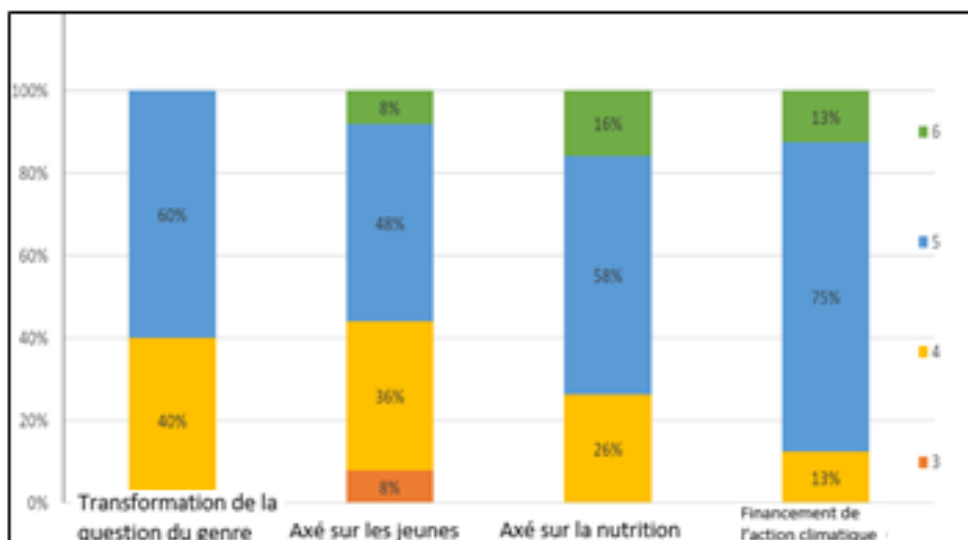
**Notes attribuées aux projets en matière de ciblage et de suivi-évaluation**



11. Il est intéressant de noter que les projets destinés à intégrer plusieurs thèmes transversaux dès leur conception ont obtenu de meilleurs résultats en ce qui concerne leur qualité initiale. Les données ont révélé que, lorsque le nombre de thèmes retenus dans la conception passe de un à quatre, le pourcentage de projets dont la qualité initiale est considérée comme plutôt satisfaisante ou mieux augmente également: la proportion de projets jugés satisfaisants est de 67% pour ceux associés à un thème et passe à 75%, puis 81% et enfin 83% pour deux, trois et quatre thèmes, respectivement.
12. De bons résultats ont été obtenus dans l'ensemble s'agissant de l'intégration des thèmes transversaux, le pourcentage de projets ayant été jugés satisfaisants ou mieux étant de 100% pour les changements climatiques, 97% pour la nutrition, 94% pour l'égalité des sexes et 86% pour la jeunesse. Le bilan pour le thème de la jeunesse est moins positif, et il conviendra de porter une plus grande attention à un certain nombre de problèmes. Il faudra notamment définir des cibles plus ambitieuses et mettre davantage l'accent sur l'innovation dans les activités en faveur des jeunes.



Graphique 3

**Notes attribuées aux projets s'agissant des thèmes transversaux**

13. Sans surprise, l'adaptation de la conception aux contextes de fragilité est une entreprise délicate. L'analyse de QAG montre que, sur les sept projets conçus pour des situations de fragilité, 43% avaient obtenu la note "plutôt satisfaisant" ou une note inférieure, contre 31% pour les PFR et 11% pour les PRI. Les projets prennent de plus en plus en compte les questions de fragilité, entre autres en limitant le nombre d'activités et en étudiant soigneusement la couverture géographique, mais l'examen de QAG montre qu'une analyse institutionnelle plus approfondie et un renforcement des capacités plus ciblé sont nécessaires dans de telles situations. Il faut également s'efforcer de donner un plus grand rôle aux ONG et aux institutions de la société civile durant une exécution dans ce type de contexte.
14. D'autres analyses montrent que la qualité à la conception est moins élevée dans les projets à l'initiative d'autres institutions financières internationales (IFI) cofinancés par le FIDA (financement de projet de type C) que dans les projets à l'initiative du Fonds. Une plus grande proportion de projets de type C (48%, contre 30% pour les opérations à l'initiative du FIDA) ont obtenu la note "plutôt satisfaisant" ou une note inférieure pour la qualité d'ensemble à la conception. Cette différence s'explique en partie par le fait qu'il est plus difficile d'intégrer les priorités du FIDA dans la conception de projets lancés et dirigés par d'autres IFI. Dans un des cas étudiés, le FIDA a réussi à intégrer de manière satisfaisante son programme dans la conception d'un projet de type C en s'engageant de façon proactive auprès de l'IFI dès le début de la phase de conception et durant l'ensemble du processus.

**IV. Dons**

15. Dix-neuf projets de don financés par le FIDA ont été approuvés en 2019. Le Comité exécutif de gestion (EMC) a approuvé de nouvelles procédures relatives aux dons et une note d'orientation stratégique début 2019. Cependant, l'orientation stratégique sur laquelle reposent les dons financés par le Fonds a évolué de manière assez significative durant l'année du fait d'une nouvelle discussion sur le rôle des dons à l'égard de la viabilité financière du FIDA qui a été lancée à l'échelle de l'institution et qui a abouti à la décision de revoir la politique en matière de dons en 2020. Le Groupe assurance qualité a évalué l'efficacité et l'efficience du programme de dons actuel pour éclairer l'élaboration de la nouvelle politique. Dans ses examens des projets de don, QAG a jugé du respect de la note d'orientation

stratégique tout en tenant compte des constatations et des enseignements tirés de l'évaluation en cours du programme dans son ensemble.

16. La qualité initiale de tous les dons approuvés en 2019 a été jugée plutôt satisfaisante ou mieux. Les dons ont obtenu des notes plus élevées pour les indicateurs portant sur la pertinence et l'efficacité, comme l'alignement sur les priorités du FIDA, la cohérence interne et la solidité sur le plan technique. Les notes relatives à la durabilité étaient moins élevées dans l'ensemble, en particulier celles concernant l'évaluation des risques et l'existence d'une stratégie de retrait.
17. L'analyse par QAG des documents de conception et des rapports de situation sur les dons présentés par les bailleurs des dons ainsi que les notes attribuées pour la qualité initiale mettent en lumière certains points forts dont le FIDA devrait tirer profit:
  - Les dons ordinaires sont une composante du modèle opérationnel du Fonds qui est essentielle à celui-ci pour mener à bien sa mission. Ils lui permettent de s'engager auprès d'un large éventail de partenaires et de promouvoir des initiatives de renforcement des capacités afin d'améliorer la qualité de son portefeuille, et favorisent le partage des enseignements et des savoirs entre les pays et les régions. Les dons sont également utilisés pour soutenir l'élaboration de politiques, la recherche et l'innovation au-delà des frontières d'un seul pays.
  - Les dons sont bien en phase avec les engagements pris par le FIDA, sans doute grâce aux indications claires fournies par la note d'orientation stratégique, qui prévoient l'obligation d'inscrire les projets de don dans le cadre d'engagements ou de priorités institutionnelles précis (thèmes à transversaliser et partenariats avec le secteur privé, par exemple).
  - Les propositions de don sont généralement solides sur le plan technique. Les examens mettent rarement en évidence des problèmes de cet ordre, ce qui est probablement à porter au crédit de la collaboration entre les départements durant la conception.
  - Les bailleurs des dons coopèrent en général plus facilement à l'élaboration des rapports de situation sur les dons et fournissent des données de qualité globalement élevée, ce qui est encourageant étant donné que la nouvelle politique va mettre l'accent sur l'exécution des projets financés par des dons.
  - Les niveaux de cofinancement sont bien supérieurs à ceux des années précédentes, avec un ratio de 2,14 USD de cofinancement mobilisé pour chaque dollar investi par le FIDA.
18. L'analyse a également montré qu'il fallait prêter davantage d'attention aux points ci-après:
  - Il faut éviter les chevauchements avec les dons en cours et mettre à profit les enseignements tirés de l'expérience et les résultats afin d'utiliser plus stratégiquement les ressources limitées destinées aux dons.
  - Les liens entre les dons octroyés au titre du guichet mondial/régional et les projets d'investissement doivent être plus visibles, et témoigner de l'appropriation par les divisions régionales concernées.
  - Les dons ont obtenu des notes plus faibles s'agissant de leur efficacité à l'achèvement que pour la progression globale durant l'exécution, ce qui indique qu'il est nécessaire de mettre en place au niveau du portefeuille de dons une fonction de suivi, de supervision et d'établissement de rapports, comme le souligne la nouvelle politique en cours d'élaboration.

- Le délai de traitement des dons est long compte tenu de la taille des projets, ce qui indique la nécessité de rationaliser encore les procédures d'intégration au flux, d'examen et d'approbation.

Tableau 1

**Mise en œuvre de la Politique en matière de dons: cadre de résultats et indicateurs de performance**

Résultats attendus – indicateurs de performance	2014 (référence)	2015	2016	2017	2018	2019	Cible
<b>1. Amélioration de la pertinence et de la focalisation des projets financés par des dons</b>							
a) Pourcentage de projets financés par des dons ayant obtenu une note globale de 4 ou plus au point de départ	s.o.	s.o.	100	97	96	100	90
b) Pourcentage des bénéficiaires sélectionnés par voie de mise en concurrence (niveau mondial/régional uniquement, contributions non comprises)	4	30	36	39	40	41	70
<b>2. Efficacité et impact accrus des projets financés par des dons</b>							
a) Pourcentage de projets financés par des dons ayant obtenu une note de 4 ou plus pour leur efficacité à l'achèvement	s.o.	100	91	96	92	83	80
b) Pourcentage des projets financés par des dons ayant obtenu une note de 4 ou plus pour l'avancement global de l'exécution	92	95	91	92	90	90	95
c) Nombre de dons débouchant sur des interventions de développement à plus grande échelle, y compris des projets d'investissement du FIDA	s.o.	31	31	37	27	60	30
d) Cofinancement mobilisé par les partenaires de projets financés par un don du FIDA pour chaque dollar investi par le Fonds	1,3:1	1,3:1	1,4:1	0,8:1	1,6:1	2,14:1 <sup>8</sup>	1,5:1
<b>3. Efficience accrue de la gestion des dons</b>							
a) Nombre de jours (ouvrés) requis pour traiter les dons – de montant faible et de montant élevé – de l'autorisation de la note conceptuelle à l'approbation finale	Faible: 186 Élevé: 193	Faible: 125 Élevé: 174	Faible: 174 Élevé: 269	Faible: 228 Élevé: 279	Faible: 128 Élevé: 252	Faible: 143 Élevé: 207	Faible: 150 Élevé: 180

**V. Autres activités**

19. **Travaux dans le domaine des savoirs.** En 2019, le Groupe assurance qualité a prêté davantage d'attention au partage des bonnes pratiques mises en évidence par les examens des documents de conception. Par exemple, les nouvelles brochures QAG VIEW de deux pages résument les bonnes pratiques sur des thèmes spécifiques (comme le ciblage) et donnent des indications aux équipes de conception. Par ailleurs, QAG a organisé un certain nombre de séminaires internes, notamment sur l'élaboration des COSOP et sur le thème de l'assurance qualité en général. Enfin, en vue de faciliter le partage des savoirs dans l'organisation, QAG

<sup>8</sup> Le don FO4ACP a contribué de manière notable à ce résultat.

s'emploie à mettre en place un référentiel en ligne des bonnes pratiques en matière de conception.

20. **Partenariats.** Le Groupe assurance qualité s'engage aux côtés d'autres organisations de développement pour la mise en commun de l'expérience acquise dans les processus d'assurance qualité. Ses partenaires ont manifesté un grand intérêt pour la normalisation de ces échanges, par exemple dans le cadre d'une communauté de pratique ou d'un réseau consacré à l'assurance qualité.
21. **Cadre conceptuel.** Le Groupe assurance qualité a commencé à élaborer un cadre conceptuel pour les examens de documents de conception. Ce cadre, qui devrait être achevé courant 2020, actualisera les directives en matière d'assurance qualité introduites en 2007. Il était en effet nécessaire de revoir le document de 2007, notamment dans le contexte de la décentralisation du FIDA, mais aussi parce que ces directives portaient uniquement sur les projets financés par des prêts.

# Rapport annuel sur la mise en œuvre du Plan d'action du FIDA pour la gestion des savoirs: mai 2019 – juin 2020

## I. Introduction

1. Le Conseil d'administration a approuvé la Stratégie du FIDA en matière de gestion des savoirs et le Plan d'action pour la gestion des savoirs en mai 2019. Ces documents sont le résultat de nombreuses consultations, études et analyses<sup>9</sup> menées pendant une période marquée par une réforme organisationnelle et une décentralisation de grande ampleur au FIDA. Ils sont donc conformes aux exigences définies dans la nouvelle structure organisationnelle et le nouveau modèle opérationnel du Fonds.
2. Ensemble, la stratégie et le plan d'action du FIDA en matière de gestion des savoirs définissent une approche systémique destinée à renforcer la capacité du Fonds à produire et rassembler des savoirs et à les utiliser pour améliorer les résultats dans le domaine du développement. Les effets directs attendus de la stratégie sont les suivants: i) visibilité, crédibilité et influence accrues; ii) amélioration de la qualité des résultats des projets et des programmes de pays; iii) meilleure utilisation des savoirs fondés sur des données probantes et tirés de l'expérience; iv) reproduction à plus grande échelle des résultats en matière de développement; v) culture de l'apprentissage renforcée. Des activités sont menées dans trois grands domaines: i) production de savoirs; ii) utilisation des savoirs; iii) environnement favorable.

## II. Faits saillants et résultats

3. Les sections qui suivent donnent un aperçu des activités mises en œuvre entre mai 2019 et juin 2020. L'année 2019 a été largement consacrée à des activités préparatoires à l'obtention des produits et des effets directs définis dans la théorie du changement de la stratégie. L'évaluation des résultats obtenus au regard des jalons du plan d'action pour la gestion des savoirs montre que l'exécution est dans l'ensemble en bonne voie. Plusieurs jalons importants ont été franchis durant le premier semestre 2020.

### **2.1 Production de savoirs**

4. L'objet de ce domaine d'activité est d'obtenir les meilleurs résultats possible à partir de ressources limitées, en enrichissant le corpus de savoirs du FIDA et en l'axant sur les priorités en matière d'investissement, la demande de services du savoir et les domaines dans lesquels le Fonds souhaite se poser en chef de file mondial.
5. Jusqu'ici, l'accent a été mis sur l'élaboration et la diffusion de produits du savoir de haute qualité (activité 1.1.1 du plan d'action), notamment le [Rapport sur le développement rural 2019: Donner leur chance aux jeunes ruraux](#)<sup>10</sup>, la collection [Research](#), le [Rapport d'évaluation de l'impact pour FIDA10](#), la collection [Avantage](#), le [Rapport sur l'action climatique 2019](#) et d'autres publications. En 2019, le FIDA a produit 44 publications.
6. Les efforts visant à élargir la portée des publications du FIDA commencent à donner leurs premiers résultats. Des stratégies de communication – articles sur les réseaux sociaux, diffusion ciblée, placement de publications sur des sites de réseaux de recherche universitaires et manifestations de lancement, notamment –

<sup>9</sup> L'équipe du FIDA qui a été chargée d'élaborer la Stratégie en matière de gestion des savoirs a reçu en 2020 une distinction du [Henley Forum](#) (Henley Business School, Royaume-Uni) pour sa contribution au développement des pratiques de gestion des savoirs et d'apprentissage organisationnel.

<sup>10</sup> <https://www.ifad.org/ruraldevelopmentreport> (vidéo de présentation).

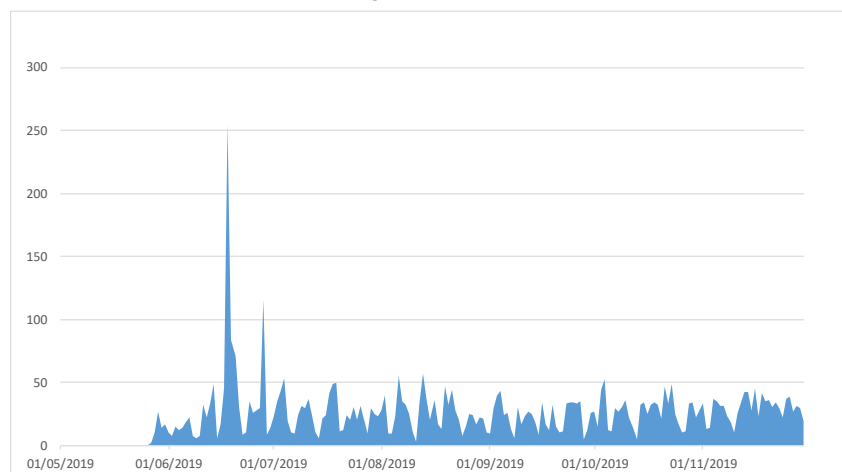
ont été déployées pour certaines publications et vont être élargies en 2020.

L'utilisation des médias sociaux a donné de bons résultats, en particulier pour le Rapport sur le développement rural 2019 et pour la collection Research. À partir de janvier 2020, un système de marquage a permis de suivre les activités en liaison avec les publications du FIDA sur les réseaux sociaux.

7. Les données relatives au nombre de consultations de pages et de téléchargements de publications<sup>11</sup> sont récupérées à partir du site du FIDA à l'aide de Google Data Studio, un outil de création de rapports de la suite Google Analytics, et sont actualisées automatiquement sur un tableau de bord géré par le personnel de la bibliothèque du Fonds. 2019 est la première année complète pendant laquelle le FIDA a réalisé un suivi systématique du nombre de consultations de pages et de téléchargements. Ces données constituent une base de référence à partir de laquelle on pourra suivre les futures tendances.
8. Les données préliminaires recueillies en 2019 indiquent une corrélation entre les stratégies de communication (dans le cadre de manifestations, en particulier) et l'augmentation du nombre de consultations de pages et de téléchargements sur le site web du FIDA. Le graphique 1 indique le nombre de consultations de pages du Rapport sur le développement rural 2019. Le pic le plus élevé correspond au lancement du rapport à Bruxelles le 17 juin durant les Journées européennes du développement organisées par la Commission européenne. Le deuxième pic par ordre d'importance coïncide avec le lancement du rapport à la FAO le 26 juin.

Graphique 1

**Nombre de consultations de pages du Rapport sur le développement rural 2019, janvier-novembre 2019**



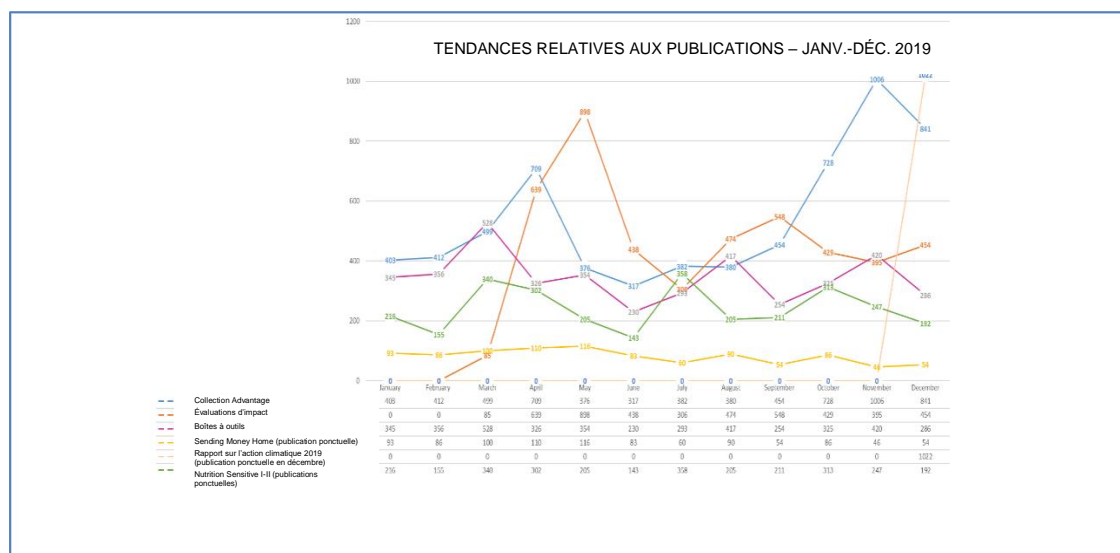
9. Le tableau 1 indique les 10 publications de la collection Research du FIDA les plus téléchargées, et permet de déterminer les sujets qui suscitent le plus d'intérêt de la part des différents publics du Fonds. Le nombre élevé de téléchargements peut s'expliquer par les efforts de communication et par la notoriété des auteurs des publications. Par exemple, la promotion de la publication la plus téléchargée de la collection Research a été réalisée en étroite collaboration avec l'équipe chargée de la communication de l'institution à laquelle appartient le premier auteur. Les deux institutions ont mis en ligne des articles de blog pour annoncer la sortie de la publication. Cet exemple montre qu'il est intéressant de mener des activités de diffusion conjointes avec les institutions des auteurs de la collection Research afin de toucher un plus large public.

<sup>11</sup> Ces publications comprennent le Rapport sur le développement rural, les documents de la collection Advantage et de la collection Research, les évaluations d'impact, les notes pratiques, ainsi que trois publications ponctuelles.

Tableau 1  
Les dix publications les plus téléchargées de la collection Research, janvier-novembre 2019

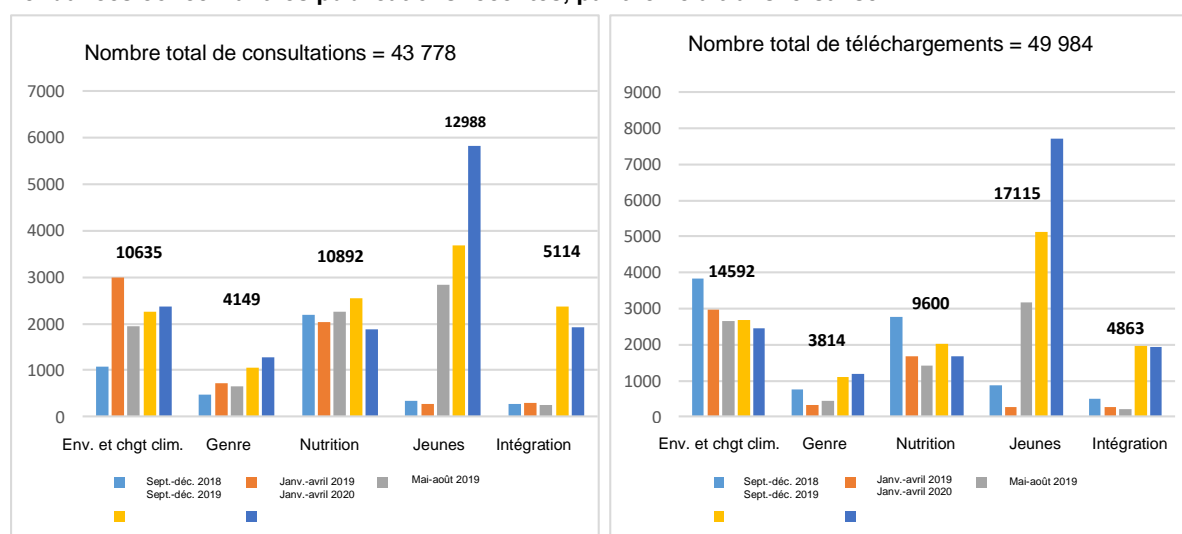
Titre	Téléchargements
N° 35: Climate change mitigation potential of agricultural practices supported by IFAD investments	1 188
N° 1: Agricultural and rural development reconsidered	918
N° 34: Farm size and productivity – Lessons from recent literature	705
N° 31: Impact of modern irrigation on household production and welfare outcomes	569
N° 33: L'Adoption des variétés améliorées du GCRAI et son impact sur les résultats en matière de pauvreté et de niveau de vie: un bilan exhaustif	502
N° 17: Population age structure and sex composition in sub-Saharan Africa: A rural-urban perspective	500
N° 36: Qui travaille dans l'agriculture?	497
N° 30: Nutrition-sensitive value chains from a smallholder perspective: A framework for project design	486
N° 7: Measuring IFAD's Impact	392
N° 29: Empowering through collective action	381

Graphique 2  
Évolution du nombre de consultations de pages pour d'autres publications du FIDA, janvier-décembre 2019



- Le graphique 2 illustre les tendances mensuelles s'agissant du nombre de consultations de pages pour trois collections de publications et trois publications ponctuelles. Les pics dans le nombre de consultations de pages sont généralement liés à des ateliers et à des missions d'évaluation des résultats dans les pays, à la conception de nouveaux projets, à des révisions de directives et à des foires de partage des savoirs lors de journées de réflexion organisées par les divisions.
- Les activités de partage des savoirs liées aux thèmes à transversaliser ont été considérablement étendues, notamment par la diffusion de produits du savoir, des initiatives de renforcement des capacités, le développement des communautés de pratique et des campagnes de sensibilisation. Le graphique 3 illustre le nombre de consultations de pages et de téléchargements liés aux thèmes à transversaliser, ainsi que l'intégration de ces thèmes sur la période allant de septembre 2018 à avril 2020. On a dénombré plus de 40 000 consultations de pages et téléchargements de publications sur les thèmes à transversaliser. Il convient de noter le pic de consultations et de téléchargements sur le thème de la jeunesse, lié à la publication du Rapport sur le développement rural 2019.

## Graphique 3

**Tendances concernant les publications récentes, par thème à transversaliser**

12. Dans le cadre des efforts déployés pour renforcer la visibilité externe des contenus du FIDA, les publications sont actuellement regroupées en un moins grand nombre de types, ce qui les rend plus aisément identifiables et plus faciles d'accès. L'utilisation plus systématique de modèles, de directives claires et de listes de contrôle permettra d'améliorer la gestion de l'image de marque et de réduire les coûts. Le FIDA renforce également son image d'organisation rassemblant des experts compétents, notamment par l'intermédiaire de blogs et d'une collection de vidéos d'experts<sup>12</sup>.
13. Plus de 20 notes de synthèse génériques ont été élaborées en 2019/2020 pour structurer les contributions des experts en axes de réflexion, discours et dossiers à l'intention de la haute direction. L'objectif est de renforcer la cohérence des messages du FIDA en les fondant sur des données et des exemples précis et actuels.

**Remédier aux lacunes dans les savoirs**

14. La Division Afrique de l'Ouest et du Centre, en collaboration avec la Division recherche et évaluation de l'impact, expérimente des cartes de lacunes dans les données probantes (activité 1.1.2 du plan d'action) afin de recenser les domaines dans lesquels on manque d'études, d'éléments concrets ou de savoirs pour réaliser les produits et les effets directs. Les résultats, qui devraient être communiqués en juillet 2020, donneront des éléments qui permettront de définir l'orientation des programmes de production de savoirs internes et externes et de mieux les adapter aux besoins des opérations financées par le FIDA.

**Partenariats relatifs à la gestion des savoirs (activité 1.2.4)**

15. En 2019, le FIDA a noué deux partenariats qui offrent d'importantes possibilités de tirer des enseignements de l'expérience d'homologues et d'apprendre des bonnes pratiques. Grâce à son partenariat avec le Henley Forum, un centre de recherche de la Henley Business School au Royaume-Uni, le Fonds a accès à des études sur les tendances et les pratiques en matière de gestion des savoirs, sur l'apprentissage organisationnel et sur l'évolution des secteurs public et privé. Par ailleurs, le FIDA a rejoint le Multi-Donor Partnership on Learning for Effective Development, dont les autres membres sont l'Agence des États-Unis pour le développement international, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF),

<sup>12</sup> <https://www.ifad.org/fr/web/latest/videos>.



l'Agence allemande de coopération internationale, la Banque interaméricaine de développement, l'Agence suédoise de coopération internationale au développement, le Wellcome Trust et la Banque mondiale. Ce partenariat encourage le partage des savoirs et l'apprentissage systématique entre les organisations pour augmenter l'impact de l'aide.

## 2.2 Utilisation des savoirs

16. L'objet de ce domaine d'activité est d'améliorer l'accès aux savoirs et de mieux conserver, utiliser et partager ces derniers en interne comme en externe. Cela suppose d'améliorer la collecte et l'utilisation des données factuelles, des enseignements et des bonnes pratiques dans le cadre des opérations et de fluidifier les flux de savoirs.
17. Pour transformer les ressources en résultats en matière de développement, il faut traiter et transmettre de manière régulière et rapide les données factuelles afin qu'elles puissent être prises en compte dans les opérations du FIDA. À l'issue de la première année de mise en œuvre de FIDA11, un examen des indicateurs d'effet direct et de produit pertinents montre que la qualité de la gestion des savoirs dans les opérations n'a pas évolué en ce qui concerne les COSOP et a baissé s'agissant des projets (voir le graphique 4). La qualité des enseignements tirés des projets achevés ne se traduit pas nécessairement par un apprentissage durant l'exécution (voir l'indicateur 1.2.5); il semble donc y avoir une déconnexion entre la production d'enseignements tirés de l'expérience et leur assimilation dans les projets.

Graphique 4  
Savoirs dans les opérations



Source: SGRO et validation des rapports d'achèvement de projet (VRAP).

18. Si l'on regarde d'un peu plus près les notes relatives à la gestion des savoirs, on voit que la baisse (certes peu importante) ne s'explique pas par des variations dans le portefeuille en cours. Elle traduit plutôt une différence entre les projets achevés

qui sortent de l'échantillon et les nouveaux (approuvés pour la plupart durant la dernière année de FIDA10) qui viennent s'y ajouter. En d'autres termes, les notes en matière de gestion des savoirs de la nouvelle cohorte de projets sont systématiquement plus faibles que la note moyenne du portefeuille en cours aux tout premiers stades de l'exécution.

19. Il faudra rechercher les causes de cette dégradation. L'une des possibilités est qu'elle soit liée au vaste processus de réforme et de décentralisation, pendant lequel la qualité de la gestion des savoirs pourrait avoir été perdue de vue. On peut également avancer d'autres facteurs: le fait que les plans de gestion des savoirs soient élaborés sans la participation du personnel des projets et qu'ils ne soient pas intégrés dans la budgétisation et le plan de travail annuel de ces derniers; de faibles capacités en matière de gestion des savoirs au niveau des projets; une attention inadéquate portée à la gestion des savoirs dans le cadre de la supervision; une tendance à simplement dégager les enseignements tirés de l'expérience (sans inciter à les exploiter pour améliorer la performance des projets).
20. Plusieurs activités sont actuellement mises en œuvre pour remédier à ces problèmes:
  - Un centre de ressources en ligne relatif à la gestion des savoirs a été lancé en mai à l'intention du personnel du FIDA, des consultants et du personnel des projets (activité 3.3.1). Ce centre donne accès entre autres à des directives, des outils, des modèles et des possibilités de formation en matière de gestion des savoirs. Il comprend des liens vers le Manuel des opérations en ligne.
  - Une proposition visant à améliorer la fonction du SGRO relative aux enseignements tirés de l'expérience et à en faire un outil d'apprentissage plus utile a été élaborée (activité 2.1.6).
  - Le Groupe de coordination pour la gestion des savoirs a rencontré 19 spécialistes techniques détachés dans sept pôles sous-régionaux afin de réfléchir aux moyens de rendre la décentralisation plus efficace sur le plan des savoirs. Les suites données à cette réunion comprennent: i) des orientations sur les produits du savoir; ii) des conseils relatifs à la planification de la gestion des savoirs; iii) la mise à disposition d'outils et de modèles en matière de gestion des savoirs; iv) un appui aux réseaux et aux plateformes.
21. Des spécialistes régionaux chargés d'appuyer la gestion des savoirs dans le portefeuille ont été nommés dans quatre divisions régionales. Ils sont membres du Groupe de coordination pour la gestion des savoirs et participent également à la communauté de pratique consacrée à ce domaine, dans laquelle ils peuvent examiner les problèmes courants et proposer des solutions. Ces mesures devraient améliorer la qualité et la pertinence de la gestion des savoirs dans le cadre des opérations.
22. Des outils numériques appropriés aideront le FIDA à produire, réunir et conserver les savoirs en interne et en collaboration avec ses partenaires. Pour la première fois, le Fonds a mis Dgroups, une plateforme de collaboration en ligne, à la disposition des communautés et réseaux internes et ouverts sur l'extérieur. Il s'agit d'une étape majeure dans la mise en place d'un système d'échange de savoirs interactif (activité 2.1.7).
23. La bibliothèque du FIDA continue de fournir, comme elle le fait depuis longtemps, des services au personnel du siège du FIDA et à celui des pôles et des bureaux de pays. Elle est de mieux en mieux intégrée dans le programme global de gestion

des savoirs. Elle joue notamment un rôle important en assurant une communication plus systématique et plus ciblée destinée à mettre en lumière les produits du savoir du FIDA.

### **2.3 Environnement favorable**

24. L'échec des stratégies et des plans de gestion des savoirs est souvent attribué à l'absence de culture organisationnelle favorable. Compte tenu de l'accent mis par la Stratégie en matière de gestion des savoirs sur les personnes et leurs connaissances et compétences, ce domaine d'activité est fondamental pour assurer une exécution efficace.
25. Une architecture de gestion des savoirs renforcée (activité 3.5.1) s'appuie sur une direction et un travail d'équipe solides. L'élaboration de nouvelles descriptions de poste pour le personnel chargé de la gestion des savoirs en 2019 a permis de mieux relier et d'harmoniser les différents rôles. Le Groupe de coordination pour la gestion des savoirs du FIDA promeut un esprit d'équipe entre départements durant l'exécution. Le Groupe se réunit toutes les deux semaines avec le Vice-Président adjoint du Département de la stratégie et des savoirs. Par ailleurs, la communauté de pratique de la gestion des savoirs à l'échelle du FIDA relie les personnes aux rôles ou centres d'intérêt dans ce domaine.
26. Un plan de renforcement des transferts de responsabilités et de la conservation des savoirs au FIDA sera présenté au Comité exécutif de gestion en août 2020 (activités 3.4.1 et 3.4.2). Il limitera les risques de perte de savoirs inhérents aux réaffectations, aux départs en retraite et autres changements d'emploi.
27. La Stratégie en matière de gestion des savoirs considère que les communautés de pratique sont susceptibles d'entraîner de profonds changements si elles sont intégrées dans les processus de travail (activités 3.3.2 et 3.3.3). Des approches systématiques sont mises en place pour appuyer une nouvelle communauté de pratique ainsi que quatre existantes et les rendre plus dynamiques, viables et pertinentes pour les activités du FIDA. Ces communautés et deux réseaux régionaux (FIDAFrique et IFAD Asia) expérimentent la plateforme de collaboration Dgroups.
28. Une communauté de pratique consacrée à la gestion des savoirs à l'échelle du FIDA a été créée en mai 2020; elle se consacre dans un premier temps à l'appui à l'apprentissage dans le cadre de la riposte du Fonds à la COVID-19. Trois activités d'apprentissage en ligne ont couvert divers thèmes, dont la réorientation de projets, les solutions numériques et la supervision à distance. Des notes thématiques comprenant des recommandations pratiques ont été élaborées à l'intention de la haute direction.

## **Intégration des questions relatives à l'environnement et au climat, à l'égalité des sexes, à la nutrition et à la jeunesse**

1. Durant la première année consacrée à la poursuite de l'engagement pris dans le cadre de FIDA11 de promouvoir les thématiques transversales, le Fonds a revu les processus qu'il applique à ses opérations et à ses activités de planification, et s'est doté des capacités, des outils et des approches nécessaires pour obtenir des résultats en ce domaine. Des définitions et des critères ont été adoptés et intégrés dans le système de gestion des résultats opérationnels, et un rigoureux processus de validation a été mis en place.
2. Différents outils ont été mis au point ou révisés, notamment la version révisée des directives opérationnelles<sup>13</sup>, l'adaptation des méthodes axées sur les ménages en vue d'intégrer les questions concernant la jeunesse, la nutrition et les changements climatiques<sup>14</sup> et la version révisée des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)<sup>15</sup> qui sera prochainement publiée. Le Cadre de mise en œuvre d'approches porteuses de transformation pour les thèmes à transversaliser<sup>16</sup> fait encore mieux ressortir les interconnexions entre les thématiques transversales et montre comment le FIDA entend relier ses activités de manière à assurer des transformations au niveau du milieu rural et des ménages.
3. Les investissements du Fonds intègrent de plus en plus souvent les thématiques transversales dans leur théorie du changement dans l'objectif de parvenir à des résultats porteurs de transformations. À cet égard, une analyse des 38 projets approuvés en 2019 montre que 21% des nouveaux projets intégraient les quatre thématiques, 45% trois thématiques et 24% deux thématiques<sup>17</sup>. Seuls 10% d'entre eux ne tenaient compte que d'une thématique, comme indiqué à la figure 1.

---

<sup>13</sup> <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41397731>

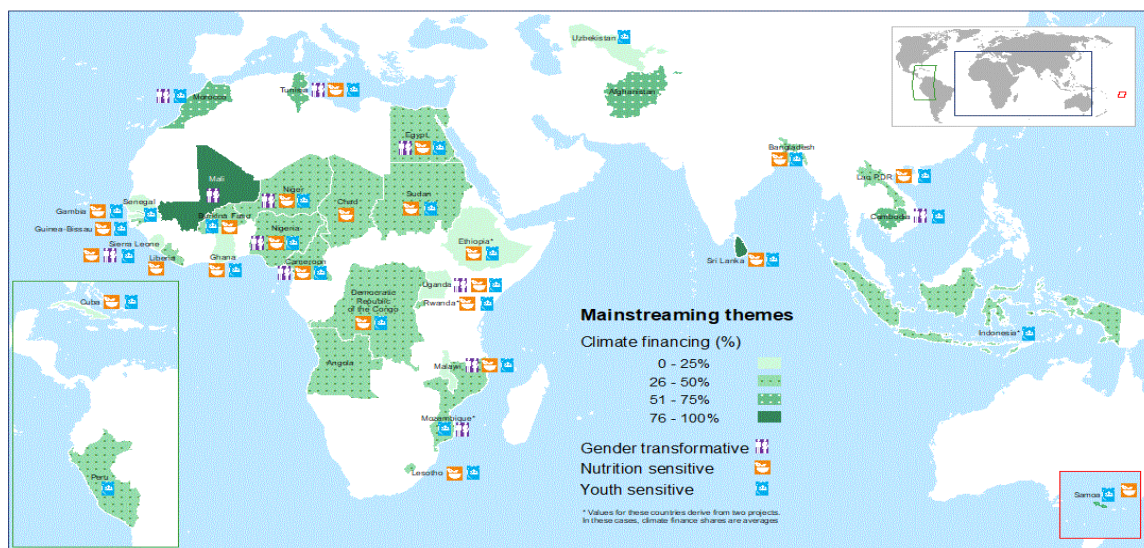
<sup>14</sup> Le FIDA a entrepris des activités pilotes concernant les moyens d'intégrer les quatre thèmes transversaux par le biais de l'utilisation des méthodes axées sur les ménages à Madagascar et au Rwanda.

<sup>15</sup> <https://www.ifad.org/fr/secap>

<sup>16</sup> <https://webapps.ifad.org/members/eb/128/docs/french/EB-2019-128-R-6.pdf?attach=1>

<sup>17</sup> Ces chiffres prennent en compte les validations des financements climatiques par les méthodes des banques multilatérales de développement (BMD) ainsi que la validation d'autres thématiques transversales au regard des engagements de FIDA11, qui ont été réalisées par OPR en collaboration avec ECG. Ils sont distincts des notes sur la qualité à l'entrée dans le portefeuille présentées dans ce rapport.

**Figure 1**  
Intégration des thématiques dans les projets approuvés en 2019



4. Les efforts de renforcement des capacités déployés par les agents du FIDA en 2019 ont également porté sur l'intégration des thématiques, dans le but d'accroître les capacités techniques. Environ 800 participants (agents du FIDA et partenaires d'exécution des projets) ont participé à 12 cours de formation structures organisés dans les cinq régions et au siège.

## I. Pleins feux: intégration de la question des changements climatiques dans les opérations du FIDA

5. Ce chapitre présente une description générale des initiatives d'intégration des questions relatives à l'environnement et aux changements climatiques, qui complète le rapport détaillé présenté dans l'annexe sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP).
6. **Contexte international.** L'action menée en 2019 a préparé le terrain à l'octroi de la priorité aux questions relatives à l'environnement et aux changements climatiques en 2020. D'ici à décembre 2020, les pays doivent présenter des contributions déterminées au niveau national (CDN) à l'Accord de Paris plus ambitieuses, afin de planifier leur transition vers un développement résilient et à faible taux d'émission. Cette année est également la dernière de la période prévue pour la réalisation des Objectifs d'Aichi pour la biodiversité et l'établissement d'un cadre mondial pour la biodiversité après 2020. Les mesures sans précédent qui ont dû être prises pour lutter contre la COVID-19 ont toutefois entraîné la suspension des opérations normales dans la plupart des pays du monde entier, et ont provoqué le report de réunions majeures, notamment la quinzième Conférence des Parties (COP15) à la Convention sur la diversité biologique et la vingt-sixième Conférence des Parties (COP26) à la Conférence-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Aujourd'hui, alors que le monde veut se reconstruire après cette crise sans précédent, il semble de plus en plus possible de bâtir un avenir à moindre impact à partir de modèles d'activité novateurs. Le renforcement des activités de préparation aux situations de crise et de planification à long terme est un important élément constitutif d'un avenir plus durable.

7. **Orientation stratégique.** Le FIDA s'appuie sur sa Stratégie et plan d'action dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques 2019-2025<sup>18</sup> pour accroître la résilience des petits exploitants et des populations rurales, et les aider à faire face aux menaces environnementales et climatiques. Les PESEC<sup>19</sup> demeurent essentielles à l'intégration des questions relatives à l'environnement et aux changements climatiques dans 100% des stratégies de pays et des projets du FIDA. Elles donnent lieu, à cette fin, à l'analyse des risques correspondants et au recensement des stratégies de gestion adaptées. Le FIDA a entrepris en 2019 de réviser les PESEC pour renforcer les normes et les mesures de sauvegarde et en inclure de nouvelles.
8. D'importants éléments qui ont des répercussions sur les PESEC ont déjà été actualisés en 2019. Dans le droit fil du principe appliqué dans les ODD, qui consiste à ne laisser personne de côté, les directives opérationnelles révisées relatives au ciblage<sup>20</sup> (septembre 2019) contribuent à ce que les opérations du FIDA déterminent avec plus de précision le profil des ruraux pauvres et les zones où ils vivent. Les chevauchements entre les vulnérabilités environnementales/climatiques et les facteurs socioculturels sont également pris en compte dans les stratégies de ciblage du FIDA et intégrées dans les analyses et les recommandations des PESEC.
9. **Résultats de 2019.** Compte tenu des nouveaux engagements ambitieux qui doivent être poursuivis, le tableau 1 récapitule les résultats prometteurs obtenus en 2019 au regard d'importants indicateurs de performance. Le **tableau 2**, qui figure à la fin de ce chapitre, donne des détails supplémentaires sur tous les engagements pertinents pris dans le cadre de FIDA11 et au titre de la Stratégie dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques.

**Tableau 1**

Résultats dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques en 2019

Catégorie	Engagement de FIDA11	Progrès accomplis au regard des engagements
Stratégies de pays	100% des stratégies de pays approuvées en 2019 analysent les CDN.	100% des stratégies de pays approuvées en 2019 analysent la CDN du pays.
Conception du projet	25% du PPD de FIDA11 est "axé sur le climat".	Un montant de <b>568 millions d'USD</b> approuvé en 2019 dans le cadre du PPD au titre de 38 projets (soit 34% du montant total des approbations) a été validé en tant que financement axé sur les changements climatiques, suivant les méthodes de suivi des financements climatiques appliquées par les banques multilatérales de développement (BMD).
Achèvement du projet	Une note égale ou supérieure à 4 est attribuée, à leur achèvement, à 90% des projets clos durant FIDA11 au titre de la <b>gestion de l'environnement et des ressources naturelles</b> .	<b>87%</b> des projets achevés en 2019 sont évalués modérément satisfaisants ou mieux (4+) au titre de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles.
	Une note égale ou supérieure à 4 est attribuée, à leur achèvement, à 90% des projets clos durant FIDA11 au titre de <b>l'adaptation aux changements climatiques</b> .	91% des projets achevés en 2019 sont évalués modérément satisfaisants ou mieux (4+) au titre de l'adaptation aux changements climatiques.

10. **Exemples de meilleures pratiques. Le recours à des financements climatiques pour mettre à l'essai des innovations permet de constituer une base de faits et offre la possibilité de produire des transformations à l'échelle nationale.** En République de Moldova, le projet sans exclusive de

<sup>18</sup> Stratégie dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/39434396>

Cadre de gestion des résultats: <https://webapps.ifad.org/members/eb/126/docs/french/EB-2019-126-R-3.pdf>

<sup>19</sup> [www.ifad.org/fr/document-detail/asset/39563472](http://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/39563472)

<sup>20</sup> [www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41397731](http://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41397731)

croissance économique et d'adaptation au changement climatique a permis d'offrir aux autorités publiques des conseils sur l'action à mener, d'assurer des formations, et de fournir des matériels et du crédit à 9 000 bénéficiaires dans le but d'accroître de 26 000 hectares les superficies cultivées par des méthodes de conservation. Près de 60% des bénéficiaires ont indiqué que leurs rendements et leur résilience s'étaient accrus, essentiellement par suite de l'amélioration de la rétention d'eau dans cette région de plus en plus sujette à la sécheresse. Un nouveau projet pour la conservation des compétences pour la transformation du milieu rural (*Talent Retention for Rural Transformation*) doit donner lieu à l'élaboration d'un programme particulier axé sur l'agriculture de conservation en collaboration avec l'Université nationale d'agronomie de Moldova.

11. **Il est particulièrement utile d'adopter des approches intégrées dans les pays très vulnérables.** La contribution déterminée au niveau national (CDN) de la Grenade fait ressortir l'importance de faire face aux risques climatiques grandissants associés à la sécheresse, au raccourcissement des saisons des pluies, à la hausse des températures et à la dégradation des zones côtières. L'agriculture, dans ce petit État insulaire en développement souffrant d'insécurité alimentaire et de malnutrition, est le fait de communautés agricoles vieillissantes qui utilisent des technologies traditionnelles. Afin de remédier de manière globale à ces difficultés, le Programme en faveur de l'agriculture climatiquement rationnelle et des entreprises rurales (SAEP) a donné lieu à des consultations avec les jeunes au stade de sa conception qui s'est déroulée suivant un processus participatif. Un grand nombre de personnes consultées ont indiqué qu'elles seraient intéressées par la poursuite d'activités agricoles à condition que ces dernières soient plus rentables, puissent être pratiquées au moyen de technologies modernes et donnent lieu à des formations. Le SAEP cible donc les jeunes pour amener ces derniers à pratiquer une agriculture résiliente face aux changements climatiques, par exemple en gérant plus efficacement les ressources en eau. Il assure des formations portant sur les impacts climatiques à tous les membres de la population, notamment dans les écoles et dans des jardins potagers cultivés de manière intelligente sur le plan climatique, et encourage la pratique d'une agriculture familiale de manière à alimentaire et renforcer la sécurité améliorer la nutrition.
12. **Gestion des savoirs et sensibilisation.** Une haute priorité a été accordée à la gestion des savoirs et au renforcement des capacités en 2019 par suite des ambitieux engagements pris dans le cadre de FIDA11. De nouvelles orientations et programmes de formation portant, par exemple, sur l'application des méthodes des BMD pour le suivi des financements climatiques et l'adoption d'indicateurs relatifs à l'environnement et aux changements climatiques ont été mis en place. Quelque 280 agents du FIDA ont reçu une formation dans ces domaines en 2019. Le plan de formation portant sur l'environnement et le climat, qui est en cours de préparation, devrait être mis en œuvre en 2020-2021. Le FIDA a publié son deuxième Rapport sur l'action climatique qui a été lancé à l'occasion de la COP25 de la CCNUCC, et a examiné la résilience dans des optiques régionales et thématiques particulières dans de nouvelles publications de la série *Advantage*. Il a collaboré à des publications avec le Fonds pour l'environnement mondial (FEM)<sup>21</sup> et l'ONG britannique Building Resilience and Adaptation to Climate Extremes and Disasters<sup>22</sup>.
13. **Participation à l'élaboration des politiques et partenariats.** La fourniture d'un appui à la mise en œuvre des Conventions de Rio est un aspect fondamental de l'action internationale menée par le FIDA dans le domaine de l'environnement et du climat. Le Fonds contribue activement aux efforts déployés pour entériner le cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020. Il resserre également son partenariat

<sup>21</sup> <https://www.thegef.org/publications/good-practice-brief-fostering-sustainability-and-resilience-food-security-niger>

<sup>22</sup> <http://www.braced.org/contentAsset/raw-data/39f17fcb-e822-43d3-9b53-8d3f3e3989b3/attachmentFile>

à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification pour promouvoir le renforcement de la résilience dans l'agriculture. Le FIDA, qui joue un rôle de plus en plus important, communique régulièrement des informations à la CCUNCC et contribue aux négociations sur l'action climatique dans le secteur agricole. Il a innové en 2019 en se joignant au Partenariat des CDN, a organisé une réunion de la Commission mondiale sur l'adaptation consacrée à l'agriculture paysanne, a renforcé sa participation à titre d'observateur aux groupes de travail des BMD sur le suivi des financements de l'adaptation et de l'atténuation, et a obtenu l'approbation de ses premiers projets dans le cadre du Fonds vert pour le climat. Afin de collaborer plus étroitement avec les autorités nationales désignées du Fonds vert pour le climat, le FIDA a constitué un partenariat avec ces autorités, qui a donné lieu à l'organisation de plusieurs ateliers dans la région de l'Afrique orientale et australe et dans la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre. L'existence de partenariats bien établis demeure par ailleurs essentielle.

14. **Mobilisation des ressources.** En 2019, le FIDA a mobilisé 611,4 millions d'USD auprès de diverses sources au titre de financements axés sur l'environnement et les changements climatiques<sup>23</sup>. Il a consacré un montant de 507 millions d'USD, par l'intermédiaire de son programme de prêts et dons, à la poursuite d'une action pour aider les petits producteurs à s'adapter aux changements climatiques et il a spécialement affecté un montant de 61 millions d'USD au soutien de mesures d'atténuation. Il a aussi obtenu un montant de 43,4 millions d'USD du Fonds pour l'adaptation, du FEM et du Fonds vert pour le climat. Le FIDA a supervisé plus de 77 projets actuellement consacrés à l'environnement et au climat financés par des fonds supplémentaires axés sur l'environnement et les changements climatiques. En 2019, il a obtenu un montant de 47,3 millions d'USD sous forme de contributions complémentaires non affectées de l'Allemagne, de la Suède et de la Suisse pour appuyer l'action climatique poursuivie dans le cadre du portefeuille de FIDA11. Il a reçu du Canada un prêt d'un montant de 150 millions de CAD (environ 109 millions d'USD) afin de financer des investissements axés sur le climat cadrant avec ses engagements.
15. **Perspectives pour FIDA11.** Les investissements visant à concrétiser les ambitieuses cibles de FIDA11 commençant à se concrétiser, l'attention portera en 2020-2021 sur l'appui fourni au stade initial, lorsque les premiers résultats obtenus dans le domaine de l'environnement et du climat se manifesteront. Les nouvelles PESEC renforceront les approches concernant la biodiversité, les changements climatiques et d'autres priorités sociales et environnementales. En 2020, le FIDA a redoublé ses efforts de mobilisation de ressources axées sur l'environnement et les changements climatiques, notamment dans le but de promouvoir la poursuite d'approches-programme à grande échelle qui contribueront à renforcer la résilience dans un monde post-COVID. L'évaluation thématique que consacre IOE à l'appui apporté par le FIDA à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques fournira d'utiles enseignements à cet égard.

**Tableau 2**

Progrès accomplis en 2019 au regard des engagements environnementaux et climatiques de FIDA11

Engagements pris au titre de FIDA11 dans le domaine du climat (ODD 13), une attention particulière étant portée à la viabilité environnementale (ODD 15) <sup>24</sup>	Indicateur/objectif correspondant de la Stratégie et du plan d'action du FIDA dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques	Premiers résultats durant FIDA11
<i>Élaborer une nouvelle stratégie et un nouveau plan d'action relatifs aux changements climatiques et à</i>	s.o.	<b>Engagement tenu.</b> Le Conseil d'administration a approuvé la Stratégie dans le domaine de l'environnement et des changements climatiques lors de sa

<sup>23</sup> Les cofinancements climatiques émanant de sources autres que les fonds supplémentaires pour l'environnement et le climat ne sont pas inclus dans le total.

<sup>24</sup> Adapté à partir du tableau 1 du document GC 41/L.3/Rev.1.



<i>l'environnement en ciblant les ODD et l'Accord de Paris</i>		cent vingt-cinquième session et le cadre de gestion des résultats lors de sa cent vingt-sixième session.
<i>Renforcer l'attention portée à la viabilité environnementale et aux solutions gagnant-gagnant en matière d'adaptation et d'atténuation</i>	<p><b>2.2.1.</b> L'approche stratégique des énergies renouvelables est validée et soutenue.</p> <p><b>2.2.2.</b> Sur l'ensemble des projets approuvés pendant FIDA11, 30% sont axés sur les technologies vertes (à revoir pour FIDA12).</p> <p><b>2.4.1.</b> Sur l'ensemble des projets approuvés pendant FIDA11, 54% doivent comprendre au moins un indicateur axé sur l'environnement et les changements climatiques.</p> <p><b>2.4.2.</b> Soixante projets sont conçus et 15 autres exécutés en utilisant l'outil ex ante bilan carbone (EX-ACT).</p> <p><b>3.1.3.</b> Moins de 5% des projets financés par le FIDA approuvés durant FIDA11 ont reçu une note insatisfaisante (3 ou moins) durant la mise en œuvre au titre de la conformité aux PESEC lors de l'examen à mi-parcours</p>	<p><b>En cours:</b></p> <p><b>2.2.1.</b> Le document d'orientation sur les énergies renouvelables pour une agriculture durable (RESA) a été finalisé.<sup>25</sup></p> <p><b>2.2.2.</b> L'intégration des technologies vertes durant FIDA11 est en cours.</p> <p><b>2.4.1.</b> L'adoption des indicateurs de base du FIDA pour l'environnement et les changements climatiques est obligatoirement liée à la proportion et au type (adaptation ou atténuation) de financement climatique du FIDA inclus dans un investissement. Sur les 38 projets approuvés en 2019, 63% comprennent au moins un indicateur pour l'environnement et les changements climatiques. Environ 30% des projets comprennent de deux à quatre indicateurs.</p> <p><b>2.4.2.</b> Un accord a été signé avec la FAO en vue d'évaluer 75 projets à l'aide de l'outil ex ante bilan carbone durant FIDA11 et FIDA12. Les évaluations portant sur 10 projets ASAP sont maintenant achevées (lors de l'examen à mi-parcours et à l'achèvement) et font état d'une réduction cumulée des GES estimée à 10,4 t/CO<sub>2</sub>e sur une période de 20 ans. Cinq nouvelles conceptions de projet, soumises au Fonds pour l'adaptation, au Fonds vert pour le climat et au FEM devraient, selon les estimations, avoir des effets positifs cumulés de 6,4 millions t/CO<sub>2</sub>e de GES sur une période de 20 ans. De plus amples évaluations sont en cours. Abstraction faite du don avec la FAO, cinq projets du FIDA approuvés en 2019 ont donné lieu à des analyses ex ante bilan carbone, et devrait avoir des effets positifs estimés à 21,6 millions de t/CO<sub>2</sub>e de GES sur 20 ans, avec l'appui de financements de l'atténuation effectués dans le cadre du programme de prêts et dons du FIDA.</p> <p><b>3.1.3. Référence.</b> Durant FIDA10, 9% des projets ont reçu une note égale ou inférieure à 3 au titre de l'application des PESEC lors de l'examen à mi-parcours. Il importe de noter que 35% des projets n'avaient pas été notés lors de l'examen à mi-parcours au titre de la performance au regard des PESEC, mais que 100% des projets conçus durant FIDA11 le seront. Cette référence confirme que l'ambition de la cible établie pour l'indicateur 3.1.3 est adéquate.</p>
<i>Accroître la mobilisation des ressources par l'intermédiaire du Fonds vert pour le climat, du FEM et du guichet climat financé au moyen de contributions complémentaires non affectées</i>	<b>B. [indicateur d'effet direct/cible]</b> Un financement de l'action climatique supplémentaire pouvant atteindre 500 millions d'USD est mobilisé pendant FIDA11 et FIDA12 (dont au moins 200 millions d'USD pendant FIDA11).	<b>En cours:</b> En 2019, un montant total de 43,4 millions d'USD a été mobilisé auprès du Fonds pour l'adaptation, du FEM et du Fonds vert pour le climat

<sup>25</sup> <https://www.ifad.org/fr/web/knowledge/publication/asset/41937670>

<i>Tous les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) analysent les cibles CDN et les engagements correspondants.</i>	<b>A. [indicateur d'effet direct/cible]</b> Tous les nouveaux COSOP établis durant FIDA11 contiennent une analyse des buts et des engagements en matière de contributions déterminées au niveau national afin d'éclairer les interventions du FIDA.	<b>En cours:</b> Tous les COSOP (16) et toutes les notes de stratégies de pays (6) approuvés en 2019 comprennent une analyse des CDN  Le FIDA a rejoint le Partenariat sur les contributions déterminées au niveau national en 2019 et contribue à son Groupe de travail thématique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'utilisation des sols.
<i>Assurer un suivi systématique du financement de l'action climatique à l'aide de la méthode des BMD afin de faire en sorte que 25% du programme de prêts et dons de FIDA11 soient "axés sur le climat"</i>	<b>6.3.1.</b> 100% des projets de FIDA11 font l'objet d'une analyse au titre des financements climatiques.  <b>6.3.2.</b> Au moins 25% du programme de prêts et dons du FIDA sont alloués à des activités axées sur le climat pendant FIDA11, et au moins 35% pendant FIDA12.	<b>En cours:</b> Si l'on considère les montants approuvés dans le cadre du programme de prêts et dons du FIDA de 2019, un montant de 568 millions d'USD au titre de 38 projets (34% des montants approuvés en 2019) a été validé en tant que financements axés sur les changements climatiques, selon les estimations effectuées suivant les méthodes des BMD. Les financements du FIDA se sont chiffrés à 507 millions d'USD pour l'adaptation et à 61 millions d'USD pour l'atténuation.
<i>Mettre en place le mécanisme d'assistance technique au titre de l'ASAP 2</i>	<b>2.1.2.</b> Un montant de 100 millions d'USD est assuré pour la phase II de l'ASAP, qui porte sur le soutien technique et les possibilités de pilotage et de démonstration.	<b>En cours:</b> Dispositif mis en place en 2017, et mobilisation d'une contribution de 15 millions d'USD au dispositif technique d'ASAP2 durant FIDA10.  À ce jour, 32 notes conceptuelles portant sur un montant total de 12,8 millions d'USD ont été approuvées. Un montant de 8,3 millions d'USD a déjà été engagé.

## II. Pleins feux: Intégration de la question de la nutrition

16. Ce chapitre "Pleins feux" comprend, pour la première fois, une description générale des initiatives d'intégration des questions de nutrition. Il présente les résultats et les enseignements de la première année de mise en œuvre de l'ambitieux programme d'intégration de FIDA11.
17. **Contexte international.** Le rapport intitulé "L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde"<sup>26</sup> fait ressortir le fait que si l'excès pondéral et l'obésité continuent de s'accroître dans toutes les régions, en particulier chez les enfants, le nombre d'enfants présentant des retards de croissance diminue toujours trop lentement. L'insécurité alimentaire et la faim augmentent, en particulier dans les nombreux pays dont l'économie s'est contractée, essentiellement les pays à revenu intermédiaire. Les chocs économiques contribuent de surcroît à prolonger et à aggraver les crises alimentaires qui sont principalement dues aux conflits et aux chocs climatiques.
18. Dans l'intervalle, le Rapport sur la nutrition mondiale 2018<sup>27</sup> fait état de l'absence affligeante de progrès dans le domaine de la malnutrition malgré le renforcement des engagements pris en ce domaine. Il est impératif de prendre des engagements et de mobiliser des financements pour améliorer les régimes alimentaires et mettre fin à la malnutrition sous toutes ses formes de manière à se rapprocher des ODD. Il est également nécessaire de poursuivre des initiatives novatrices et transversales, et de procéder à de nouveaux investissements pour combler les carences des données et promouvoir la constitution d'une base de faits et l'adoption de mesures plus efficaces. Si de tels efforts ne sont pas déployés, il ne sera pas possible d'atteindre l'ODD 2.

<sup>26</sup> <http://www.fao.org/3/ca5162en/ca5162en.pdf>

<sup>27</sup> <https://globalnutritionreport.org/reports/global-nutrition-report-2018/>

19. Le monde est actuellement confronté et doit répondre au problème sans précédent de la pandémie de COVID-19, qui exerce des pressions supplémentaires sur des populations déjà vulnérables. La pandémie exacerbe rapidement la crise qui sévissait déjà dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Il importe de prendre des mesures pour protéger et promouvoir une bonne nutrition, en intégrant de manière adéquate des mesures de nutrition dans tous les plans de relance après la pandémie de COVID-19. Il est aussi nécessaire de déployer des efforts pour protéger les programmes de nutrition actuels, en particulier pour les populations les plus vulnérables, et de concevoir des projets visant à créer des systèmes alimentaires qui favorisent la résilience à tous les niveaux.
20. **Orientation stratégique.** Le Plan d'action du FIDA pour la nutrition 2019-2025<sup>28</sup> présente le cadre régissant l'intégration accélérée de la nutrition dans les investissements du Fonds. Ce dernier encourage l'adoption d'une agriculture axée sur la nutrition afin d'optimiser au mieux la contribution du secteur à la sécurité nutritionnelle. Il se fonde sur les domaines d'intervention du plan pour s'assurer qu'une aide est fournie aux bénéficiaires des projets pour leur permettre d'accroître la production et la consommation d'aliments nutritifs diversifiés et d'avoir accès à de tels aliments pour améliorer leur état de santé et leur bien-être. Cette approche tient compte des liens d'interdépendance avec les autres thématiques transversales portant sur les changements climatiques et l'environnement, le genre et la jeunesse, une attention particulière étant accordée aux groupes vulnérables, notamment les personnes handicapées et les peuples autochtones. L'agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels implique en outre de cibler les ménages pauvres, de promouvoir l'équité entre les sexes et d'assurer une éducation nutritionnelle de sorte que les ressources des ménages soient utilisées pour améliorer le régime alimentaire de tous leurs membres, y compris les femmes, les adolescentes et les jeunes enfants.
21. **Résultats de 2019.** Les engagements pris dans le cadre de FIDA11 dans le domaine de la nutrition à toutes les étapes du cycle du projet ainsi que les résultats initiaux prometteurs obtenus au regard de ces engagements en 2019 sont présentés dans le tableau 3 ci-après.

**Tableau 3**

Résultats dans le domaine de la nutrition en 2019

Catégorie	Engagement de FIDA11	Progrès accomplis au regard des engagements
Stratégies de pays	100% des <b>stratégies de pays</b> donnent lieu à une évaluation de la situation nutritionnelle.	<b>100%</b> des COSOP bénéficient d'une évaluation nutritionnelle.
Conception du projet	Au moins 50% des <b>projets</b> sont conçus de manière à prendre en compte les enjeux nutritionnels.	<b>63%</b> des projets approuvés en 2019 ont été validés en tant que projets prenant en compte les enjeux nutritionnels au stade de la conception.
Projets en cours d'exécution	50% des projets prenant en compte les enjeux nutritionnels ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 au titre de la nutrition durant les activités de <b>supervision et lors de l'examen à mi-parcours</b> (note globale).	<b>75%</b> des projets prenant en compte les enjeux nutritionnels ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 au titre de la nutrition durant les activités de supervision et lors de l'examen à mi-parcours (au total, 32 projets de ce type ont été recensés en 2019).
	50% des projets prenant en compte les enjeux nutritionnels ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 au titre de la	<b>77%</b> des projets prenant en compte les enjeux nutritionnels ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 au titre de la nutrition durant les activités de supervision (26 projets de ce type ont été recensés dans le Rapport sur l'état d'avancement des projets en 2019).

<sup>28</sup> <https://www.ifad.org/fr/document-detail/asset/41237860>

	nutrition durant les activités de <b>supervision.</b>	
	50% des projets prenant en compte les enjeux nutritionnels ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 au titre de la nutrition lors de l' <b>examen à mi-parcours.</b>	<b>67%</b> des projets prenant en compte les enjeux nutritionnels ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 au titre de la nutrition lors de l'examen à mi-parcours (6 projets de ce type ont été recensés lors de l'examen à mi-parcours en 2019).

22. **Exemples de meilleures pratiques: Amélioration des connaissances, des attitudes et des pratiques en matière de nutrition et d'hygiène dans le cadre du projet IESS-Kairouan.** Bien que la situation nutritionnelle s'améliore en Tunisie, la malnutrition reste un problème, en particulier dans les zones rurales du centre et du nord-ouest. Il existe néanmoins des cas de surnutrition dans d'autres régions du pays, en particulier dans les zones urbaines. Le projet IESS-Kairouan approuvé en 2019, qui est financé par le FIDA, apportera un appui ciblé sur l'établissement de jardins potagers et fournira des informations sur les changements sociaux et comportementaux nécessaires pour lutter contre les problèmes liés à la nutrition. Il appuiera de surcroît l'élargissement de l'accès de 4 500 ménages à l'eau potable, ce qui permettra de lutter contre les maladies d'origine hydrique, qui peuvent compromettre la situation nutritionnelle des membres de la population et en particulier des jeunes enfants. Le projet IESS-Kairouan donne lieu à une étude des "connaissances, attitudes et pratiques" axées sur la nutrition, qui a pour objet de mesurer les améliorations des pratiques de nutrition et d'hygiène apportées durant le projet.
23. **Approches convergentes pour la nutrition en République démocratique populaire lao.** Le Projet d'appui stratégique à la sécurité alimentaire et à la nutrition/Agriculture pour la Nutrition (AFN) en République démocratique populaire lao met en relief les bonnes pratiques fondées sur la poursuite d'approches convergentes pour la nutrition au niveau du village. Ce projet est une intervention conjointe du FIDA (agriculture tenant compte des enjeux nutritionnels) et de la Banque mondiale (promotion de la santé). La malnutrition ayant de multiples causes, il est nécessaire pour s'attaquer à ce problème d'adopter une approche couvrant différents secteurs, notamment la santé, l'agriculture, la protection sociale et l'éducation. Le projet AFN a permis d'assurer une formation dans la plupart des villages aux femmes enceintes et aux mères d'enfants âgés de moins de 2 ans portant sur la sécurité de l'alimentation et de la nutrition. Ces dernières ont également appris comment créer des jardins potagers et ont bénéficié d'interventions sanitaires très nécessaires. Dans les villages, la collaboration entre les intervenants chargés de la sécurité de l'alimentation et de la nutrition et des agents de santé communautaires garantit la poursuite d'interventions ciblées sur chaque enfant. Cette convergence des deux investissements évite des chevauchements et permet de mieux coordonner les services et d'assurer un appui mieux ciblé au niveau des villages.
24. **Soutien aux opérations.** Un appui est fourni aux projets à tous les niveaux. Le FIDA a établi une définition commune de l'intégration de la nutrition à partir d'une série de critères de base. Il a accru l'appui technique au stade de la conception, de sorte que 63% des projets approuvés en 2019 prennent en compte les enjeux nutritionnels ainsi que l'appui à la mise en œuvre et qu'environ 77% des projets de ce type ont obtenu une note égale ou supérieure à 4 au stade de la supervision. Il est parvenu à ce résultat en déployant des efforts de renforcement des capacités qui ont systématiquement ciblé les partenaires d'exécution et les bureaux de pays. Par exemple, 70 participants associés à 26 projets ont reçu une formation dans le cadre d'un atelier régional visant à renforcer les compétences techniques, analytiques et administratives nationales à l'appui d'une agriculture prenant en compte les enjeux nutritionnels en Afrique de l'Ouest et du Centre.

25. **Gestion des savoirs et sensibilisation.** La définition d'indicateurs de nutrition de base, qui sont maintenant au nombre de trois, a marqué une étape importante. L'un d'eux, qui a trait aux produits (indicateur de base C1 1.1.8.) est le *nombre de personnes/ménages recevant un soutien ciblé pour améliorer leur nutrition*. Deux indicateurs, qui ont trait aux résultats (indicateurs de base COI 1.2.8 et COI 1.2.9) sont, respectivement, le *pourcentage de femmes déclarant une diversité alimentaire minimale (MDDW)* et le *pourcentage de ménages dont les connaissances, les attitudes et les pratiques se sont améliorées*. Des directives sur les méthodes à suivre pour les mesurer sont incluses dans le document intitulé *Core Outcome Indicators Measurement Guidelines*<sup>29</sup> que vient de publier le FIDA. Ces efforts contribueront largement à la collecte d'informations utiles à la prise de décision concernant les investissements dans la nutrition. Le FIDA a également, avec l'appui du Canada, mis au point différents produits de savoir pour appuyer la prise en compte systématique des questions de nutrition. La note pratique sur l'intégration des questions de nutrition fournit des directives opérationnelles détaillées aux agents, aux consultants et aux partenaires du FIDA qui peuvent les utiliser aux fins de la formulation de stratégies de pays et de projets d'investissement appuyés par le Fonds. Le nouveau Cadre opérationnel pour soutenir une agriculture axée sur la nutrition grâce aux espèces négligées et sous-utilisées<sup>30</sup>, mis au point par le FIDA en collaboration avec Bioversity International, répond à la nécessité grandissante de renforcer la base d'observations sur la contribution de ces espèces à la nutrition. Le FIDA promeut les espèces négligées et sous-utilisées depuis 2001. Le cadre opérationnel renforce également les capacités et la génération de savoirs de manière à appuyer les activités de gestion, d'évaluation et de sensibilisation. Le FIDA a réalisé une étude pour recenser les possibilités de soutenir des investissements prenant en compte les enjeux nutritionnels en Afrique de l'Ouest et du Centre dans le but de soutenir une action stratégique dans le domaine de la nutrition au Sahel. Des produits de savoir axés sur les travaux du FIDA dans le domaine de la nutrition ont également été élaborés et diffusés. Il s'agit, notamment, de vidéos<sup>31</sup>, de blogues d'experts<sup>32</sup> et de témoignages sur le web<sup>33</sup>.
26. Le projet financé par un don intitulé "Renforcement des capacités des acteurs locaux pour des filières agroalimentaires sensibles aux enjeux nutritionnels en Zambie et au Malawi", a été achevé en décembre 2019. Il avait pour objet d'améliorer la situation nutritionnelle des ménages agricoles dans des sites déterminés. L'intervention, qui a été mise en œuvre par l'Université McGill au Canada, a donné lieu à plusieurs innovations pouvant être reproduites à plus grande échelle. Elle a promu de nouvelles méthodes d'éducation portant sur la nutrition et de communication d'informations pour encourager les changements de comportement; la mise en place d'un suivi mobile de la nutrition d'un bon rapport coût-efficacité; et la production de données qualitatives et quantitatives sur les aliments. Ce concept est actuellement mis à l'essai dans quatre projets menés par le FIDA en Bolivie (État plurinational de), en Éthiopie, en République démocratique populaire lao et en Zambie. Enfin, des poudres riches en nutriments ont été introduites, et largement acceptées, dans les régimes alimentaires locaux, de sorte qu'il serait possible de mettre en place des chaînes de valeur locales prenant en compte les enjeux nutritionnels, qui procureraient de surcroît aux femmes de nouveaux moyens de subsistance.
27. **Participation à l'élaboration des politiques et partenariats.** En 2019, le FIDA a accru sa participation et sa présence dans le cadre des instances et des initiatives mondiales et régionales consacrées à la nutrition. En sa qualité de

---

<sup>29</sup> Document d'orientation interne.

<sup>30</sup> Bioversity International et FIDA, Rome, (Italie). 2019 <https://www.ifad.org/fr/web/latest/speech/asset/41260637>.

<sup>31</sup> [Action du FIDA sur la nutrition. Inde: barrer la route à la malnutrition](#)

<sup>32</sup> [Pourquoi les femmes ont-elles un rôle crucial dans la nutrition et l'éradication de la pauvreté?](#)

<sup>33</sup> [Mettre les variétés de culture locales au service d'une agriculture axée sur la nutrition](#)

président du Comité permanent de la nutrition des Nations Unies, il a facilité un dialogue interinstitutions et a appuyé la création du réseau Nutrition de l'ONU. Il a activement contribué au Rassemblement mondial du Mouvement Scaling Up Nutrition au Népal, a participé à différentes sessions organisées en marge de la réunion du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA) et a présenté des observations et des commentaires sur les Directives volontaires relatives aux systèmes alimentaires et à la nutrition du Comité. Le FIDA a également forgé et renforcé ses partenariats avec les centres de recherche du CGIAR (Bioversity International, CIAT, World Fish, Centre international pour la recherche en agroforesterie (CIRAF)), les organismes ayant leur siège à Rome et d'autres institutions des Nations Unies (UNICEF, OMS etc.), les milieux universitaires (Université Wageningen, Université McGill), Harvest Plus et d'autres institutions financières internationales comme la Banque mondiale. Ces partenariats sont propices à la conception de produits de savoirs, au renforcement des capacités et à la participation à l'élaboration des politiques. Au niveau régional, le FIDA s'est joint au dialogue poursuivi dans le cadre de l'Initiative du Japon pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique.

28. **Mobilisation des ressources.** En 2019, la Norvège a accordé au FIDA un montant de 60 millions de couronnes norvégiennes (NOK) pour financer un appui technique à la mise en œuvre par l'intermédiaire du projet *Nourishing people and the earth through inclusive and sustainable agriculture*, qui vise à nourrir les populations et la planète grâce à une agriculture inclusive et durable. Cet appui permettra de dégager des financements pour la mise en œuvre d'une dizaine de projets prenant en compte les enjeux nutritionnels. Des ressources ont également été mobilisées auprès du Fonds d'assistance technique ASAP2 dans le but d'aider trois pays à analyser les interconnexions entre les changements climatiques et la nutrition au niveau de la conception de nouvelles chaînes de valeur.
29. **Perspectives pour FIDA11.** Les projets conçus de manière à prendre en compte les enjeux nutritionnels conformément aux nouveaux critères de FIDA11 commençant à être mis en œuvre, il sera essentiel, en 2020-21, de fournir un appui spécialisé durant la phase initiale. Les nouveaux indicateurs de nutrition intégrés dans ces projets contribueront largement à générer des faits permettant de prendre des décisions en connaissance de cause et de tirer les leçons de l'expérience, non seulement dans le contexte du portefeuille actuel mais aussi dans le cadre de futurs projets. Le FIDA devra renforcer les capacités dont disposent ses partenaires d'exécution pour collecter et analyser des informations aux fins de l'établissement de ces indicateurs et préparer des rapports sur ces derniers. Il conviendra également de mieux faire connaître et partager les bonnes pratiques d'un projet et d'un pays à l'autre. Le FIDA devra renforcer les capacités dont disposent ses partenaires d'exécution pour collecter et analyser des informations aux fins de l'établissement de ces indicateurs et préparer des rapports sur ces derniers. Ces activités formeront le cadre permettant d'aider les ruraux pauvres à obtenir accès à des aliments en quantité et de qualité suffisantes pour améliorer leur nutrition.

### III. Pleins feux: Intégration de la question de la jeunesse

30. Le chapitre "Pleins feux" comprend, pour la première fois, une description générale des initiatives d'intégration de la question de la jeunesse. Les résultats et les leçons de la première année de mise en œuvre de l'ambitieux programme d'intégration de FIDA11 sont présentés ici.
31. **Contexte international.** Les jeunes devraient être touchés de manière disproportionnée par les répercussions de la pandémie de COVID-19, notamment le chômage. Dans les pays à faible revenu, à revenu intermédiaire de la tranche inférieure et à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, 778 millions de jeunes vivent dans des zones rurales, semi-rurales et périurbaines où les emplois

dépendent pour l'essentiel du secteur agricole<sup>34</sup>. Il leur est difficile d'obtenir accès à des terres, à des ressources naturelles, à des financements, à la technologie, à des informations et à l'éducation et, par conséquent, de trouver des débouchés dans le domaine de la production agricole, même en temps normal. Ils peuvent néanmoins contribuer à l'apport d'une solution, car les jeunes agriculteurs et entrepreneurs innovent et utilisent de nouvelles technologies et moyens de communication pour construire des chaînes d'approvisionnement alimentaire locales et bâtir des économies plus résilientes<sup>35</sup>.

32. **Orientation stratégique.** La jeunesse est devenue une thématique transversale durant FIDA11, qui a fait des jeunes l'un des groupes socioéconomiques principalement ciblés par le Fonds. Ce dernier traite la question de l'emploi des jeunes à l'échelle de son portefeuille dans le cadre du renforcement des capacités des agents et des partenaires d'exécution, de la promotion des innovations, de la constitution de partenariats stratégiques avec la FAO et l'Organisation internationale du Travail (OIT), et de la mobilisation de jeunes interlocuteurs locaux à l'appui du développement. Les questions relatives à la jeunesse sont intégrées dans des programmes de formation en personne et en ligne ainsi que dans la version révisée des directives pour le ciblage et diverses stratégies de mobilisation des ressources de manière à contribuer aux efforts déployés par l'institution pour exécuter le programme d'intégration thématique. Les mesures prises pour renforcer les PESEC donnent également lieu à une analyse de ces questions.
33. **Résultats de 2019.** Le tableau 4 ci-après décrit de manière détaillée les principaux résultats obtenus en faveur des jeunes en 2019, par suite de l'adoption de nouveaux engagements ambitieux à tous les stades du cycle du projet du FIDA.

**Tableau 4**

Résultats dans le domaine de la jeunesse obtenus en 2019

Catégorie	Engagement de FIDA11	Progrès accomplis au regard des engagements
Stratégies de pays	100% des <b>stratégies de pays</b> analysent la question des jeunes.	100% des COSOP approuvées en 2019 analysent la question des jeunes.
Conception du projet	Au moins 50% des <b>projets</b> sont conçus de manière à prendre en compte la question des jeunes.	84% des projets approuvés en 2019 ont été validés en tant que projets prenant en compte la question des jeunes.

34. **Exemples de meilleures pratiques. Conception de stratégies particulières pour les jeunes dans le cadre du ciblage des projets.** Le Projet relatif à l'entrepreneuriat et à la résilience des petits exploitants agricoles au Sri Lanka approuvé en 2019 comporte une solide stratégie de lutte contre les obstacles auxquels se heurtent les jeunes, hommes et femmes. Il facilite leur accès à des terres, y compris à la propriété de ces dernières, favorise la mise en œuvre de leurs idées, soutient les entreprises qu'ils dirigent et établit des circuits propices à leur démarginalisation socioéconomique et à leur inclusion. Il est conçu pour créer des possibilités d'emplois pour les jeunes.
35. **Poursuite d'une approche globale axée sur la jeunesse tout au long du cycle de vie du projet.** Le deuxième Projet de développement de filières inclusives pour la période 2015-21 (PRODEFI II) qui se déroule actuellement au

<sup>34</sup> Voir FIDA, Rapport sur le développement rural 2019: *Créer des débouchés pour les jeunes ruraux* (Rome: FIDA, 2019) pour une analyse détaillée des jeunes ruraux. Les jeunes sont définis conformément à la classification des Nations Unies et sont donc constitués des personnes âgées de 15 à 24 ans. Près d'un demi-milliard de jeunes vivent dans des zones de pays en développement considérées comme rurales au sens strict du terme, mais un grand nombre d'entre eux se trouvent aussi dans des zones semi-rurales ou péri-urbaines où l'agriculture est l'activité principale.

<sup>35</sup> <https://www.un.org/development/desa/youth/wp-content/uploads/sites/21/2020/04/IAYND-Statement-COVID19-Youth.pdf>

Burundi fournit divers exemples de meilleures pratiques au stade de la conception et de la mise en œuvre. Il s'agit, notamment, du recours à des indicateurs relatifs aux jeunes, de la mise en œuvre conjointe de services financiers, de formations à l'entrepreneuriat et de partenariats pour les jeunes, et de la prise en compte des interconnexions entre la jeunesse, le genre et la nutrition. Le PRODEFI II a forgé de nouveaux types de partenariat dans le but d'élargir l'appui aux microentreprises rurales (par exemple, montage de petites et moyennes entreprises et pépinières d'entreprises) et d'assurer leur viabilité au-delà de l'achèvement du projet. Selon le rapport de supervision de 2019, 1 365 activités génératrices de revenus ont déjà été créées, soit un chiffre sensiblement supérieur à la cible initiale de 1 100. Neuf coopératives ont été organisées et sont opérationnelles, et 249 microentreprises ont été constituées (contre les 255 prévues). Huit microentreprises bénéficient d'un programme d'apprentissage traditionnel assuré par quatre entreprises, ainsi que prévu. Au total, 2 799 emplois ont été créés entre juin et septembre par des microentreprises récemment établies (80% du chiffre ciblé). Environ 38% des microentreprises sont dirigées par des femmes ou emploient du personnel féminin. L'approche pilote d'épargne et de crédit dite "banque communautaire villageoise" a permis de mobiliser 11 781 000 francs burundais (6 120 USD) au profit de 158 jeunes. Le programme affiche également d'importants progrès dus aux synergies avec les actions menées dans le domaine de la nutrition puisque 4 357 ménages ont été mobilisés et ont reçu des informations lors de 372 réunions. L'état de santé de 7 146 enfants souffrant de malnutrition modérée s'est en outre amélioré grâce au soutien apporté à des cultures ayant une forte valeur nutritive.

36. **Gestion des savoirs et sensibilisation.** En 2019, le FIDA a collaboré avec l'OIT à la formation d'un spécialiste des questions relatives à l'environnement et aux changements climatiques et de deux responsables de l'inclusion sociale dans le cadre du programme de promotion d'emplois décents à l'Académie sur le développement rural de l'OIT (Turin). Des dons ont permis de générer des connaissances et d'accroître la visibilité du FIDA auprès des partenaires. Le partenariat forgé par le FIDA avec des universités a, à lui seul, permis de financer la création d'environ 120 produits de savoir.
37. La jeunesse fait l'objet de trois publications phares: le Rapport sur le développement rural 2019, la série *Advantage* et le manuel intitulé *Mainstreaming Youth in IFAD Operations: A Practitioner's Guide* (élaboré en 2019 et officiellement lancé en 2020). Les jeunes ont également occupé une place très importante dans divers blogues d'experts, ont fait l'objet de vidéos et ont été le thème d'un épisode de la nouvelle série de podcasts du FIDA intitulée, *Agricultures. Alimentation. Avenir.*
38. La campagne *Our Future is Here*, dirigée par deux défenseurs de la cause des jeunes au FIDA, Sherrie Silver et M. Eazi, a atteint des millions d'auditeurs et a inspiré de nombreuses personnes à participer au défi #danceforchange lancé sur les médias sociaux. Les jeunes participant aux consultations relatives au dispositif pour la participation des jeunes ruraux ont enregistré des messages vidéo à l'intention des responsables de l'action publique aux niveaux mondial et régional et ont fait part de leurs propres performances.
39. **Réunions mondiales.** À l'occasion du Forum de la jeunesse du Conseil économique et social, le FIDA a organisé, avec l'OIT, la CNUCED et plusieurs organisations de jeunes une session en parallèle consacrée à la jeunesse et à l'ODD 8. Il a également contribué à deux réunions axées sur les jeunes en marge de la 46e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale<sup>36</sup>. La jeunesse a, par ailleurs, été l'un des thèmes principaux de la réunion de 2019 du Conseil des

<sup>36</sup> *The future of food and the visions of youth and Growing Young Agripreneurs: How can the next generation of agri-businesses support the transition to sustainable agriculture?* <http://www.fao.org/cfs/home/plenary/cfs46/cfs46se/se060/en/>.



gouverneurs du FIDA, qui a donné lieu à un exposé sur l'accès des jeunes à des financements.

40. **Participation à l'élaboration des politiques et partenariats.** L'un des principaux éléments du plan d'action du FIDA en faveur des jeunes ruraux consiste à mettre en place un mécanisme de collaboration avec les jeunes des pays clients. L'objectif est de permettre aux programmes du FIDA de mieux répondre aux besoins et de tenir compte des points de vue des jeunes en créant un processus consultatif plus structuré. Le FIDA a tenu des consultations avec les représentants des jeunes dans ses centres régionaux en collaboration avec PROCASUR et avec la participation des coordinateurs des questions relatives à la jeunesse de ses divisions régionales. Une note d'information récapitulant les résultats et l'action à mener sera présentée au Conseil du FIDA en septembre 2020.
41. Étant donné les compétences techniques spécialisées dont il dispose dans les domaines couverts par l'ODD 8 (*Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous*), l'OIT est le partenaire dont a besoin le FIDA pour promouvoir le programme concernant la jeunesse, notamment des emplois décents pour les jeunes. Les institutions collaborent, non seulement au cours consacré à l'emploi décent à Turin, mais aussi au premier réseau mondial de recherche sur les politiques relatives aux transitions des jeunes. Le Partenariat international de coopération sur le travail des enfants dans l'agriculture est un autre partenaire essentiel en ce domaine. Le FIDA a révisé les déclarations d'orientation des PESEC dans le but de préciser les mesures de sauvegarde et de remédier aux insuffisances des normes internationales. L'inclusion d'une section consacrée à la main-d'œuvre et aux conditions de travail s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Fonds pour présenter des directives particulières axées sur la prévention du travail forcé et du travail des enfants. Le FIDA continuera à l'avenir de tirer parti de son étroite collaboration avec l'OIT et d'autres entités en ce domaine.
42. **Mobilisation de ressources et dons.** En décembre 2019, le FIDA a signé un accord avec le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne aux termes duquel il a obtenu un montant de 10 millions d'euros pour financer le développement de centres agroalimentaires novateurs pour les jeunes en Afrique.
43. La création de possibilités d'emplois pour les jeunes ruraux africains est une initiative cofinancée par des fonds du Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement et un don de 3 millions d'USD du FIDA. Elle vise à mettre en place un réseau de centres agroalimentaires novateurs pour les jeunes dans le cadre de partenariats stratégiques forgés en Afrique de l'Ouest et du Centre et en Afrique orientale et australe dans le but de créer 21 000 emplois pour des jeunes de ces régions au cours des cinq prochaines années. Le FIDA a entrepris de réorganiser les activités de démarrage financées par le don par suite de la pandémie de COVID-19 en ayant recours aux technologies de l'information et des communications et à des outils numériques. Cette initiative présente plus d'intérêt que jamais durant cette situation d'urgence puisqu'elle vise à aider les jeunes ruraux à créer leurs propres possibilités d'emploi et à innover durant la crise et par la suite.
44. Le Programme intitulé: Des services de vulgarisation jusqu'au dernier kilomètre – aider les petits producteurs à accéder à des services de vulgarisation innovants, pluralistes et impulsés par la demande, qui a également été lancé en 2019, se poursuit grâce à un don de 3 millions d'USD du FIDA dans le cadre d'un partenariat forgé avec le Forum mondial pour le conseil rural. Ce programme vise à mobiliser et à organiser des prestataires de services de conseil ruraux au niveau local dans le cadre de plateformes publiques et privées, et à améliorer leurs compétences et leurs capacités opérationnelles en s'attachant plus précisément à répondre aux besoins des jeunes. Face à la COVID-19, le programme a mis en place une

plateforme permettant de partager à l'échelle mondiale des recommandations sur la manière d'assurer la poursuite de la production agricole, et a réaffecté une partie de ses fonds au financement d'un concours dans le cadre duquel les petits exploitants ruraux présenteront les solutions adoptées à l'échelle locale. Un prix spécial sera décerné aux jeunes des zones rurales.

45. **Perspectives pour FIDA11.** Les examens du portefeuille régional du FIDA en 2019 ont déterminé qu'il était essentiel de privilégier, à l'avenir, le mécanisme de partenariat Chine-FIDA pour la coopération Sud-Sud et triangulaire. Ils ont également mis l'accent sur l'importance de mobiliser des cofinancements au titre d'interventions portant particulièrement sur les jeunes, qui viendront s'ajouter aux opérations de prêt du FIDA. Les efforts se poursuivront dans ces deux domaines durant le reste de la période couverte par le programme de travail de FIDA11.
46. Le Fonds établira une forme de collaboration plus institutionnelle avec les jeunes ruraux en mettant en place un nouveau mécanisme. Ce dernier suivra une démarche plurisectorielle pour traiter les questions relatives aux jeunes en accroissant les possibilités d'emploi décent et en associant activement les jeunes à tous les niveaux des processus opérationnels du FIDA.

#### **IV. Rapport annuel sur la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes**

47. La publication de ce neuvième rapport annuel sur les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes coïncide avec la première année de présentation de rapports sur FIDA11 et la première année du Plan d'action pour l'égalité des sexes 2019-2025<sup>37</sup>.
48. **Contexte international.** L'année 2019 a été importante pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Le premier sommet africain sur le mariage d'enfants a été organisé et trois pays — l'Égypte, l'Indonésie et la République-Unie de Tanzanie — ont aboli cette pratique. Le 25<sup>e</sup> anniversaire du Programme d'action de Beijing, plan mondial établi pour promouvoir les droits des femmes adopté par 185 pays en 1995, approche. Malgré les progrès accomplis, certains problèmes importants perdurent. Environ 750 millions d'adultes, dont deux tiers étaient des femmes, étaient analphabètes en 2016. Selon de récentes données émanant de quelque 90 pays, les femmes consacrent en moyenne trois fois plus de temps que les hommes au quotidien à des travaux ménagers et à des tâches non rémunérées, ce qui limite leurs possibilités d'éducation ou d'emploi rémunéré et renforce les inégalités entre les sexes.
49. Ces inégalités demeurent très prononcées dans les zones rurales. Les femmes ont souvent beaucoup plus de difficultés à se procurer des intrants. À titre d'exemple, moins de 5% des femmes d'Afrique du Nord et d'Asie de l'Ouest sont propriétaires de terres agricoles. De nombreuses femmes ont de surcroît plus de problèmes que les hommes à engager des travailleurs agricoles et à obtenir accès à des services financiers institutionnels. La productivité agricole est généralement plus faible pour les femmes que pour les hommes. Les progrès réalisés face aux problèmes structurels à l'origine des inégalités entre les sexes, notamment les normes et les attitudes sociales injustes, l'existence de systèmes juridiques biaisés, le pouvoir de décision limité et la faible participation des femmes à la vie politique, sont également insuffisants. Ces différents facteurs entravent la réalisation du programme pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

---

<sup>37</sup> Bien que cette section maintienne la présentation utilisée pour les rapports sur la Politique pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes telle qu'établie dans les Rapports sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) précédents; elle couvre les progrès accomplis dans le domaine de l'égalité des sexes en tant que thématique transversale, comme le font les sections Pleins feux précédentes consacrées à l'environnement et au climat, à la nutrition et à la jeunesse.

50. La pandémie de COVID-19 est une tragédie humaine et économique. Selon les données préliminaires disponibles, elle ne touche pas les hommes et les femmes de la même manière, les femmes et les filles souffrant de plus graves répercussions sanitaires et économiques et étant plus exposées à la violence fondée sur le genre. Il est donc essentiel de prendre en compte les préoccupations des femmes au stade de la prise de décision et de promouvoir des initiatives axées sur l'égalité des sexes dans le contexte des interventions menées face à la pandémie et des efforts de reprise.
51. **Orientation stratégique.** L'année 2019 a été marquée par le lancement du Plan d'action pour l'égalité des sexes. Elle s'est aussi caractérisée par l'adoption de nouvelles mesures visant à intégrer davantage les actions du FIDA dans le domaine de l'égalité des sexes, du climat et de l'environnement, de la jeunesse et de la nutrition de manière à engendrer des transformations plus importantes et avoir un impact plus durable.
52. L'approche de l'équipe d'exécution des projets adoptée en 2018 a été suivie pendant toute l'année 2019. Cela a permis d'assurer l'intégration des thématiques transversales, du stade de la conception à celui de l'achèvement. La perspective concernant l'égalité des sexes est préservée grâce à la présence d'un membre des services de la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale (ECG) dans toutes les équipes d'exécution de projets. En raison de cet appui ciblé au stade de la conception, 32% des projets approuvés en 2019 ont été jugés entraîner des transformations dans le domaine de l'égalité des sexes. L'adoption du nouvel indicateur de participation du FIDA, qui incorpore des éléments essentiels de l'indice de l'autonomisation des femmes dans l'agriculture est l'un des principaux critères retenus pour les projets de cette nature. Il sera ainsi possible de garantir l'établissement systématique de rapports sur les résultats dans le domaine de l'autonomisation durant le processus de maturation du portefeuille de projets porteurs de transformations dans le domaine de l'égalité des sexes.
53. Cette évolution positive est imputable: i) à l'institutionnalisation des critères de conception sur la base desquelles un projet peut être jugé avoir un effet de transformations et des directives correspondantes établies à l'intention des agents et des consultants du FIDA participant à la conception des projets; ii) aux nouveaux documents de conception des projets qui demandent de manière explicite l'adoption d'une stratégie de ciblage et d'égalité des sexes; et iii) à la présence d'un membre des services d'ECG au sein de l'équipe d'exécution de projet du stade de la conception à celui de l'exécution.
54. **Résultats de 2019.** En 2019, la proportion d'activités de communication axées sur les femmes menées dans le cadre de projets soutenus par le FIDA était de 47%. Bien que légèrement inférieure à celle observée en 2018 (51%), cette proportion est demeurée stable dans le domaine de l'égalité des sexes au cours des dernières années. À l'issue de la première année de FIDA11, les résultats obtenus (tableau 5) montrent que le FIDA est, de manière générale, en voie de respecter ses engagements, si l'on fait abstraction des notes attribuées à l'achèvement.

**Tableau 5**  
Résultats obtenus dans le domaine de l'égalité des sexes en 2019

Catégorie	Engagement de FIDA11	Progrès accomplis au regard des engagements
Stratégies de pays	100% des COSOP intègrent la question de l'égalité des sexes	100% des COSOP donnent lieu à une évaluation de la situation en matière d'égalité des sexes
Conception du projet	Au moins 25% des projets sont conçus de manière à avoir un effet de transformations	32% des nouvelles conceptions de projet sont validées en tant que conceptions porteuses de transformations dans le domaine de l'égalité des sexes
	50% des projets reçoivent une note égale ou supérieure à 5 pour les questions d'égalité des sexes au stade de la <b>conception</b>	53% des nouvelles conceptions de projet reçoivent une note égale ou supérieure à 5 au stade de la conception
	90% des projets reçoivent une note égale ou supérieure à 4 pour les questions d'égalité des sexes au stade de la <b>conception</b>	94% des nouvelles conceptions de projet reçoivent une note égale ou supérieure à 4 au stade de la conception
Achèvement du projet	60% des projets reçoivent une note égale ou supérieure à 5 pour les questions d'égalité des sexes à l' <b>achèvement</b>	52% des projets achevés en 2019 sont jugés satisfaisants et reçoivent une note également ou supérieure à 5 pour les questions d'égalité des sexes
	90% des projets reçoivent une note égale ou supérieure à 4 pour les questions d'égalité des sexes à l' <b>achèvement</b>	87% des d projets achevés en 2019 sont jugés satisfaisants et reçoivent une note également ou supérieure à 4 pour les questions d'égalité des sexes

55. **Exemples de meilleures pratiques: Intégration de toutes les thématiques transversales dans le projet IESS-Kairouan** Le Projet d'Insertion économique, sociale et solidaire en Tunisie (Kairouan) en Tunisie, approuvé en 2019, constitue un excellent exemple de projet qui intègre toutes les thématiques transversales du FIDA et suit une approche graduelle pour aider les plus pauvres parmi les pauvres. Fondé sur le dispositif public de transfert monétaire social, le Projet fournira un appui spécifique aux capacités des plus pauvres et à l'amélioration de leur accès aux infrastructures sociales, afin de les aider à accéder aux activités de développement classique. Les groupes cibles prioritaires appartiennent à trois catégories: i) les membres des familles démunies à faible revenu telles que les autorités publiques les définissent; ii) les petits exploitants pratiquant une agriculture familiale; iii) les ménages ruraux travaillant dans le secteur de la transformation des produits et ajoutant de la valeur aux produits de la filière fournis par des petits agriculteurs.
56. **Programme de production agricole durable au Malawi.** Ce projet, qui est financé par le FIDA, vise à renforcer la productivité agricole et la sécurité alimentaire des femmes des zones rurales et de leurs familles grâce à des technologies génératrices de revenus simples et d'un coût abordable. Il s'attaque également aux inégalités entre les sexes au niveau des ménages, des groupes et des communautés. Les femmes bénéficient d'activités de vulgarisation encourageant le recours à de bonnes pratiques agricoles, de formations à une agriculture à vocation commerciale, ainsi que d'un accès à des prêts pour acquérir des intrants et à des fonds de promotion villageois. Elles profitent également de systèmes dans le cadre desquels les participants donnent une partie du produit de leur petit élevage à d'autres ménages, plus pauvres. Une autre initiative a permis à 20 500 familles de recevoir des poêles à inertie améliorés. Ces derniers contribuent à réduire sensiblement l'abattage d'arbres à proximité des villages parce qu'ils utilisent 50% moins de bois de feu. Le bois des arbustes de pois d'Angole permet également de réduire la consommation de bois d'œuvre. Les femmes, qui sont principalement chargées de la collecte du bois de feu, économisent par conséquent beaucoup de temps et d'énergie. La diminution du travail physique consacré à des tâches domestiques et productives réduit les besoins nutritionnels d'une personne,

ce qui est particulièrement important dans le cadre de la nutrition maternelle. Cela est essentiel dans les zones rurales pauvres, où les femmes enceintes ou allaitantes ont déjà du mal à satisfaire leurs besoins nutritionnels accrus. Le projet encourage la poursuite d'une démarche à l'échelle du ménage dans les villages ciblés pour remédier aux causes profondes des inégalités entre les sexes. Cette approche prend en compte les questions intergénérationnelles, en prêtant plus particulièrement attention aux ménages touchés par le VIH/sida. Elle permet d'accroître la participation des femmes à la prise de décisions, de réduire leur charge de travail d'améliorer leur accès aux ressources, aux actifs et aux avantages, et d'améliorer le contrôle qu'elles exercent sur ces derniers.

57. **Gestion des savoirs et sensibilisation.** Les savoirs en matière d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes sont bien documentés et diffusés dans le public. Les nouvelles publications sorties en 2019 comprennent: *The faces of empowerment: Gender-transformative adaptation – from good practice to better policy* (publié en collaboration avec CARE), et *Stocktake of the use of household methodologies in IFAD's portfolio*. Le réseau du FIDA sur l'égalité des sexes et l'inclusion sociale est également bien établi et joue le rôle de communauté de pratique pour les questions de genre. Cette communauté compte environ 2 000 membres, parmi lesquels des responsables de projet, des coordinateurs des questions relatives au genre, des partenaires d'exécution, des organisations internationales, des spécialistes des ressources et des praticiens du développement opérant aux niveaux international, régional et national.
58. **Participation à l'élaboration des politiques et partenariats.** Le FIDA a invité la communauté mondiale à faire preuve de solidarité avec les femmes rurales dans le cadre de la campagne des vraies pionnières (*The Real Groundbreakers Campaign*)<sup>38</sup> lancée en 2019. Le Président du Fonds a promu l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes à l'occasion de la Quatrième réunion mondiale des peuples autochtones, qui s'est tenue en février.
59. **Mobilisation de ressources et dons.** En 2019, le FIDA a mobilisé 1 057 000 USD à titre de financement supplémentaire pour appuyer son programme dans le domaine de l'égalité des sexes. L'année a été marquée par le lancement du Programme conjoint d'approches porteuses de transformations dans le domaine de l'égalité des sexes mis en œuvre conjointement par le FIDA, la FAO et le Programme alimentaire mondial (PAM), avec un appui financier de l'Union européenne. Il a pour objectif de contribuer à la réalisation de l'ODD 2, d'aider à assurer la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition et de promouvoir le développement d'une agriculture durable en s'attaquant aux causes profondes des inégalités entre les sexes. Le FIDA a donné suite à cet effort en mettant en œuvre le Programme conjoint d'accélération des progrès vers l'autonomisation économique des femmes rurales dans sept pays en partenariat avec la FAO, le PAM et ONU Femmes. Le programme exploite les avantages comparatifs et les points forts de chaque institution dans le but d'améliorer la situation des femmes rurales.
60. **Perspectives pour FIDA11.** La Politique du FIDA concernant l'égalité des sexes est mise en œuvre dans le cadre de cinq domaines d'action. Les domaines 1 à 3 concernent les activités de base du Fonds, tandis que les domaines 4 et 5 traitent des structures institutionnelles et des ressources nécessaires à l'exécution de la politique.

---

<sup>38</sup> [www.realgroundbreakers.org](http://www.realgroundbreakers.org)

**Tableau 6**

Progrès accomplis en 2019 au regard des engagements de FIDA11 dans le domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes

<i>Plan d'action pour l'égalité des sexes</i> <i>Domaines d'action</i>	<i>Indicateurs du Plan d'action pour l'égalité des sexes</i>	<i>Résultats initiaux de FIDA11</i>
Domaine d'action 1. Projets et programmes de pays appuyés par le FIDA	1.1. Augmentation de la proportion du programme de prêts et dons comportant des objectifs relatifs à l'égalité des sexes soutenus par des allocations budgétaires clairement établies.	<p>Une analyse de la prise en compte des disparités entre les sexes a été réalisée pour les 48 prêts, portant sur un montant de l'ordre de 1,6 milliard d'USD, approuvés par le Conseil d'administration en 2019. Au total, 38 prêts, équivalant à un montant de l'ordre de 1,4 milliard d'USD ont été retenus aux fins de l'analyse. L'analyse des prêts montre que 83% des prêts, en valeur, ont été jugés modérément satisfaisants ou mieux, contre 71% l'année dernière, 80% en 2017, 82% en 2016 et 86% en 2015 en ce qui concerne la prise en compte des questions d'égalité des sexes.</p> <p>La proportion de la valeur totale des prêts qui peuvent être considérés comme étant porteurs de transformation est passée à 26% (soit l'équivalent de 358,6 millions d'USD) contre 14,6% l'année dernière, 23% en 2017 et 26% en 2016.</p>
Domaine d'action 2. Le FIDA, agent catalyseur de mobilisation, de partenariats et de gestion des savoirs	2.1. Accroissement des contributions du FIDA relatives aux questions d'égalité des sexes dans les publications et les forums internationaux	<p>Le FIDA a participé à la 63e session de la Commission de la condition de la femme et a organisé, en marge de cette dernière, une réunion sur son expérience du ciblage des femmes extrêmement pauvres, dans le cadre de laquelle elle a présenté des exemples d'opérations au Bangladesh, au Kenya, en Ouganda et au Pakistan.</p> <p>L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019 comprend une section établie sous la direction du FIDA sur les dimensions de genre des inégalités dans l'agriculture et dans les zones rurales.</p>
	2.2. Inclusion des questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans les principaux documents d'orientation et produits du savoir du FIDA	<p>Une nouvelle stratégie de communication pour les thématiques transversales, qui fait une place importante à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes, a été adoptée en 2019. Les questions d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes sont intégrées dans les communications institutionnelles, les documents de politique et les publications du FIDA.</p> <p>Les trousseaux à outils existantes ont été traduites de manière à pouvoir être plus largement diffusées dans le contexte de l'intensification des efforts de gestion des connaissances. Des blogues d'experts (4) et des témoignages sur le web (3) ont été diffusés par différents circuits. Enfin, de nouveaux produits ont été lancés (vidéos, exposés photographiques et podcasts).</p>
	2.3. Renforcement de l'attention accordée aux questions d'égalité des sexes dans le contexte de la concertation sur les politiques et de la reproduction à plus grande échelle	<p>Le FIDA a participé à la conférence <i>Women Deliver</i> organisée à Vancouver dans le but de faire ressortir le rôle central que les femmes jouent dans les économies rurales ainsi que l'importance d'investir dans l'autonomisation de ces dernières. Il a été l'un des organisateurs de deux réunions consacrées à la contribution des femmes productrices à la transformation des paysages ruraux et à l'importance fondamentale que revêtent les droits fonciers des femmes.</p> <p>Les projets qui ont le mieux permis de lutter contre les inégalités entre les sexes et d'autonomiser les femmes ont été récompensés à l'occasion du Prix du FIDA pour l'égalité des sexes 2019 parrainé par l'Espagne. Les projets récompensés (projets menés par le FIDA au Cameroun, au Guatemala, au Malawi, au Pakistan et en Turquie) ont tous été porteurs de transformations dans le domaine de l'égalité des sexes. L'expérience acquise dans leur cadre a été présentée dans le but d'encourager la reproduction à plus grande échelle de pratiques de développement produisant de bons résultats.</p> <p>Empower@Scale, programme d'une durée de quatre ans bénéficiant d'un don du FIDA et mis en œuvre par le consortium Oxfam Novib/Hivos a constitué sept communautés d'apprentissage de l'autonomisation au Kenya et en Ouganda. Il a aussi entrepris de renforcer les capacités des projets bénéficiant de l'appui du FIDA portant sur les méthodes pouvant être suivies par les ménages pour procéder à des transformations dans le domaine de l'égalité des sexes.</p>

		L'approche du système d'apprentissage de l'action pour l'égalité des sexes mise au point par le Projet de développement rural intégré du Butana au Soudan a été approuvée par les autorités nationales et est maintenant utilisée et appliquée à plus grande échelle dans le cadre du Projet de développement intégré de l'agriculture et de la commercialisation.
	2.4. Multiplication des initiatives menées conjointement avec d'autres institutions de développement dans le domaine de l'égalité des sexes	<p>Au nombre des initiatives conjointes figure la célébration de la Journée internationale des femmes le 8 mars. Des événements de haut niveau, notamment <i>Penser équitablement, bâtir intelligemment, innover pour le changement</i> ont été organisés avec la FAO et le PAM.</p> <p>Le FIDA, la FAO et le PAM dirigent, avec l'appui de l'Espagne, la formulation de Directives volontaires relatives à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes dans le contexte de la sécurité alimentaire et de la nutrition. Ces directives volontaires s'inscrivent dans le programme de travail pluriannuel pour la période 2020-2023 du Comité de la sécurité alimentaire mondiale.</p>
Domaine d'action 3. Renforcement des capacités des partenaires d'exécution et des institutions publiques	3.1. Amélioration des notes attribuées au titre de l'égalité des sexes à l'achèvement	87% des projets appuyés par le FIDA ont été jugés au moins modérément satisfaisants à leur achèvement (contre un objectif de 90%). Trois des cinq régions du FIDA, à savoir la région Asie et Pacifique, la région Amérique latine et Caraïbes et la région Afrique de l'Ouest et du Centre, ont dépassé la cible établie puisque 100% des projets ont été jugés au moins modérément satisfaisants à l'achèvement. Seulement 52% des projets appuyés par le FIDA ont été jugés intégrer pleinement la question de l'égalité des sexes à leur achèvement (contre une cible de 60%). La région Asie-Pacifique a dépassé la cible avec un taux de 62%.
	3.2. Augmentation du nombre et de la qualité des initiatives entreprises par des institutions publiques pour promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes	Les activités axées sur la participation à l'élaboration des politiques privilégiant les questions d'égalité des sexes ont donné lieu à un voyage d'études d'une semaine organisé en Éthiopie par le programme de recherche du CGIAR sur les changements climatiques, l'agriculture et la sécurité alimentaire. Des membres d'organisations agricoles de pays d'Afrique australe, des représentants de l'Éthiopie et du Mali, ainsi que des agents de projets et des bailleurs de fonds ont participé à ce voyage. Cet échange Sud-Sud a offert aux participants la possibilité d'acquérir et de partager des connaissances sur les problèmes et les meilleures pratiques dans le but de promouvoir l'intégration dans les programmes d'approches porteuses de transformations, et d'observer des exemples de transformations rurales en Éthiopie.
Domaine d'action 4. Équilibre en matière de représentation hommes-femmes et de diversité au sein du FIDA	4.1. Augmentation du nombre de femmes ayant un grade P5 ou supérieur au FIDA	<p>Au 31 décembre 2019, les femmes représentaient 47% des 330 fonctionnaires recrutés au plan international et fonctionnaires de grade supérieur, et 80,3% des 183 agents des services généraux basés au siège.</p> <p>S'agissant des 96 membres du personnel national du FIDA, les femmes représentaient 44,6% des 65 fonctionnaires nationaux et 64,5% des 31 agents nationaux des services généraux</p> <p>Le FIDA n'a pas encore atteint la parité des sexes en assurant une représentation des femmes et des hommes à parts égales aux grades P-5 et supérieurs. En 2019, les femmes constituaient 33,9% du personnel aux grades NO-D et P5 ou supérieurs.</p>
	4.2. Amélioration des notes attribuées au domaine de la parité hommes-femmes par les femmes et les hommes dans les enquêtes menées auprès du personnel	Selon l'enquête sur la culture du milieu de travail menée en 2019, 70% des répondants estiment que le FIDA favorise une répartition équilibrée entre les sexes (68% des répondants membres du personnel et 72% des répondants non membres du personnel).
Domaine d'action 5. Ressources, suivi et	5.1. Augmentation des ressources humaines et	Un cadre auxiliaire est venu s'ajouter aux agents spécialement chargés des questions d'égalité des sexes recrutés en 2018 pour compléter l'équipe en 2019. Un analyste de l'égalité des sexes et de l'inclusion sociale, chargé

responsabilisation professionnelle	financières du budget de base du FIDA, investies à l'appui de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes	<p>de couvrir les questions ayant trait au genre, à la jeunesse, à la nutrition et aux peuples autochtones, a rejoint la Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe.</p> <p>Le résultat global de ce processus pour 2019 montre que l'augmentation de la part du total des dépenses de personnel qui est consacrée à des activités relevant des questions de genre continue d'augmenter: elle est en effet passée de 8,9% en 2018 à 9,1% en 2019 et à 9,3% en 2020.</p> <p>Le FIDA continuera d'améliorer son approche et de valider ses données en sollicitant des informations auprès d'autres organisations à vocation de développement et en tirant parti du logiciel budgétaire mis en place en 2019.</p>
	5.2. Augmentation du nombre de mentions spécifiques des questions d'égalité des sexes dans le développement agricole et rural présentées par la direction du FIDA dans les réunions publiques et les médias.	La haute direction du FIDA promeut en interne et à l'extérieur de l'institution l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes en portant une attention particulière au programme du FIDA porteur de transformations dans le domaine du genre. Elle a ainsi fait preuve d'esprit d'initiative en prenant d'ambitieux engagements dans le domaine de l'égalité des sexes et en nommant le Vice-Président adjoint du Département des services institutionnels champion de l'égalité des sexes.
	5.3. Amélioration de la note attribuée au domaine de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes, lors de l'examen annuel de la performance du FIDA	L'année 2019 a été la deuxième de la période couverte par le Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU-SWAP). Le FIDA a atteint ou dépassé les cibles établies pour 14 des 16 indicateurs et continue d'être l'une des entités des Nations Unies affichant de solides résultats.



## Rapport de situation sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP)

1. L'ASAP du FIDA est l'un des plus importants fonds multidonateurs mondiaux consacrés à l'adaptation des petits exploitants aux changements climatiques. Ce programme phare du FIDA vise à faire parvenir aux petits paysans des fonds destinés à financer des initiatives dans le domaine de l'environnement et du climat. La première phase du programme (ASAP1) a été lancée avec l'approbation du Conseil d'administration du FIDA en 2012, tandis que la deuxième phase (ASAP2), approuvée en 2017, est en cours de mise en œuvre.
2. Au cours de l'année qui s'est écoulée, l'ASAP1 a franchi des étapes déterminantes. Étant donné que la plupart des projets menés dans le cadre de l'ASAP en sont déjà à la deuxième moitié de la période d'exécution et que plusieurs d'entre eux sont achevés, le FIDA a commandé un examen à mi-parcours du programme. Cet examen, qui était presque terminé au moment de la rédaction du présent rapport, vise principalement à dresser un bilan de la situation actuelle du programme. Toutefois, il se penchera aussi sur les effets, les gains d'efficacité et l'intégration transversale du programme au niveau national, ainsi que sur l'environnement propice à l'adaptation des petits exploitants au niveau institutionnel. Il permettra également d'évaluer la valeur ajoutée du programme, notamment les avantages attribuables à l'augmentation du financement de l'adaptation et à l'adoption de nouvelles approches. Les résultats obtenus enrichiront le dispositif de supervision de l'ASAP1 et éclaireront la conception des futurs programmes du FIDA. En outre, dans le cadre de la stratégie de gestion des savoirs du programme, le FIDA a commandé, en 2020, deux publications thématiques portant sur les points de convergence qui lient les projets de l'ASAP à la sécurité alimentaire et aux solutions fondées sur la nature.
3. La présente annexe comporte deux sections. La section A présente une ventilation de la situation financière du Fonds fiduciaire de l'ASAP (couvrant l'ASAP1 et l'ASAP2), l'état des projets menés, les décaissements effectués et les premiers résultats de l'examen à mi-parcours de l'ASAP1. La section B explore différents aspects de l'impact transformateur de l'ASAP, dont la priorité accordée aux jeunes et à la sécurité alimentaire et les retombées en matière de réduction du bilan carbone. L'annexe comprend également un tableau qui récapitule les résultats de l'ensemble du portefeuille ASAP1, ainsi qu'un autre tableau qui précise les décaissements effectués et les résultats intermédiaires obtenus pour chaque projet.

**A. Section A: Situation du Fonds fiduciaire de l'ASAP****Situation financière de l'ASAP**

4. Au 13 mai 2020, la situation financière du Fonds fiduciaire de l'ASAP se présentait comme suit:

Tableau 1

*État récapitulatif des contributions complémentaires et des financements supplémentaires du Fonds fiduciaire de l'ASAP*

	<i>États membres</i>	<i>Monnaie locale (en milliers)</i>	<i>Contributions reçues (en milliers d'USD)**</i>
Contributions complémentaires ASAP1	Belgique	6 000 EUR	7 855
	Canada	19 849 CAD	19 879
	Finlande	5 000 EUR	6 833
	Pays-Bas	40 000 EUR	48 581
	Norvège	63 000 NOK	9 240
	Suède	30 000 SEK	4 471
	Suisse	10 000 CHF	10 949
	Royaume-Uni	147 523 GBP	202 837
	<b>Sous-total</b>		<b>310 645</b>
Fonds supplémentaires ASAP1	Département flamand des affaires étrangères	2 000 EUR	2 380
	République de Corée	3 000 USD	3 000
	<b>Sous-total</b>		<b>5 380</b>
	<b>Total ASAP1</b>		<b>316 025</b>
ASAP2	Norvège	80 000 NOK	9 550
	Suède	50 000 SEK	5 904
	France	300 EUR	334
	<b>Total ASAP2</b>		<b>15 788</b>
Personnel détaché	France	965 USD	<b>965</b>
	<b>Total</b>		<b>332 778</b>

\* Adaptation de l'appendice F du document EB 2019/126/R.24 – AC 2019/152/R.3.

\*\* Contre-valeur des versements au taux de change en vigueur à la date de réception.

5. Le montant des fonds alloués aux projets relevant de l'ASAP1 a sensiblement diminué, passant de 366,5 millions d'USD en mai 2016 à 316 millions d'USD en décembre 2018. Cette réduction de 14% des ressources du Fonds fiduciaire s'explique par la dépréciation de la livre sterling fin 2016. À ce jour, 8,2 millions d'USD ont été prélevés sur le Fonds fiduciaire de l'ASAP au titre des dépenses administratives engagées pour la gestion du programme.

**Projets relevant de l'ASAP<sup>39</sup>**

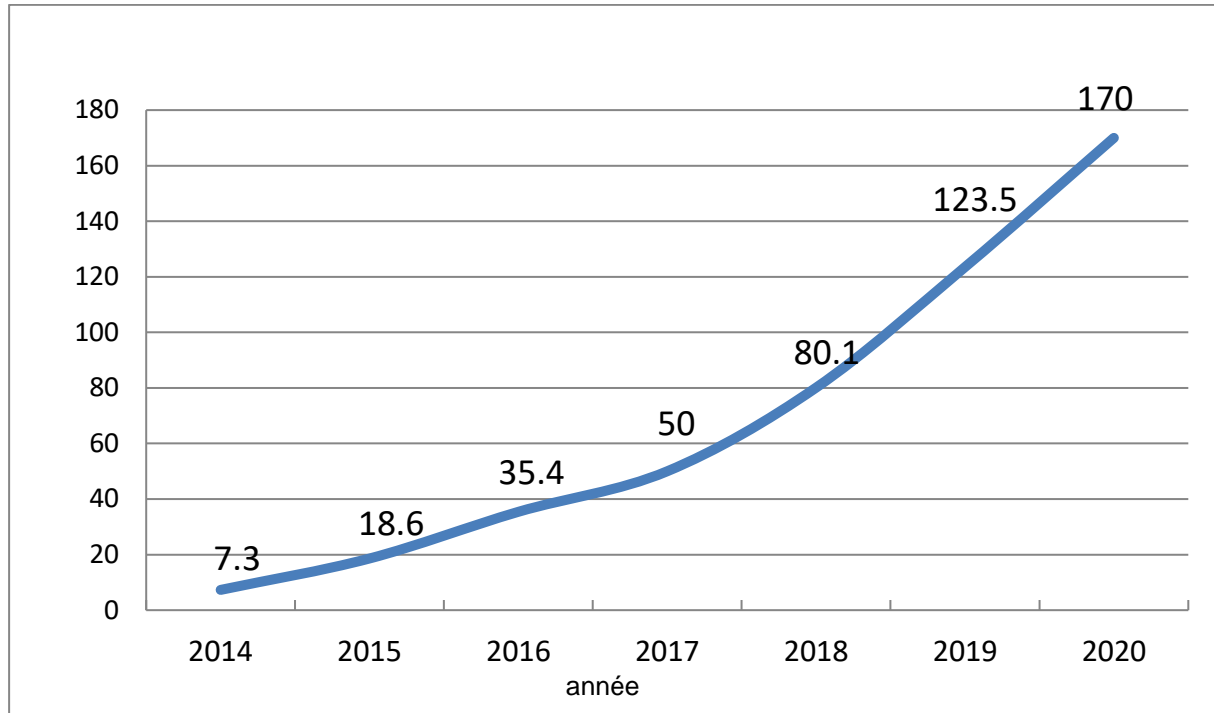
6. Le portefeuille de l'ASAP comprend 42 projets menés dans 41 pays. Au 13 mai 2020, le montant total des 38 dons approuvés au titre de l'ASAP dans 38 pays s'élevait à 298 millions d'USD<sup>40</sup> (voir tableau 3). Sur les 44 projets pour lesquels le Conseil d'administration du FIDA a approuvé un financement au titre du Fonds fiduciaire de l'ASAP:
- i) Le projet ASAP au Mali (Projet visant à améliorer la productivité agricole [PAPAM]) a été achevé et clôturé sur le plan financier.
  - ii) Le projet ASAP au Yémen (Programme en faveur de la croissance rurale [RGP]) a été annulé en raison du conflit qui sévit dans le pays.
  - iii) Le projet ASAP en République-Unie de Tanzanie (Programme de développement communautaire durable et d'appui à l'infrastructure sucrière de Bagamoyo [BSIASCDP]) a été annulé à la suite du désengagement des autorités publiques.
  - iv) Le projet ASAP dans l'État plurinational de Bolivie (Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie [ACCESOS]) a été achevé, mais il n'est pas clôturé sur le plan financier.
  - v) Le projet ASAP au Soudan (Projet intégré de développement rural du Butana [BIRDPA]) a été achevé, mais il n'est pas clôturé sur le plan financier.
  - vi) Le projet ASAP en Gambie (Projet national de développement de la gestion des terres agricoles et de l'eau [NEMA]) a été achevé, mais il n'est pas clôturé sur le plan financier<sup>41</sup>.
7. Au 13 mai 2020, les décaissements cumulés au titre de l'ASAP1 s'élevaient à environ 170 millions d'USD (42 projets; voir figure 1 ci-après). Le montant total des décaissements pour la période allant de mai 2019 à mai 2020 s'établissait à 45,3 millions d'USD (38 projets). Il existe actuellement 10 projets (si l'on ne tient pas compte des projets achevés) pour lesquels plus de 80% du financement total a déjà été décaissé. Il s'agit des projets menés au Bangladesh, au Cambodge, à Djibouti, au Kirghizistan, au Mozambique, au Nicaragua, au Niger, en République démocratique populaire lao, au Rwanda et au Viet Nam. Le rythme des décaissements s'est accéléré au cours des trois dernières années.

<sup>39</sup> Le tableau 3 ci-après présente une ventilation détaillée des fonds alloués au titre de l'ASAP et des montants et pourcentages de décaissement pour chaque projet.

<sup>40</sup> Source: Système de projets d'investissement et de dons (GRIPS).

<sup>41</sup> Bien que le projet ASAP en Gambie (NEMA) ait été officiellement déclaré achevé, certains fonds n'ont pas été dépensés. Le FIDA s'attend à recevoir une demande de prolongation du projet afin que les ressources restantes puissent continuer d'être utilisées à l'appui des objectifs visés par l'ASAP.

Figure 1  
**Montant cumulé des décaissements effectués au titre de l'ASAP**  
(en millions d'USD)



8. Le taux de décaissement moyen des projets s'élève actuellement à 57%. La dernière colonne du tableau 2 montre les résultats totaux accomplis à ce jour au regard des cibles fixées au titre de l'ASAP. Le programme est en avance sur les décaissements prévus (exprimés en pourcentage des résultats atteints par rapport à la cible fixée) pour les indicateurs suivants: les petits exploitants capables de faire face aux effets des changements climatiques (1); les installations disposant d'un meilleur accès à l'eau et témoignant d'une utilisation plus efficace des ressources hydriques (5a); les particuliers participant à la gestion des risques climatiques (6a); les groupes participant à la gestion des risques climatiques (6b); la contribution aux concertations nationales sur les questions climatiques (8). Le programme est proche du montant de décaissement prévu pour les ménages disposant d'un meilleur accès à l'eau et témoignant d'une utilisation plus efficace des ressources hydriques (5b), ainsi que pour les infrastructures à l'épreuve des changements climatiques (7a – longueur des routes). Enfin, il reste beaucoup de travail à accomplir pour se rapprocher des décaissements attendus en ce qui concerne les infrastructures à l'épreuve des changements climatiques (7b – valeur des infrastructures). Les données consolidées sur les cibles proviennent essentiellement des rapports de résultats finaux pour seulement un petit nombre de projets à un stade avancé. Au fur et à mesure que les décaissements de projets individuels continueront d'augmenter dans l'ensemble du portefeuille ASAP, les résultats cumulés devraient s'améliorer, notamment dans les cas où la réalisation d'une cible donnée dépend d'un petit nombre de projets clés.

#### **Enseignements tirés – indicateurs et composantes du cadre logique**

9. Comme le montrent les conclusions de l'examen à mi-parcours de l'ASAP, le portefeuille de l'ASAP continue de générer une riche base de données factuelles sur les résultats obtenus en matière d'adaptation de la petite agriculture. La communication de ces résultats au niveau du portefeuille a également permis de tirer des enseignements majeurs auxquels le FIDA accorde une importance croissante.

10. À sa conception en 2012, l'ASAP1 était assorti d'un cadre logique novateur incluant un Cadre de mesure des résultats. Au cours de l'exécution, il a été toutefois constaté que certains aspects du cadre logique ne reflétaient pas toute l'étendue des résultats obtenus dans le cadre du programme. Les indicateurs généraux se prêtaient certes au cumul des résultats à l'échelle du programme, mais ils impliquaient aussi parfois un manque de précision dès lors que des interventions très différentes contribuaient au même indicateur. Ces difficultés étaient amplifiées par le fait qu'à leur conception les projets ASAP n'étaient pas tenus d'adopter des indicateurs ASAP pour prétendre à un financement, si bien que bon nombre d'entre eux ont dû les intégrer en cours de route à leurs cadres logiques. Le FIDA a toutefois été en mesure d'apprécier la diversité des interventions ASAP et des composantes pertinentes en procédant à un examen manuel des rapports de supervision, et a considérablement amélioré la qualité des résultats du portefeuille ASAP. Certains projets d'assistance technique relevant de l'ASAP2, tels que l'expérimentation des cartes de pointage de la résilience et la mise à l'essai d'outils géospatiaux, ont permis d'affiner davantage les résultats non seulement dans le portefeuille ASAP, mais aussi dans l'ensemble du portefeuille du FIDA. Les études et les enquêtes instructives qui ont été menées au niveau des projets ont également contribué à enrichir les données sous-tendant les résultats.

**i) Infrastructures rurales nouvelles ou existantes protégées contre les phénomènes climatiques**

11. Le seul indicateur ASAP à afficher un retard important au regard du pourcentage global de décaissement est celui des infrastructures rurales, nouvelles ou existantes, ayant été protégées contre les phénomènes climatiques. Cet indicateur se décline en deux composantes: la valeur des infrastructures, en dollars des États-Unis, et la longueur des routes, en kilomètres. La composante en dollars des États-Unis est une mesure indirecte de la valeur des infrastructures protégées, et non une mesure directe des investissements réalisés au titre de l'ASAP pour protéger les infrastructures; elle diffère en cela de tous les autres indicateurs. En règle générale, les dépenses engagées à ce titre dans le cadre de l'ASAP sont bien moins importantes que la valeur des infrastructures rendues résistantes aux aléas climatiques. Ainsi, en Afrique orientale et australe, la somme dépensée pour accroître la résilience des réseaux routiers correspond généralement à environ 20% des coûts.
12. Cet indicateur est alimenté par les données issues de 12 projets du portefeuille ASAP. Fait inhabituel pour l'ASAP, une grande partie des résultats dépend d'un seul projet en particulier. Le projet ASAP mené en Éthiopie, dans le cadre duquel les infrastructures protégées contre les aléas climatiques ont une valeur de 80 millions d'USD, devrait représenter 80% de l'objectif du portefeuille. Comme les travaux portant sur cette composante spécifique n'ont pas encore commencé, les progrès accomplis au regard de la cible globale sont encore peu importants. Ce retard n'est pas inhabituel étant donné que les activités relatives aux infrastructures comptent généralement parmi les dernières à démarrer du fait de la nécessité de mener des évaluations préparatoires, de suivre les procédures de passation de marchés et d'exécuter d'autres tâches préliminaires. Les résultats obtenus pour cet indicateur devraient donc s'accélérer prochainement.
13. Comme la plupart des autres projets alimentant cet indicateur dépassent effectivement leurs cibles, le résultat cumulé est déjà supérieur à 20%. Ont notamment été réalisés les aménagements suivants:
- i) installations de stockage équipées de systèmes d'aération, d'alimentation électrique et de collecte d'eau améliorés au Rwanda;
  - ii) *killas* (monticules de terre) servant au stockage du riz au Bangladesh;

- iii) différents systèmes d'irrigation tels que les systèmes de pompage solaire et les systèmes protégés grâce à la remise en état des bassins versants.
14. Les autres indicateurs du cadre de gestion des résultats de l'ASAP sont pour la plupart sur la bonne voie en ce qui a trait aux niveaux de décaissement. Plusieurs facteurs contribuent aux écarts de performance observés entre les indicateurs, notamment la mauvaise définition des cibles à la conception, l'adoption plus limitée de certains indicateurs et la divergence des interprétations concernant le type de résultats à inclure (ou non) dans le cadre d'un indicateur donné. Dans l'ensemble, les résultats numériques ne rendent pas compte, à eux seuls, des succès qualitatifs engrangés et ne donnent qu'une vue partielle de la réussite des interventions sur le terrain.

**ii) Terres exploitées selon des pratiques résilientes face aux changements climatiques**

15. L'indicateur "terres exploitées selon des pratiques résilientes face aux changements climatiques" couvre un large éventail d'interventions et de types de terrains. Certaines interventions s'étendent, en effet, sur des zones plus vastes que d'autres. Comme cet indicateur ne fait pas la différence entre les différents types de terres (pâturages réhabilités, terres cultivées, terres boisées, zones humides telles que les mangroves, etc.), il est impossible d'obtenir un tel niveau de détail une fois les données regroupées.
16. Pour avoir une compréhension plus fine des interventions liées à la terre, l'équipe de l'ASAP a tenu un registre indépendant des différents types de terres en cours de remise en état ou exploitées selon des pratiques favorisant la résilience face aux aléas climatiques, sur la base des données disponibles dans les rapports de supervision. Ce travail, qui a permis au FIDA d'assurer un suivi plus efficace de l'exécution et d'enrichir ses rapports, servira de modèle pour améliorer à l'avenir la communication des données sur le sujet.
17. À ce jour, 888 000 hectares de terres ont été remis en état sur un objectif de 2 millions d'hectares. L'ASAP a contribué à la gestion durable des terres pastorales, des terres cultivées et des zones humides telles que les mangroves. En ce qui concerne les terres pastorales, les progrès ont été les plus marqués au Kirghizistan (36 000 hectares), au Soudan (99 000 hectares) et au Tadjikistan (42 000 hectares). S'agissant des terres cultivées, des résultats intéressants ont été obtenus en Éthiopie (protection des bassins versants sur une superficie de 50 000 hectares), au Niger (régénération naturelle assistée des arbres fertilisants dans les champs de céréales sur 86 000 hectares) et au Nicaragua (introduction d'arbres d'ombrage dans les plantations de café et de cacao sur 18 000 hectares), et les données factuelles qui ont été recueillies attestent d'un potentiel de reproduction à plus grande échelle.

**iii) Groupes locaux participant à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique**

18. Un défi semblable se pose en ce qui concerne la désagrégation des données sur les types de groupes locaux. Le travail mené en collaboration avec les groupes locaux est l'une des plus grandes réussites de l'ASAP. Actuellement, dans le cadre de l'ASAP, plus de 13 700 groupes locaux (contre une cible fixée en 2012 à 1 200 groupes) prennent part à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique. Toutefois, la taille et les caractéristiques de ces groupes varient considérablement d'un pays et d'une région à l'autre. Les équipes de l'ASAP collaborent, entre autres, avec des associations d'usagers de l'eau, des unions d'usagers des pâturages, des coopératives agricoles et des groupes de vulgarisation tels que les fermes-écoles. Dans bien des cas, les groupes d'agriculteurs sont mis en relation avec de nouveaux systèmes de vulgarisation qui encouragent des pratiques résilientes face aux changements climatiques. Les types

d'interaction dépendent de la taille et de la situation géographique des différents groupes, si bien que cet indicateur de portée générale ne rend pas compte des nuances entre les activités d'adaptation menées. Toutefois, comme pour l'indicateur relatif aux infrastructures, l'analyse distincte des données issues des rapports narratifs permet de mieux cerner le profil des groupes bénéficiaires des interventions ASAP. Le tableau 3 ci-après présente les données disponibles sur la participation des groupes locaux dans le cadre de chaque projet ASAP.

## **B. Section B: Caractère transformateur de l'ASAP**

### **Bilan carbone des projets ASAP1**

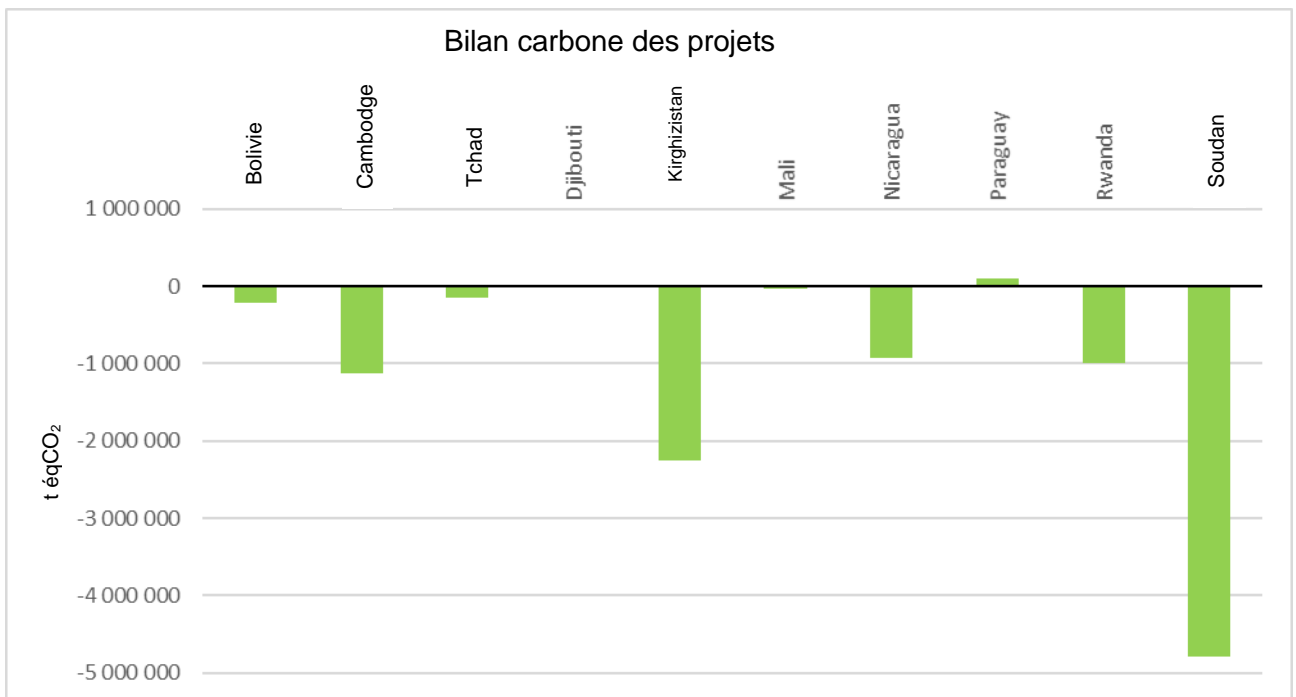
19. L'outil d'évaluation préalable du bilan carbone (EX-ACT) est un système d'évaluation qui fournit des estimations ex ante de l'incidence des projets de développement forestier et agricole sur le bilan carbone. Le bilan carbone se définit comme le bilan net, exprimé en tonnes d'équivalent en dioxyde de carbone (éqCO<sub>2</sub>), de tous les gaz à effet de serre qui ont été émis ou piégés du fait de la mise en œuvre de projets. En d'autres termes, il représente la contribution qu'apporte un projet (défini comme un investissement réalisé par le FIDA au titre de l'ASAP ou d'autres sources de financement) par rapport à une situation de statu quo.
20. Des analyses EX-ACT ont été menées en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à l'égard de 10 investissements consentis par le FIDA au titre de l'ASAP au Cambodge, à Djibouti, dans l'État plurinational de Bolivie, au Kirghizistan, au Mali, au Nicaragua, au Paraguay, au Rwanda, au Soudan (BIRDP) et au Tchad. Ces projets ont permis de réduire les émissions de dioxyde de carbone et de piéger 10,4 millions de tonnes d'éqCO<sub>2</sub><sup>42</sup>.
21. Ces projets contribuent à l'atténuation des effets des changements climatiques de différentes manières. Ainsi, des pratiques agronomiques améliorées et de nouveaux modules agricoles ont été encouragés au Cambodge, dans l'État plurinational de Bolivie, au Mali, au Rwanda et au Tchad, tandis que l'agroforesterie et la restauration des pâturages ont été mises en avant au Kirghizistan, au Nicaragua et au Soudan. Certains projets, comme celui exécuté au Mali, encouragent le recours aux biodigesteurs de manière à réduire la pression sur les forêts et les terrains arbustifs. Le principal facteur nuisant à la réduction des émissions de dioxyde de carbone est la hausse du nombre de têtes de bétail, comme c'est le cas au Paraguay. Citons également l'intensification de l'utilisation d'intrants tels que les engrais synthétiques, comme on le constate au Nicaragua, et le recours accru à des moyens de production émetteurs de gaz à effet de serre, comme les bateaux de pêche à Djibouti.
22. La figure 2, qui montre le bilan carbone des différents projets, met en évidence l'hétérogénéité des résultats obtenus sur le plan de l'atténuation. Par exemple, les projets menés au Soudan et au Kirghizistan ont eu le plus de retombées positives en matière de réduction du bilan carbone, soit respectivement près de 5 millions de tonnes d'éqCO<sub>2</sub> et plus de 2 millions de tonnes d'éqCO<sub>2</sub>. Au Soudan, ce résultat tient principalement à l'amélioration de la gestion des forêts (environ 4 millions de tonnes d'éqCO<sub>2</sub>) et à la remise en état des terres cultivées (près de 2 millions de tonnes d'éqCO<sub>2</sub>), en particulier grâce à la transformation de terres dégradées en terres de cultures annuelles (plantations de guar, systèmes agroforestiers des *jubraka*, aménagement de terrasses, etc.). Au Kirghizistan, l'amélioration des pâturages d'hiver et de printemps et le contrôle du pâturage ont le plus contribué à la réduction du bilan carbone (2 millions de tonnes d'éqCO<sub>2</sub>). Dans les deux cas, les sources d'émissions ayant contribué à diminuer le potentiel de piégeage du carbone proviennent essentiellement du secteur de l'élevage, étant donné la hausse du

---

<sup>42</sup> Ces avantages s'entendent sur une période de 20 ans, car c'est le délai retenu dans le cadre des calculs EX-ACT.

nombre de têtes de bétail, de moutons, de chameaux et de chèvres au Soudan, et l'augmentation du nombre de chevaux au Kirghizistan.

Figure 2

**Bilan carbone total par projet**

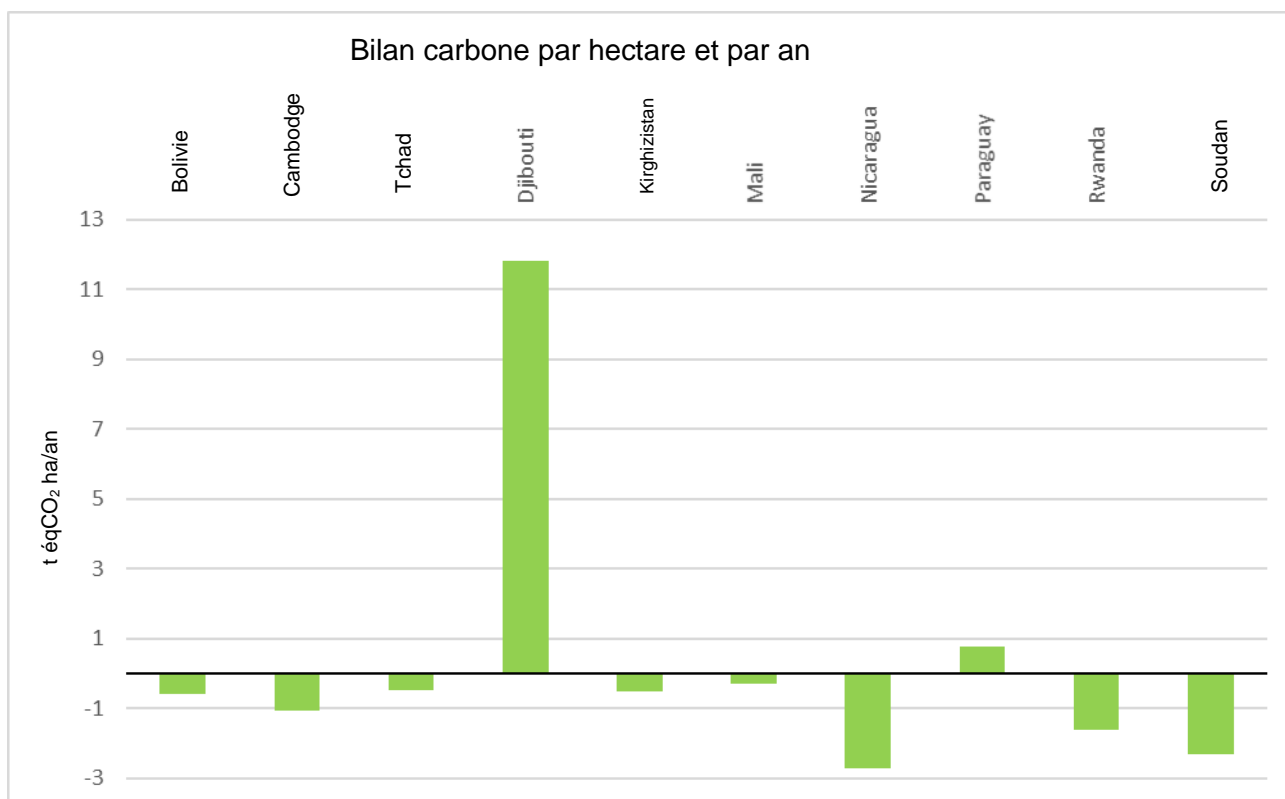
t eqCO<sub>2</sub> = tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.

Source: Bilan carbone des projets, FAO et FIDA, 2020.

23. Au Nicaragua, des pratiques agroforestières ont été adoptées et des arbres d'ombrage ont été introduits dans les plantations de café et de cacao, ce qui a permis de réduire considérablement le bilan carbone. Au Cambodge et au Rwanda, le potentiel de réduction du bilan carbone repose sur la mise en œuvre de pratiques agronomiques améliorées pour la culture du riz, du maïs, du manioc et d'autres produits. Les projets exécutés dans ces deux pays ont eu des retombées modérées à cet égard, avec le piégeage d'environ 1 million de tonnes d'éqCO<sub>2</sub>.
24. Les projets menés dans l'État plurinational de Bolivie, au Mali et au Tchad affichent un bilan carbone global relativement modeste, tandis que les projets mis en œuvre à Djibouti et au Paraguay sont des sources nettes d'émissions de carbone. Cette situation s'explique notamment, au Paraguay, par le plus grand nombre de bovins laitiers et l'utilisation accrue d'engrais et de pesticides et, à Djibouti, par le caractère plus intense de l'activité de pêche.
25. La figure 3 illustre le bilan carbone des différents projets par hectare et par an. Ainsi, au Nicaragua, l'adoption de pratiques agroforestières et les activités de restauration des terres cultivées ont généré le potentiel d'impact le plus dense (2,7 tonnes d'éqCO<sub>2</sub> piégées par hectare et par an). En revanche, à Djibouti, les mesures de remise en état des mangroves n'ont pas suffi à compenser les émissions dues à l'accroissement de la flotte de pêche, ce qui devrait augmenter la consommation de combustibles fossiles et générer 11,8 tonnes d'éqCO<sub>2</sub> par hectare et par an.



Figure 3  
Bilan carbone par hectare et par an pour chaque projet



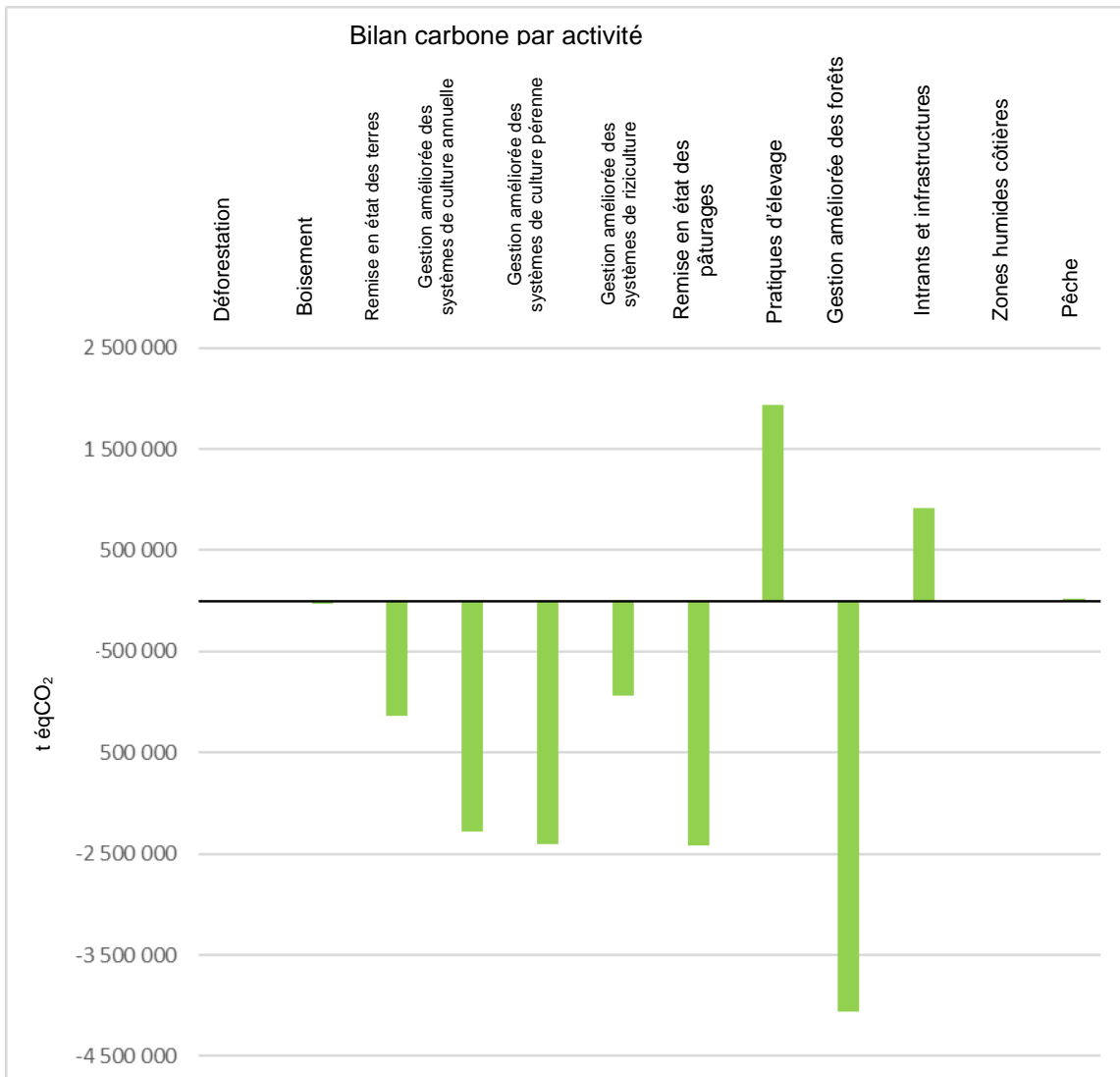
t éqCO<sub>2</sub> ha/an = tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> par hectare et par an.

Source: Bilan carbone par hectare par an, FAO et FIDA, 2020.

26. Une analyse du bilan carbone des 10 projets par type d'activité, comme illustré à la figure 4, montre que la plupart des retombées positives en matière de réduction du bilan carbone sont dues à la gestion améliorée des forêts, suivie de la remise en état des prairies et de la meilleure gestion des systèmes de culture annuelle et pérenne. Il ressort notamment de l'analyse que les systèmes de riziculture intensive émettent 17% de gaz à effet de serre de moins que les systèmes classiques de riziculture inondée au Cambodge<sup>43</sup>.

<sup>43</sup> Révision 2019 des Lignes directrices 2006 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) pour les inventaires nationaux de gaz à effet de serre; Ly *et al.* (2013).

Figure 4  
Bilan carbone des 10 projets par activité



t eqCO<sub>2</sub> = tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.

Source: Bilan carbone par activité, FAO et FIDA, 2020.

27. Il convient de souligner que, dans le cadre des activités des projets, la réduction du bilan carbone a beau être recherchée dans toute la mesure du possible, la priorité est avant tout accordée à l'adaptation des petits exploitants. En conséquence, il existe des contextes où, compte tenu par exemple du niveau élevé des carences en protéines ou de la concentration de la pauvreté, les objectifs de réduction du bilan carbone n'ont pas été considérés comme prioritaires. Dans tous les cas de figure, le FIDA examine le contexte du projet dans son intégralité et s'emploie à renforcer la résilience des petits exploitants en prenant en compte la hausse de la productivité, le développement agricole, la sécurité alimentaire, la dégradation de l'environnement et les changements climatiques, et en équilibrant les compromis et les synergies afin que, par-dessus toute autre considération, les petits exploitants voient leurs conditions s'améliorer, même face à l'évolution des conditions climatiques.

Tableau 2

**Cibles et résultats communiqués des 42 investissements de l'ASAP**

<i>Hiérarchie des résultats de l'ASAP</i>	<i>Résultats de l'ASAP pour l'ensemble du portefeuille</i>	<i>Indicateurs de mesure des résultats du portefeuille</i>	<i>Cible fixée à la conception<sup>44</sup></i>	<i>Résultats du RIDE 2019</i>	<i>Résultats obtenus à ce jour</i>	<i>Pourcentage atteint</i>	
<b>Finalité</b>	Les petits exploitants pauvres sont plus résilients face aux changements climatiques	1	Nombre de membres de ménages de paysans pauvres dont la résilience face aux changements climatiques a progressé	6 710 771	2 628 053	4 899 571	73
<b>But</b>	Reproduction à plus grande échelle des méthodes d'adaptation à avantages multiples pour les petits exploitants pauvres	2	Rapport entre les dons ASAP et les financements hors ASAP	1/7,5		1/7,9	105
		3	Volume d'émissions de gaz à effet de serre évitées et/ou fixées (en tonnes d'équivalent CO <sub>2</sub> )	30 millions	s.o.	10,4 millions sur 20 ans <sup>45</sup>	s.o.
<b>Effet direct 1</b>	Gestion des terres améliorée et pratiques et techniques agricoles résilientes face aux changements climatiques et tenant compte des questions de genre	4	Nombre d'hectares de terres exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques	2 059 106 hectares	760 372 hectares	888 669 hectares	43
<b>Effet direct 2</b>	Accroissement de la disponibilité en eau et de l'efficacité de son utilisation pour la production et la transformation dans le secteur de l'agriculture paysanne	5	Nombre de ménages et d'installations de production et de transformation disposant de quantités d'eau plus importantes	3 918 installations	2 994 installations	3 022 installations	77
				199 693 ménages	86 422 ménages	105 015 ménages	53
<b>Effet direct 3</b>	Renforcement des capacités humaines en matière de gestion des risques climatiques à court et long terme et de réduction des pertes dues à des catastrophes d'origine climatique	6	Nombre de personnes (y compris de femmes) et de groupes locaux participant à des activités de gestion des risques climatiques, de gestion des ressources naturelles et de l'environnement ou de réduction des risques de catastrophe	1 636 013 personnes	358 355 personnes	1 347 286 personnes <sup>46</sup>	82
				16 382 groupes	10 294 groupes	13 770 groupes	84

70

<sup>44</sup> Résultat à atteindre d'ici à décembre 2025, mais susceptible d'être modifié en fonction de l'évolution des projets ASAP.

<sup>45</sup> Une évaluation des bienfaits connexes de la réduction du bilan carbone est actuellement menée sur l'ensemble du portefeuille de l'ASAP1, en partenariat avec la FAO. Les résultats obtenus à ce jour comprennent les analyses EX-ACT menées pour 10 projets ASAP en cours ou achevés. L'outil EX-ACT analyse les retombées d'un projet en matière de réduction des gaz à effet de serre sur un horizon temporel de 20 ans.

<sup>46</sup> La hausse remarquable du nombre de personnes dans le cadre de l'indicateur 6 est principalement imputable à une sous-déclaration lors des années précédentes. En 2020, à l'issue d'une analyse des lacunes des cadres logiques de l'ASAP, il est ressorti que, lorsque la composante des groupes était utilisée pour l'indicateur 6, le nombre de personnes formant chaque groupe n'était pas toujours signalé. Ainsi, les données ventilées comportaient des lacunes importantes. Cette lacune a été corrigée et le chiffre indiqué ici représente l'ensemble des personnes appartenant aux groupes locaux relevant de ce même indicateur.

<b>Effet direct 4</b>	Renforcement de la résilience des infrastructures rurales face aux changements climatiques	7	Valeur en USD des infrastructures rurales, nouvelles ou déjà en place, rendues résilientes face aux changements climatiques	102 442 000 USD 758 km	21 660 000 USD 282 km	26 649 000 USD 409 km	26 54
<b>Effet direct 5</b>	Documentation et diffusion des savoirs relatifs à l'agriculture paysanne intelligente face au climat	8	Nombre d'instances internationales ou nationales de concertation sur les questions climatiques dans lesquelles le personnel des projets appuyés par l'ASAP ou leurs partenaires apportent une contribution active	30	17	19	63

Tableau 3

**État d'avancement à ce jour des projets appuyés par l'ASAP – Résultats intermédiaires, montants des décaissements et pourcentages de décaissement**

Légende: Conditions de prêt									
D = 100% don – pays relevant du Cadre pour la soutenabilité de la dette					DS = don supplémentaire (ajouté à un programme d'investissement en cours)				
D/PC = 50% don, 50% prêt particulièrement concessionnel					DPI = don pleinement intégré (programmation intégrée avec un projet d'investissement classique du FIDA)				
PC = prêt particulièrement concessionnel – prêt remboursable à échéance de 40 ans, coût annuel de 0,75%, différé d'amortissement de 10 ans									
M(xtes) = même coût qu'un prêt particulièrement concessionnel, mais prêt remboursable à échéance de 20 ans et non de 40									
O = conditions ordinaires									
Pays	Titre du projet appuyé par l'ASAP	État d'avancement	Conditions de financement	Allocation ASAP (en USD)	Type de don	Date du Conseil d'administration Entrée en vigueur	Total décaissé au titre de l'ASAP (équivalent en USD)	Pourcentage de fonds ASAP décaissés	Résultats intermédiaires <sup>47</sup>
<b>Région Asie et Pacifique</b>									
Bangladesh	Projet d'adaptation au changement climatique et de protection des moyens d'existence	Exécution	PC	15 047 193	DS	Sept. 2013	11 301 151	84	<ul style="list-style-type: none"> <li>69% des travaux de protection des villages ont été achevés et sont jugés de bonne qualité; il reste 55 villages à aménager au moyen de blocs avec ou sans vétiver.</li> <li>Progrès accomplis dans 4 activités pilotes: i) mise au point de villages modèles; ii) tests pilotes pour la protection des rives de <i>beels</i>; iii) tests pilotes pour la protection des bords de <i>killas</i>; iv) tests pilotes pour la protection du talus des routes d'upazila/d'union.</li> <li>300 000 personnes ont bénéficié de services d'information sur le climat.</li> <li>180 601 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>182 000 arbres des marais ont été plantés.</li> <li>41 kilomètres de canaux ont été creusés au niveau des <i>beels</i>.</li> </ul>
						4 sept. 2014			
Bhoutan	Programme d'amélioration de l'agriculture commerciale et de la résilience des moyens d'existence (CARLEP)	Exécution	M	5 022 615	DPI	Sept. 2015	2 782 855	57	<ul style="list-style-type: none"> <li>6 villages climatiquement rationnels, couvrant 794 acres, ont été aménagés pour soutenir 190 ménages.</li> <li>Le nombre de personnes formées aux pratiques agricoles résilientes face aux changements climatiques correspond actuellement à 78% de la cible.</li> <li>Du matériel végétal résilient aux aléas climatiques a été distribué pour 125 hectares supplémentaires, pour un total de 1 260 hectares, soit 649% de la cible.</li> </ul>
						11 déc. 2015			

									<ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 714 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 776 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• Les équipes du CARLEP collaborent actuellement avec les responsables du programme de biogaz du Bhoutan pour permettre l'installation de 1 400 unités de biogaz dans les 6 dzongkhags de l'Est.</li> <li>• Les membres de 12 associations d'usagers de l'eau ont bénéficié d'une formation consacrée aux systèmes d'irrigation résilients face aux aléas climatiques.</li> <li>• 46 agents de vulgarisation ont bénéficié d'une formation consacrée aux pratiques de production et de gestion agricoles intelligentes face aux changements climatiques.</li> </ul>
Cambodge	Programme de services agricoles pour l'innovation, la résilience et la vulgarisation (ASPIRE)	Exécution	PC	14 995 000	DS	Déc. 2014	11 625 600	84	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'adaptation aux changements climatiques a été intégrée dans toutes les formations et les démonstrations de modèles de production (production de légumes au moyen de serres d'ombrage ou de systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte, mise à l'essai de technologies utilisant les énergies renouvelables telles que les pompes solaires et les incubateurs solaires, etc.).</li> <li>• 1 274 usines de biogaz ont contribué au remplacement des engrais chimiques par du lisier et à la réduction des émissions issues de déchets animaux, pour un total de 8 223 tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>.</li> <li>• 518 735 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 32 723 ménages ont déclaré avoir adopté des pratiques et des technologies durables et résilientes face aux changements climatiques.</li> <li>• Des stratégies de résilience face aux changements climatiques ont été incorporées dans les plans de développement des 24 districts cibles.</li> </ul>
						3 mars 2015			
République démocratique populaire lao	Composante d'adaptation des petits paysans aux	Exécution	PC	5 000 000	DS	Avril 2015	4 848 327	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 160 groupes de production agricole ont reçu un don d'un montant total de 964 216 USD.</li> </ul>

<sup>47</sup> En mai 2020, sur la base des résultats cumulés des projets issus du Système de gestion des résultats opérationnels (SGRO) du FIDA.

	changements climatiques					28 juill. 2015			<ul style="list-style-type: none"> <li>• 122 nouveaux groupes de production agricole ont soumis des propositions pour une valeur totale de 854 000 USD.</li> <li>• 1 627 ménages ont adopté au moins une nouvelle pratique agricole résiliente face aux aléas climatiques.</li> <li>• 24 périmètres d'irrigation à petite échelle ou à microéchelle ont été construits.</li> <li>• À ce jour, 95 groupes ont reçu des dons de contrepartie au titre du fonds d'innovation pour l'adaptation des exploitations agricoles, et ce à l'appui de plusieurs filières: les cultures principales, le petit bétail, le poisson et les produits non agricoles.</li> <li>• Plusieurs activités ont été menées en faveur de la durabilité environnementale et de la gestion des ressources naturelles, et des partenariats ont été établis avec l'Institut national de recherche agronomique et forestière et le Panorama mondial des approches et technologies de conservation.</li> <li>• Un séminaire régional a été organisé sur les moyens de trouver et de sélectionner des modèles et des pratiques propices à l'adaptation aux changements climatiques et à la gestion durable des terres.</li> <li>• Un atelier national dédié à l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole a été organisé.</li> <li>• Jusqu'à présent, 19 séminaires de formation de formateurs ont été organisés à l'intention des équipes d'appui à l'adaptation aux changements climatiques dans les provinces et les districts.</li> </ul>
Népal	Projet en faveur de l'adaptation des petits paysans des zones collinaires (ASHA)	Exécution	PC	14 999 000	DPI	Sept. 2014  26 févr. 2015	7 243 468	55	<ul style="list-style-type: none"> <li>• À ce jour ont été organisés 322 formations au développement du leadership des femmes et un atelier de formation de formateurs sur l'adaptation aux changements climatiques, en collaboration avec l'Initiative mondiale du secteur des technologies de l'information et des communications en faveur de l'environnement et du développement durables.</li> <li>• Les plans d'action locaux pour l'adaptation (PALA), les ateliers d'apprentissage dédiés aux PALA et les ateliers d'aménagement des sous-bassins versants se sont poursuivis au niveau des districts et des municipalités rurales.</li> <li>• Pour renforcer les capacités des quartiers et</li> </ul>

									<p>des sous-comités de l'agriculture, des forêts et de l'environnement, des formations axées sur l'adaptation aux changements climatiques et des visites d'immersion ont été organisées pour 847 participants des districts de Kalikot, Rolpa et Salyan.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les 200 PALA cibles ont été établis avec la participation de 93 695 ménages.</li> <li>• Les équipes du projet ont commencé à réviser le plan de gestion forestière communautaire et à bail pour y intégrer la planification de la résilience climatique. À ce jour, le projet a contribué au renouvellement de 9 plans de gestion des forêts communautaires couvrant près de 1 000 hectares de terres forestières.</li> <li>• Le projet a également inclus les interventions suivantes: <ul style="list-style-type: none"> <li>• 176 canaux d'irrigation</li> <li>• 52 étangs d'irrigation</li> <li>• 88 interventions menées pour protéger les sources d'eau potable</li> <li>• 61 interventions en faveur de la protection des sources d'eau et des plantations</li> <li>• 40 systèmes d'approvisionnement en eau potable à usages multiples</li> <li>• 20 bassins d'infiltration</li> <li>• 19 ouvrages de gabion/contrôle des inondations ou des glissements de terrain</li> <li>• 12 pépinières</li> <li>• 49 interventions visant les technologies économes en énergie/reposant sur les énergies renouvelables</li> <li>• 382 travaux d'aménagement des étables</li> <li>• 41 interventions visant la production de fruits</li> <li>• 125 interventions visant la production commerciale de légumes</li> <li>• 13 342 petits exploitants (dont 47% de femmes) ont bénéficié d'un soutien pour améliorer la rentabilité de leurs activités de production, notamment la culture maraîchère commerciale, l'élevage de bétail et de chèvres (aménagement d'étables et de bergeries) et la production de cultures de grande valeur, et pour participer à d'autres activités génératrices de revenus.</li> </ul> </li> </ul>
Viet Nam	Projet en faveur de l'adaptation aux changements	Exécution	M	12 000 136	DPI	Déc. 2013	9 311 660	87	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 91 modèles d'adaptation aux changements climatiques</li> <li>• 43 modules de systèmes agricoles</li> </ul>



	<p>climatiques dans les provinces de Ben Tre et Tra Vinh dans le delta du Mékong</p>					<p>28 mars 2014</p>					<ul style="list-style-type: none"> <li>• Une assistance technique est fournie à plusieurs départements en vue de l'intégration des enjeux climatiques aux plans d'action sectoriels et au plan de développement socioéconomique des provinces.</li> <li>• Des ateliers et des séminaires ont été organisés dans les districts et les provinces pour sensibiliser la population à la question de l'adaptation aux changements climatiques.</li> <li>• La somme de 2,5 millions d'USD a été réservée au titre de l'ASAP, en vue de la mise en place d'un système automatisé de surveillance de la salinité et de la qualité de l'eau.</li> <li>• 31 millions d'USD ont été investis dans des infrastructures résilientes face aux aléas climatiques.</li> <li>• 466 ménages ont participé à la mise à l'essai de modèles agricoles résilients face aux aléas climatiques.</li> </ul>
--	--	--	--	--	--	---------------------	--	--	--	--	--

Région Afrique orientale et australe									
Burundi	Programme de développement des filières – Phase II (PRODEFI-II)	Exécution	D	4 926 000	DPI	Sept. 2015	2 903 242	60	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 64 875 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 254 groupes locaux ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 2 830 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• Un appui a été apporté à la tenue de 2 concertations nationales et internationales axées sur l'enjeu climatique.</li> <li>• 106 kilomètres de routes ont été protégés contre les aléas climatiques (5 055 000 USD).</li> <li>• 10 collectivités de la Ruvubu ont intégré la lutte contre les changements climatiques dans leurs plans de développement municipaux.</li> <li>• 53 fermes-écoles axées sur le riz et les systèmes de riziculture intensive ont été mises sur pied.</li> <li>• La convention de collaboration signée avec l'Institut des sciences agronomiques du Burundi pour la production de semences et plants améliorés résilients face aux changements climatiques a été mise en œuvre (par exemple, un centre de semences de bananiers d'une superficie de 25 hectares et proposant 16 variétés a été établi).</li> </ul>
						3 nov. 2015			
Comores	Productivité et résilience des exploitations agricoles familiales	Exécution	D/PC	1 000 000	DPI	Mai 2017	183 261	18	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 8 670 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 534,3 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience.</li> <li>• 72 groupes locaux ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 235 hectares de terrain ont fait l'objet d'un embocagement pour freiner leur érosion, un résultat supérieur aux prévisions pour la deuxième année du projet.</li> <li>• 23,8 hectares de zones dégradées à pentes raides ont été aménagés.</li> <li>• 1 072 opérateurs ont été formés et encadrés dans des fermes-écoles.</li> </ul>
						29 déc. 2017			

Éthiopie	Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II (PASIDP-II)	Exécution	PC	11 000 000	DPI	Sept. 2016	4 177 526	39	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 261 450 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 49 990 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• 17 751 ménages disposent d'un meilleur accès à l'eau ou témoignent d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau.</li> <li>• 43 575 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 115 associations d'irrigants ont été créées.</li> <li>• 26 bassins collectifs de plus de 1 285 hectares sont opérationnels ou prêts à être utilisés lors de la prochaine saison d'irrigation.</li> <li>• 43 puits peu profonds situés sur 2 hectares sont opérationnels ou prêts à être utilisés lors de la prochaine saison d'irrigation.</li> <li>• 35 systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte sont opérationnels ou prêts à être utilisés lors de la prochaine saison d'irrigation.</li> <li>• 459 bassins domestiques correspondant à une superficie de plus de 0,4 hectare sont opérationnels ou prêts à être utilisés lors de la prochaine saison d'irrigation.</li> <li>• 75 pépinières communautaires ont été créées et 51 autres ont été renforcées.</li> <li>• 30 pompes à faible profondeur d'aspiration sont opérationnelles ou prêtes à être utilisées lors de la prochaine saison d'irrigation.</li> <li>• Une soixantaine d'agriculteurs ont désormais adopté l'agriculture de conservation.</li> <li>• 1 proposition destinée à renforcer la résilience climatique et à permettre une croissance durable a été soumise conjointement par l'Institut international de gestion des ressources en eau, le Centre international pour la recherche en agroforesterie et l'Institut international de recherches sur les cultures des zones tropicales semi-arides.</li> </ul>
						13 févr. 2017			
Kenya	Programme de renforcement de la production céréalière au Kenya – Guichet d'appui à des moyens de	Exécution	PC	10 000 000	DPI	Avril 2015	2 671 885	28	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 33 926 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> </ul>

	subsistance agricoles résilients face au changement climatique (KCEP-CRAL)					26 août 2015			<ul style="list-style-type: none"> <li>• 635 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• 194 responsables communautaires ont bénéficié d'une formation consacrée à la gestion durable des ressources naturelles et aux plans d'adaptation aux changements climatiques.</li> <li>• 8 438 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 77 groupes locaux ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 10 253 petits exploitants de terres arides et semi-arides ont bénéficié d'une formation consacrée à l'agriculture de conservation, aux bonnes pratiques agricoles et à la gestion des ressources naturelles, puis ont adopté des pratiques agricoles améliorées grâce à un système technique de coupons électroniques et à des services de vulgarisation, notamment des services d'information sur le climat, dans le but de renforcer leur productivité agricole.</li> <li>• Des femmes assument des rôles dirigeants dans 6 groupes de gestion des ressources naturelles.</li> <li>• 27 ateliers de formation de formateurs ont été organisés; dans le cadre d'activités ludiques, les formateurs se sont penchés sur les changements climatiques, leurs effets et leurs risques, et ont découvert des outils d'apprentissage par l'expérience favorisant l'adaptation aux changements climatiques.</li> <li>• 182 groupements d'agriculteurs ont été formés à l'utilisation d'aliments résilients face au risque climatique, ainsi qu'aux pratiques relatives à l'usage de l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.</li> <li>• 89 centres de collecte ont été établis et sont opérationnels.</li> </ul>
Lesotho	Projet d'appui à la production de laine et de mohair	Exécution	M	7 000 000	DPI	Sept. 2014	2 227 934	35	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 59 groupes locaux comptant 5 900 membres ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 5 366 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique ou à l'approche des services climatiques</li> </ul>

						17 juin 2015			<ul style="list-style-type: none"> <li>participatifs et intégrés pour l'agriculture.</li> <li>195 agents de vulgarisation ont bénéficié d'une formation consacrée aux services de suivi, d'évaluation et d'information liés aux changements climatiques.</li> <li>280 063 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques résilientes.</li> <li>10 indicateurs biophysiques de référence ont été mis au point pour les parcours et les zones de pâturage.</li> </ul>
Madagascar	Projet d'appui au développement de Menabe et Melaky – Phase II (AD2M-II)	Exécution	PC	6 000 000	DPI	Sept. 2015	3 301 246	54	<ul style="list-style-type: none"> <li>112 970 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>6 275 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>52 groupes locaux ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>Les sites d'emplacement de 5 stations météorologiques ont été choisis.</li> </ul>
						30 déc. 2015			
Malawi	Programme de développement de l'irrigation dans les zones rurales	Exécution	D/PC	7 000 000	DPI	Déc. 2015	971 129	14	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 cadre institutionnel a été établi dans le respect du contexte local, en vue de la mise en œuvre d'activités de conservation des bassins versants.</li> <li>Des pépinières d'arbres et de vétiver ont été créées.</li> <li>15 associations d'usagers de l'eau chargées de gérer des infrastructures d'approvisionnement ont été établies ou consolidées.</li> <li>Des études de faisabilité menées sur 5 périmètres permettent de faire le point sur l'état actuel du climat.</li> <li>Une formation au modèle EX-ACT de la FAO a été assurée, et le bilan carbone d'un bassin versant a été calculé.</li> <li>À l'issue des activités de sensibilisation et des évaluations rurales participatives qui ont été menées dans l'ensemble des périmètres, des plans d'action villageois ont été mis au point et des accords ont été signés entre les collectivités et le Ministère de l'agriculture, de l'irrigation et du développement des ressources hydriques à l'égard de 8 périmètres.</li> <li>173 comités villageois de gestion des ressources naturelles ont été créés ou réorganisés.</li> <li>5 comités de gestion des sous-bassins versants ont été créés.</li> </ul>
						20 déc. 2016			

Mozambique	Projet de développement des filières au profit des pauvres dans les couloirs de Maputo et de Limpopo	Exécution	D/PC	4 907 560	DPI	Sept. 2012	4 439 389	99	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte fonctionnant à l'énergie solaire ont été aménagés en plein champ sur 16 sites couvrant 44 hectares.</li> <li>• 1 152 exploitants appartenant à 24 associations d'usagers de l'eau ont été formés au fonctionnement et à l'entretien des périmètres irrigués.</li> <li>• 101 fermes-écoles ont été mises sur pied.</li> <li>• 22 unités de production et structures de culture sous abri relevant de fermes-écoles ont été transformées en sociétés privées.</li> <li>• 44 personnes ont été diplômées des fermes-écoles.</li> <li>• 2 179 agriculteurs ont reçu une formation et des conseils sur les technologies de production, notamment l'agriculture de conservation, l'amélioration des semences, la fertilité des sols, la gestion des ravageurs et des pesticides, et les techniques de production de légumes en serre.</li> <li>• 199 agents de développement de l'entrepreneuriat agricole ont bénéficié d'une formation et de conseils sur les bonnes pratiques horticoles.</li> <li>• 26 structures de culture sous abri (ombrières et serres) ont été installées.</li> <li>• 538 agriculteurs ont utilisé des technologies propres aux structures de culture sous abri.</li> <li>• Des plants et semences de manioc résistants à la sécheresse sont en cours d'introduction, en collaboration avec l'Institut de recherche agronomique du Mozambique (sur 70,95 hectares) et avec de nouvelles exploitations commerciales (sur 242,7 hectares de zones de multiplication des semences).</li> <li>• 41 trous de forage multifonctionnels permettent d'alimenter en eau 8 144 ménages bénéficiaires (40 720 membres de ménage); la disponibilité de l'eau à usage domestique profite notamment aux femmes, dans la mesure où elle réduit leur charge de travail, leur fait gagner du temps et facilite la création de jardins potagers.</li> <li>• 179 082 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• Environ 600 agriculteurs reçoivent les prévisions météorologiques par SMS.</li> </ul>
						3 oct. 2012			

								<ul style="list-style-type: none"> <li>• 7 795,3 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• 14 plans de gestion environnementale ont été élaborés.</li> <li>• 31 équipements de production et de transformation soutenus disposent d'un meilleur accès à l'eau et témoignent d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau.</li> <li>• 6 800 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 144% des ménages ont déclaré avoir adopté des pratiques et des technologies durables et résilientes face aux changements climatiques.</li> </ul>		
Rwanda	Projet d'appui à des pratiques après récolte et à des entreprises agricoles résilientes face aux changements climatiques	Exécution	PC	6 923 865	DPI	Déc. 2013	28 mars 2014	6 159 346	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 140 571 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 241 ménages vivant dans des zones vulnérables disposent de plus d'eau pour la production et la transformation agricoles.</li> <li>• 104 installations de production et de transformation disposent d'un meilleur accès à l'eau et témoignent d'une utilisation plus efficiente des ressources en eau.</li> <li>• 422 groupes locaux ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 12 244 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• Les infrastructures et installations post-récolte, nouvelles ou existantes, qui ont été rendues résilientes face aux aléas climatiques représentent une valeur de 7 825 000 USD.</li> <li>• Un appui a été apporté à la tenue de 4 concertations nationales et internationales axées sur l'enjeu climatique.</li> <li>• 71 plateformes ont prévu, dans leurs plans d'activité, des mesures liées à l'adaptation aux changements climatiques et à la sécurité alimentaire, y compris le renforcement des capacités sur les techniques de transformation, de manutention et de stockage favorisant la résilience face aux aléas climatiques.</li> <li>• L'Agence météorologique du Rwanda a formé 5 456 agriculteurs de 90 coopératives dans les 12 districts cibles afin qu'ils sachent utiliser les</li> </ul>

								informations météorologiques et climatiques en temps utile dans le cadre de la production agricole, depuis l'ensemencement jusqu'aux activités post-récolte.
								<ul style="list-style-type: none"> <li>• Chaque jour, plus de 6 000 agriculteurs reçoivent des informations météorologiques par SMS.</li> </ul>
								<ul style="list-style-type: none"> <li>• 400 artisans locaux (dont 50% de femmes) ont été formés à la construction et à l'utilisation de fourneaux économes en énergie dans le cadre d'une initiative de développement des entreprises.</li> <li>• 4 000 ménages ont déclaré avoir adopté des pratiques et des technologies durables et résilientes face aux changements climatiques.</li> <li>• En tout, 56 fourneaux ont été installés dans différentes institutions (principalement des écoles) et 30 autres seront mis en place.</li> <li>• 45 systèmes solaires photovoltaïques ont été installés dans des écoles et des centres de santé et 30 autres seront mis en place. Ils se composent de panneaux de 300 watts, de 12 ampoules, d'un chargeur et d'une batterie.</li> <li>• 424 plans de gestion communautaire des ressources naturelles sont en place, et 427 sont mis en œuvre et financés.</li> <li>• 14 stations météorologiques automatisées ont été installées et 6 ont été réhabilitées.</li> <li>• 189 agents agricoles, dont 90 agents de vulgarisation, ont reçu une formation pour mieux interpréter les données météorologiques.</li> <li>• 2 000 ménages ont bénéficié d'un accompagnement et 62 établissements ont tiré profit de technologies reposant sur les énergies renouvelables; 61% de ces ménages sont dirigés par des femmes et 21% sont dirigés par des jeunes.</li> <li>• Au moins 40% de ces ménages ont engagé de petits investissements et, par ailleurs, indiquent connaître une période de soudure moins longue (2 mois, contre 4 auparavant).</li> <li>• En tout, 23 essais adaptatifs ont été mis en place sur les thèmes suivants: la culture du soja, du haricot et du manioc; le labour minimum; les effets de la culture en couloirs sur le rendement du maïs; les effets de différents régimes de pulvérisation sur la prévalence de la chenille légionnaire d'automne et sur le niveau de dégâts.</li> </ul>
Ouganda	Projet de rétablissement des moyens de subsistance dans la région du Nord	Exécution	PC	10 000 000	DPI	Déc. 2014	5 451 030	59
						5 août 2015		



								<ul style="list-style-type: none"> <li>• En tout, 200 facilitateurs communautaires ont été désignés et formés aux méthodes de vulgarisation, aux bonnes pratiques agricoles et à la gestion des ressources naturelles afin de soutenir les groupes d'agriculteurs.</li> <li>• 111 723 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• 693 990 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 4 314 groupes d'agriculteurs participent à des activités de gestion des risques climatiques.</li> </ul>
--	--	--	--	--	--	--	--	---

Région Amérique latine et Caraïbes									
Bolivie (État plurinational de)	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie avec un financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ACCESOS-ASAP)	Achevé	M	9 999 815	DS	Déc. 2013	8 844 792	84	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 9 678 familles ont été soutenues pour faire face aux changements climatiques et reçoivent des services d'information climatique nouveaux et optimisés.</li> <li>• 13 000 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• 48 877 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 1 815 groupes locaux ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• Des femmes assument des rôles dirigeants dans 513 groupes de gestion des ressources naturelles.</li> <li>• 54 plans de gestion environnementale ont été élaborés.</li> <li>• Dans 8 microbassins versants, des infrastructures ont été construites et sont gérées à l'aide d'informations sur les risques climatiques (équivalent à 3 397 000 USD).</li> </ul>
						17 mars 2014			
Équateur	Projet de renforcement des acteurs ruraux de l'économie populaire et solidaire (FAREPS)	Exécution	O	4 000 000	DPI	Sept. 2015	93 265	13	<p>Les informations sur les activités du projet relatives à l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques ne sont pas encore entièrement disponibles.</p> <p>Toutefois, dans le cadre du projet, un atelier a été organisé sur l'inclusion de la question des changements climatiques dans les modèles opérationnels des petites et moyennes entreprises. Il s'est avéré particulièrement bénéfique pour l'unité de gestion du projet et les agents de vulgarisation nationaux.</p>
						5 sept. 2017			
El Salvador	Programme national de transformation économique des zones rurales pour "bien vivre" – Rural Adelante	Exécution	O	5 000 000	DPI	Déc. 2015	558 177	12	<p>Les informations sur les activités du projet relatives à l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques ne sont pas encore disponibles.</p>
						2 avril 2019			

Nicaragua	Projet d'adaptation aux marchés et au changement climatique	Exécution	PC	8 000 293	DPI	Déc. 2013	6 320 869	87	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 18 609 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• 85 visites et échanges axés sur les technologies relatives au café et au cacao et sur l'adaptation aux changements climatiques ont été organisés.</li> <li>• 964 pépinières de café et de cacao ont été adaptées aux conditions climatiques locales.</li> <li>• 2 variétés de café et de cacao adaptées aux conditions climatiques locales ont été développées dans le cadre du Système national de technologie agricole.</li> <li>• 106 391 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 43 692 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 24 462 bénéficiaires ont reçu une assistance technique et une formation sur les pratiques et les technologies d'adaptation aux changements climatiques.</li> <li>• 125 producteurs ont été sensibilisés à la question des changements climatiques afin d'intégrer des approches propices à l'adaptation dans leurs plans d'exploitation.</li> <li>• 877 installations de production et de transformation disposent d'un meilleur accès à l'eau et témoignent d'une utilisation plus efficace des ressources en eau.</li> <li>• 120 kilomètres de routes ont été protégés contre les aléas climatiques.</li> <li>• 8 523 producteurs bénéficient d'un système d'alerte précoce et 1 417 ont accès à des informations climatiques.</li> <li>• 18 609 hectares de terres ont été exploités selon des systèmes agricoles diversifiés, en vue du renforcement de la résilience et de la réduction du risque climatique.</li> </ul>
						1 <sup>er</sup> juill. 2014			

Paraguay	Projet d'amélioration de l'agriculture familiale paysanne et autochtone dans des départements de la région orientale du Paraguay	Exécution	O	5 093 000	DPI	Déc. 2015	495 520	10	Les informations sur les activités du projet relatives à l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques ne sont pas encore disponibles.
						29 nov. 2018			

Région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe									
Djibouti	Programme d'appui à la réduction de la vulnérabilité dans les zones de pêche côtières	Exécution	M	5 996 000	DPI	Déc. 2013	5 179 800	95	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 014 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 1 475 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 22 groupes locaux comptant 224 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• Les infrastructures rurales, nouvelles ou existantes, ayant été protégées contre les phénomènes climatiques représentent une valeur de 2 049 000 USD.</li> <li>• 1 515 ménages ont déclaré avoir adopté des pratiques et des technologies durables et résilientes face aux changements climatiques.</li> <li>• 7 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• Un appui a été apporté à la tenue de 3 concertations nationales et internationales axées sur l'enjeu climatique.</li> <li>• 4 supports de connaissances relatifs aux politiques ont été produits.</li> <li>• 1 laboratoire de biologie marine a été mis en service, et 2 doctorants ont été formés.</li> <li>• 9 hectares de mangrove ont été nettoyés.</li> <li>• 1 500 mètres de canaux ont été ouverts.</li> <li>• 1 consultant spécialisé dans l'énergie solaire a été recruté, et des installations frigorifiques alimentées par l'énergie solaire sont en cours d'installation à différents emplacements.</li> <li>• 3 évaluations (activités économiques, biodiversité et cadre juridique) ont été menées pour servir de base à l'élaboration de la stratégie de Djibouti en faveur de l'économie bleue.</li> </ul>
						1 <sup>er</sup> août 2014			
Égypte	Projet en faveur d'investissements et de moyens de subsistance durables dans le secteur agricole	Exécution	O	5 000 000	DPI	Déc. 2014	967 133	21	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 440 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 248 ménages disposent d'un meilleur accès à l'eau ou témoignent d'une utilisation plus efficace des ressources en eau.</li> <li>• En plus de l'action menée par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et l'ASAP, le travail de coordination mené avec le Ministère des ressources en eau et de l'irrigation a permis de réhabiliter des canaux principaux et secondaires, des canaux de drainage et des puits souterrains, notamment en Haute-Égypte.</li> <li>• Plus de 2 000 personnes ont bénéficié de services d'information sur le climat.</li> <li>• 22 groupes locaux ont participé à des activités de gestion des</li> </ul>
						15 juin 2015			

									ressources naturelles et du risque climatique. <ul style="list-style-type: none"> <li>Le projet témoigne d'un partenariat solide entre le FEM, le Centre de recherche agricole, le Programme alimentaire mondial (PAM), le Ministère de l'environnement et le FIDA.</li> </ul>
Iraq	Projet de relance de l'agriculture paysanne	Exécution	D/PC	2 000 000	DPI	Sept. 2017	s.o.	0	Les informations sur les activités du projet relatives à l'environnement et à la lutte contre les changements climatiques ne sont pas encore disponibles.
						5 juin 2018			
Kirghizistan	Programme de développement de l'élevage et des marchés – Phase II	Exécution	D/PC	9 999 520	DPI	Déc. 2013	8 873 089	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>La mortalité due aux catastrophes a été réduite de 20%.</li> <li>189 plans de santé animale et de gestion des pâturages validés dans la zone du programme intègrent de manière effective des mesures d'atténuation des risques climatiques et d'adaptation.</li> <li>36 100 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>Des infrastructures rurales ont été protégées contre les phénomènes climatiques pour une valeur de près de 18 millions d'USD.</li> <li>316 unions d'usagers des pâturages ont bénéficié d'un système fonctionnel d'alerte précoce lors des phénomènes et aléas climatiques extrêmes (vagues de chaleur et de froid, inondations, gel et sécheresse).</li> <li>944 442 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> </ul>
						6 août 2014			
République de Moldova	Projet de renforcement de la résilience en milieu rural	Exécution	M	5 000 000	DPI	Déc. 2016	1 854 489	37	<ul style="list-style-type: none"> <li>171 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>3 421 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> </ul>
						14 août 2017			
Maroc	Programme de développement rural des zones de montagne – Phase I	Exécution	O	2 004 000	DPI	Sept. 2014	390 411	22	<ul style="list-style-type: none"> <li>10 140 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>90 groupes locaux comptant 3 040 membres ont participé à</li> </ul>

								<p>des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 1 100 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques.</li> <li>• 5 conseils agricoles chargés des questions d'adaptation aux changements climatiques ont été mis sur pied.</li> <li>• 8 000 personnes ont bénéficié de services d'information sur le climat.</li> <li>• 2 100 ménages ont déclaré avoir adopté des pratiques et des technologies durables et résilientes face aux changements climatiques.</li> <li>• 2 études de planification des ressources sylvopastorales ont été menées à bien.</li> <li>• 7,42 kilomètres de canaux en béton et 3 points d'eau ont été construits.</li> <li>• 1 674 hectares de plantations ont été aménagés (caroubiers, amandiers, noyers, pommiers, pruniers, etc.) et 1 275 autres hectares de plantations ont été remis en état.</li> </ul>				
								23 févr. 2015				
Soudan 2	Projet intégré de développement rural du Butana (BIRDP) – financement additionnel	Achevé	D	3 000 000	DS			Sept. 2016		2 955 821	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 164 880 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 99 910 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques résilientes.</li> <li>• 4 461 hectares de terres ont été exploités selon les pratiques de l'agroforesterie pluviale.</li> <li>• 72 399 personnes ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 379 plans villageois résilients face aux changements climatiques ont été approuvés et mis en œuvre.</li> <li>• 248 réseaux d'approvisionnement en eau potable ont été construits ou remis en état.</li> <li>• 28 359 ménages disposent d'un meilleur accès à l'eau ou témoignent d'une utilisation plus efficace des ressources en eau.</li> <li>• 54 jeunes femmes ont obtenu des droits d'accès et d'utilisation de la terre.</li> <li>• Un tiers des membres des comités/centres de développement communautaire et des comités de gestion et d'approvisionnement en eau sont des femmes.</li> <li>• 4 817 hectares de terres sont consacrés à la culture du guar.</li> <li>• Des réserves de parcours individuelles couvrant 1 206 hectares ont été aménagées, un résultat supérieur à la cible fixée (1 115 hectares).</li> <li>• 77 réserves communautaires de parcours couvrant environ 65 000 hectares ont été aménagées.</li> <li>• 4 études (régime foncier, ressources en eau dans le Butana, répercussions de l'exploitation artisanale de l'or et mise à jour de l'étude</li> </ul>
								24 janv. 2017				

									écologique) ont été menées à bien et validées par les collectivités et les autorités. <ul style="list-style-type: none"> <li>• 30 500 hectares de forêts communautaires ont été aménagés.</li> <li>• 85 forêts communautaires sont actuellement gérées et protégées par les collectivités.</li> </ul>
Soudan 1	Programme d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage et à la résilience	Exécution	D	7 000 000	DPI	Déc. 2014	2 558 615	40	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 570 365 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 18 080 hectares de terres ont été exploités selon des pratiques favorisant la résilience face aux changements climatiques, notamment l'épandage de semences de pâturages et de semences forestières, les "clôtures de parcours" expérimentales et les pratiques agricoles pilotes.</li> <li>• 18 installations de production et de transformation disposent d'un meilleur accès à l'eau et témoignent d'une utilisation plus efficace des ressources en eau.</li> <li>• 34 840 ménages disposent d'un meilleur accès à l'eau et témoignent d'une utilisation plus efficace des ressources en eau.</li> <li>• 46 sources d'eau ont été réhabilitées.</li> <li>• 168 groupes locaux comptant 570 365 membres ont participé à des activités de gestion des ressources naturelles et du risque climatique.</li> <li>• 61 plans d'adaptation communautaire ont été mis en œuvre et 107 sont en cours de mise en application.</li> <li>• 28 structures et systèmes de conservation de l'eau ont été remis en état/modernisés et sont gérés de manière durable.</li> </ul>
						31 mars 2015			
Monténégro	Projet de regroupement et de transformation en milieu rural	Exécution	O	2 000 000	DPI	Avril 2017	1 295 104	63	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 2 169 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> <li>• 26 installations de production et de transformation disposent d'un meilleur accès à l'eau et témoignent d'une utilisation plus efficace des ressources en eau.</li> <li>• 868 ménages disposent d'un meilleur accès à l'eau et témoignent d'une utilisation plus efficace des ressources en eau.</li> <li>• Le recours au fumier a permis de multiplier par quatre la production de foin, tout en améliorant la capture du carbone dans la matière organique du sol.</li> </ul>
						5 déc. 2017			
Tadjikistan	Projet de développement de l'élevage et des pâturages – Phase II	Exécution	PC	5 000 000	DPI	Déc. 2015	3 156 996	64	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 136 902 membres de ménages de paysans pauvres ont été soutenus pour faire face aux effets des changements climatiques.</li> </ul>





Afrique de l'Ouest et du Centre									
Bénin	Projet d'appui au développement du maraîchage	Exécution	PC	4 500 000	DPI	Déc. 2015	830 194	19	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 78 hectares de périmètres irrigués ont été protégés contre les inondations grâce à la mise en place d'un système de jardinage surélevé.</li> <li>• 2 500 agriculteurs ont été formés aux techniques climatiquement rationnelles (compost et biofertilisants).</li> <li>• 7 variétés de cultures adaptées aux sols salins ont été mises en avant.</li> <li>• Des haies de moringa ont été plantées dans 45 sites en vue de l'amélioration de la nutrition.</li> </ul>
						1 <sup>er</sup> juin 2016			
Cabo Verde	Programme de promotion des opportunités socioéconomiques rurales	Exécution	PC	4 000 000	DS	Déc. 2016	1 614 799	41	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 159 hectares de basses terres ont été protégés contre le ruissellement.</li> <li>• Le coût de l'eau a été réduit de moitié grâce à la promotion de techniques économes en eau et reposant sur l'énergie solaire.</li> <li>• 4 stations météorologiques automatisées ont été installées en vue de la mise en place d'un service d'information climatique.</li> <li>• L'intégration systématique des questions climatiques est encouragée dans 9 plans locaux de lutte contre la pauvreté.</li> </ul>
						15 juin 2017			
Tchad	Projet d'amélioration de la résilience des systèmes agricoles au Tchad (PARSAT)	Exécution	D	5 000 000	DPI	Déc. 2014	3 095 630	70	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 35 clubs d'écologie ont été créés.</li> <li>• 11 000 hectares de terres ont été restaurés selon des techniques de gestion durable du paysage, ce qui a permis d'augmenter les rendements du sorgho (+85%).</li> <li>• 106 points critiques situés sur des routes de desserte ont été rendus résistants aux aléas climatiques.</li> <li>• 10 000 agriculteurs ont bénéficié de services d'information climatique.</li> <li>• 5 microbarrages ont été installés pour les cultures de décrue.</li> </ul>
						17 févr. 2015			
Côte d'Ivoire	Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation – extension ouest	Exécution	PC	6 994 750	DPI	Sept. 2014	1 851 593	30	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 229 hectares de flancs de montagne ont été reboisés ou restaurés selon des pratiques agroforestières.</li> <li>• 536 agriculteurs ont été formés à l'utilisation d'un pluviomètre.</li> </ul>
						21 nov. 2014			
Gambie	Renforcement de la résilience face au changement climatique dans le Projet national de développement de la gestion des	Achévé	D/PC	5 000 000	DS	Déc. 2015	4 875 613	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les questions d'adaptation aux changements climatiques ont été intégrées aux programmes des fermes-écoles.</li> <li>• 1 500 hectares ont été protégés contre le</li> </ul>

	terres agricoles et de l'eau					1 <sup>er</sup> mars 2016			<ul style="list-style-type: none"> <li>ruissellement dans le cadre de la pratique de la riziculture pluviale.</li> <li>1 400 hectares de mangrove ont été restaurés en vue de l'aménagement de zones tampons permettant de protéger les rizières des marées.</li> <li>33 systèmes de pompage solaire ont été installés pour la production horticole.</li> </ul>
Ghana	Programme d'investissement dans le secteur agricole au Ghana (GASIP)	Exécution	M	10 000 000	DPI	Avril 2014	4 953 264	56	<ul style="list-style-type: none"> <li>800 paysans appartenant à 7 associations d'usagers de l'eau ont été formés aux techniques d'irrigation économes en eau.</li> <li>Un contrat a été conclu avec le Centre for No-Till Agriculture en vue de la formation de 1 320 agriculteurs aux techniques agricoles de conservation.</li> <li>200 agents de vulgarisation ont été formés aux pratiques climatiquement rationnelles pour la culture du maïs, du manioc, du soja et du riz.</li> <li>10 stations météorologiques automatisées ont été installées et 300 agriculteurs ont bénéficié de services d'information climatique.</li> </ul>
						18 mai 2015			
Libéria	Projet d'élargissement de l'arboriculture	Exécution	PC	4 500 000	DPI	Déc. 2015	1 157 821	26	<ul style="list-style-type: none"> <li>1 640 agriculteurs (dont 25% de femmes) ont été sélectionnés pour participer à un programme de régénération des plantations de cacao.</li> <li>Un jardin de graines de cacaoyer a été mis en place pour tester 72 clones et déterminer leur capacité à résister face à l'élévation des températures.</li> </ul>
						1 <sup>er</sup> juin 2017			
Mali	Projet visant à améliorer la productivité agricole – financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (PAPAM-ASAP)	Achevé	D/PC	9 942 704	DS	Déc. 2013	8 945 231	100	<ul style="list-style-type: none"> <li>645 biodigesteurs ont été installés.</li> <li>124 périmètres irrigués pour la production horticole ont été équipés de systèmes de pompage solaire.</li> <li>170 hectares de basses terres ont été protégés contre le ruissellement.</li> <li>1 000 agriculteurs ont été formés à l'utilisation d'un pluviomètre et 11 000 agriculteurs ont bénéficié de services d'information climatique.</li> <li>30 plans de développement local intègrent la question des changements climatiques.</li> </ul>
						21 janv. 2014			
Mauritanie	Projet de développement de filières inclusives	Exécution	D	6 000 000	DPI	Déc. 2016	773 169	13	<ul style="list-style-type: none"> <li>55 kits d'irrigation ont été distribués (44 systèmes californiens et 11 systèmes d'irrigation au goutte-à-goutte).</li> <li>75 hectares de terrain ont été restaurés moyennant des nappes de gravats.</li> <li>25 hectares de gommiers.</li> </ul>
						12 janv. 2017			
Niger	Programme de développement de l'agriculture familiale (ProDAF) dans les régions de Maradi, Tahoua et Zinder	Exécution	D/PC	13 000 000	DPI	Avril 2015	10 152 580	80	<ul style="list-style-type: none"> <li>86 000 hectares de champs de céréales ont tiré profit de la régénération naturelle assistée des arbres fertilisants.</li> <li>11 200 hectares de terres pastorales ont été restaurés selon la technique de la demi-lune.</li> </ul>

						21 sept. 2015			<ul style="list-style-type: none"> <li>• 345 fermes-écoles, formant en moyenne 30 agriculteurs, font la promotion de techniques résilientes face aux changements climatiques.</li> <li>• Les rendements du mil et du sorgho ont progressé de 100% (de 400 à 800 kg/ha).</li> <li>• Un volume de 300 à 1 500 kilogrammes de biomasse par hectare est régénéré sur les terres pastorales, ce qui contribue au piégeage du carbone.</li> <li>• Des pépinières ont été plantées sous la houlette de groupes de femmes, en vue de la restauration des terres pastorales.</li> </ul>
Nigéria	Programme d'appui à l'adaptation au changement climatique et au secteur agroalimentaire dans les zones de savane		PC	14 949 000	DPI	Déc. 2013	5 073 914	38	<ul style="list-style-type: none"> <li>• 894 fermes-écoles font la promotion de techniques résilientes face aux changements climatiques.</li> <li>• 1 720 hectares de terrain ont été régénérés grâce à des techniques de gestion durable du paysage.</li> <li>• 2 030 hectares de parcelles boisées ont été protégés.</li> <li>• 95 kilomètres de pistes rurales comprennent des tronçons résistants aux aléas climatiques.</li> </ul>
						25 mars 2015			